CONSEIL MUNICIPAL – 13 DÉCEMBRE 2017 - TRANSCRIPTION DES SOUS-TITRES CODÉS

- (voix de l'interprète) Nous allons commencer la réunion dans un instant.

- (voix de l'interprète) Bienvenue au conseil municipal du 13 décembre 2017. Veuillez vous lever pour le moment de réflexion personnelle. Rester debout. Le conseiller Moffat vous présentera la personne qui va chanter l'hymne national. Conseil ma femme, veuillez nous présenter qui chantera l'hymne national.

- (voix de l'interprète) Comme plusieurs le savent, (inaudible) souvent des gens de leur quartier pour chanter l'hymne national, généralement, on leur donne des avis des mois à l'avance. J'ai dû le faire la semaine dernière parce que j'avais oublié. Heureusement, Facebook est une magnifique ressources. J'ai pu joindre notre ... une enseignante de musique (inaudible) qui enseignent le piano à ma fille. La voici donc.

(applaudissements)<NOTE> Ô Canada <NOTE> <NOTE> Our home <NOTE>
<NOTE> and native land <NOTE> <NOTE> True patriot love <NOTE> <NOTE> in all
thy sons command <NOTE> <MUS> <NOTE> Car ton bras <NOTE> <NOTE> sait
porter l'épée <NOTE> <NOTE> Il sait porter la croix <NOTE> <MUS> <NOTE> Ton
histoire <NOTE> <NOTE> est une épopée <NOTE> <NOTE> Des plus brillants
<NOTE> <NOTE> exploits <NOTE> <MUS> <NOTE> God keep our land <NOTE>
<NOTE> glorious and free <NOTE> <NOTE> O Canada <NOTE> <NOTE> We stand
on guard <NOTE> <NOTE> for thee <NOTE> <NOTE> O Canada <NOTE> <NOTE>
We stand on guard <NOTE> <NOTE> for thee <NOTE>

(applaudissements)

- (voix de l'interprète) Merci beaucoup, Janice Nam. Très belle interprétation. Maintenant, le prix du bâtisseur de la ville aux bénévoles d'Ottawa de 2017. (inaudible) Des bénévoles en 2017 qui ont rendu les célébrations de cette année un très grand succès. Nous avons cinq représentants bénévole. Ils ont été invite invité ici aujourd'hui. Madame Tremblay, Manon Leblanc (inaudible) (---). Bienvenue. J'aimerais également inviter les conseillers Cloutier et Fleury, les coprésidents de 2017 de (inaudible) et Étienne Drouin qui était responsable pour Ottawa 2017.

- (voix de l'interprète) J'ai le plaisir de reconnaître les contributions des bénévoles à Ottawa 2017 pour le prix de bâtisseur de la ville. Ils se sont montrés très engagé à

faire de la ville au meilleur endroit aujourd'hui et pour demain. Grâce à leur bénévolat ou des actions extraordinaire. Les bénévoles de Ottawa 2017 étaient plus de 2500, nous voulons célébrer tout le monde qui a offert de son temps. Au fil des ans, les bénévoles ont donné plus de 25000 heures de leur temps pour (inaudible). (fin de la traduction) Ont été enregistrés cette année à l'occasion de plus en plus de sens d'événements. (voix de l'interprète) Nous passons à 2018, je profite de l'occasion pour remercier tous ceux qui ont été là pour les événements de 2017. Tous les jours les bénévoles font preuve de qualités exemplaire (inaudible) sur Labonté et le leadership. Ottawa 2017 n'aurait pas été le même sens vous. (fin de la traduction) N'aurait pas vu le jour. (voix de l'interprète) Ils ont travaillé de leurs partants très froid cet hiver et partant très chaud cet été. Ils sont demeurés souriante d'un bout à l'autre. Je vous remercie tous et toutes de votre apport à la Ville. Les bénévoles donne un exemple à tout le monde qui ont été réagit, avec l'équipe d'Ottawa 2017, à tous les visiteurs qui sont venus. Ils ont élevé la norme du bénévolat grâce à leur contribution, contribution autant sur souviendra longtemps. (fin de la traduction) Ils ont côtoyé les (inaudible) de Ottawa 2017. (voix de l'interprète) J'ai le plaisir au nom de Mathieu, Jean et les autres conseillers de reconnaître un échantillon de bénévoles en leur remettant le prix de bâtisseur de la ville 2017. Félicitations!

(applaudissements)

- Bon matin tout le monde. Au nom des collègues bénévoles que j'ai avec moi et plus de 2500 autre bénévole, nous avons été tellement heureux de pouvoir participer à l'expérience Ottawa 2017. (fin de la traduction) Au nom des 2500 autres bénévoles qui ont donné tellement d'heures pour cette expérience, ça a été énorme. Nous sommes tellement reconnaissante d'avoir la chance d'avoir participé à des événements marquants de l'histoire de la ville. (voix de l'interprète) Nous avons eu la chance de faire partie de ce cheminement mieux que quiconque. Nous avons vu de près la machine des prix Juno (---) et tellement d'autres événements. Michel, Pierrette, Manon (---) et moi avons été choisie comme les ambassadeurs des bénévoles. Comme ambassadeur, ils ont travaillé plus de 25000 heures, (---) par Diane Drouin et Caroline. Toutes deux ont relevé, nous ont relevé le moral même quand qu'on travaillait à moins 40 degrés. Ou dans le plus 40 lors du passage de la machine. Diane Drouin et Caroline, Pierrette, Manon, Michel, Terry et moi-même aimerions les remercier pour (-- -) (voix de l'interprète) Ottawa 2017 n'aurait pas été le même sens monsieur Guy Laflamme et son équipe extraordinaire. De bénévoles absolument incroyable et dévoué. (fin de la traduction) Et tout le bureau d'Ottawa 2017, quarts sans vous il n'y aurait pas eu (---) aussi incroyable. (voix de l'interprète) Nous remercions également

monsieur Jim Watson pour son document de 400 pages et pour cette aventure absolument couronnée de succès. Merci.

(applaudissements)

- (voix de l'interprète) Merci. Je sais qu'il y a beaucoup d'autres membres des bénévoles et du personnel qui ont participé à Ottawa 2017 (---). Appel nominal s'il vous plaît.

- Monsieur Mitic monsieur Darouze monsieur Watson

- Nous sommes complet, Monsieur le Maire

- (voix de l'interprète) (inaudible) Déclarations de conflit d'intérêts. Conseiller Taylor.

- (voix de l'interprète) Je déclare un conflit d'intérêts possibles sur l'article 6, sur les prévisions budgétaires (inaudible) parce que sa femme est une employée de santé publique Ottawa.

- (voix de l'interprète) Conseillères (inaudible).

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire. Je déclare un conflit d'intérêts possibles sur les parties présentent du budget préliminaire des services communautaires et de protection et les services pour enfants (inaudible) des centres municipaux à la page 45 et le (inaudible) de la garde d'enfants. Page 121 à 123, parce que ma fille travaille au centre éducatif de l'hôpital.

- (voix de l'interprète) (inaudible) Déclare un conflit d'intérêts possibles sur les parties suivantes (inaudible). Service au logement, page 48, prévention de l'itinérance, initiative national (inaudible). Initiative de partenaire est partie prenante à la page (inaudible) qui recevront du financement, ou enfin qui sont admissibles de recevoir du financement.

- (voix de l'interprète) Madame McKenney.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire. Je déclare un conflit d'intérêts possibles sur les parties suivantes du budget prévisions préliminaire de services communautaires et de protection, prévention de l'itinérance, parce que ma femme travaille à (inaudible) pourrait être admissible à recevoir du financement. (inaudible)

- (voix de l'interprète) Merci. Est-ce qu'il y en a d'autres? Absence? Aucune. Motion portant présentation des rapports proposé par le conseiller Taylor.

- (voix de l'interprète) Merci. Les rapports suivants seront vus et étudiés. Le rapport des services de police totale, (inaudible) rapport de la Bibliothèque publique d'Ottawa intitulé Rapport de la Bibliothèque publique d'Ottawa (inaudible), le rapport du greffier et du chef du contentieux ainsi que le comité consultatif d'urbanisme. (inaudible) Du service greffait de l'avocat général est, rapports (inaudible) comité de vérification 14, rapports 28, les services communautaires et de protection. Rapport 17, de l'environnement et protection climatique. Apport 30 des finances et du développement économique, rapport quatre des technologies de l'information. Rapport 18, services de greffiers, (inaudible) oral et soumission écrite présenté le 22 novembre 2017. (inaudible) Pour étudier ce qui suit puisqu'il s'applique au budget de 2018. Le rapport du Conseil de santé 2018, (inaudible) page 52 du Comité des finances et du développement économique. (inaudible) Et utiliser les articles 1, 2, 4 et cinq du comité d'urbanisme. (inaudible) Jusqu'à la prochaine réunion qui n'aura pas lieu avant le 31 janvier 2018. Que le Conseil reçoivent les articles trois et dix du rapport du Comité d'urbanisme (inaudible) et les articles 35 du Règlement de procédure. Motion? Adoptée. Alors, les collègues vont régler des articles non budgétaires d'abord, ça commence à la page 24 de l'ordre du jour. Comité consultatif et d'organismes. Ensuite, (inaudible) municipal est avocat général pour la période se terminant le 8 décembre 2017. Rapports des comités. (inaudible) Comités d'affaires rurales. Règlement de zonage, modifications (inaudible). Règlement au zonage 760 11, Lake Road. Adoptée. Article 20, (inaudible), trains municipaux, prolongation des règlements pour l'utilisation de tout terrain sur les propriétés municipales. Article 22, (inaudible). 14, Comité de la vérification. (inaudible) 24, Bureau du vérificateur général, rapport annuel les rapports de vérification détaillé. Adopter. Rapport 17 du Comité de l'environnement et de la protection climatique. 25, évolution énergétique (inaudible) et des technologies énergétique communautaire. On revient là-dessus après le budget. 26. Politique municipale sur les bornes de recharge les véhicules électriques. (inaudible) La politique est très bien, mais on ne sait pas donné d'objectifs. On n'a pas choisi de lieux, de nombre de Bornes. Est-ce qu'il y aura un (inaudible) pour voir comment on peut évaluer les objectifs de cette politique par rapport aux normes, au nombre de bornes qui seront installées? Je pense qu'il est raisonnable que l'on fasse rapport sur la mise en oeuvre, nous en verrons une note de service au comité en 2018, à un moment donné. Le rapport adopté. Rapport numéro 30 du Comité des finances et du développement économique. Taxe sur les chambres d'hôtel et l'hébergement de courte durée, nous avons deux motions, voulez vous poser des questions là-dessus? Nous allons déposer la motion. On y reviendra. Rapport du Comité d'urbanisme 55, il faut qu'on le retienne et qu'on y revienne après le budget. Ensuite, modification au

règlement de zonage, Conseiller Chernushenko. On va y revenir. Ensuite, des demandes de nouvelles constructions aux, 1040, rue Bank de la Loi sur l'Ontario. Conseiller Chernushenko, avez-vous des questions? Quelqu'un d'autre? Alors le rapport est adopté. (inaudible) Modification au règlement de zonage 677 rue Bank. Conseiller Leiper. Demande en vue de modifier le 550001, 551 Avenue (inaudible). Rapport 56 du Comité de l'urbanisme. Bâtir des bras lieu meilleure et plus intelligentes, examen des normes d'infrastructure, système de pompe d'assèchement pour le drainage des fondations dans les nouveaux quartiers résidentiels. Demande de nouvelles constructions, (---) un bien-fondé désignés en vertu de la partie cinq de la Loi sur le patrimoine de l'Ontario est situé dans le district de conservation du patrimoine de l'avenue Sweet lent. Modification au règlement de zonage, places de stationnement au parc (---). Examen des en cinq de vitrine (inaudible). Entente de tiers sur l'infrastructure en vue de la conception détaillée, du processus de soumission est de la construction d'un égout séparatiste de délation le long de la rue Johnwoods. Modifications règlement de zonage, 1980 chemins Trim et 5157 chemins Innes. Installation de panneaux d'arrêt tout direction à, l'interne intersection de la rue java et de l'avenue Clarendon et celle de l'avenue Ross et de la rue Spencer, réduction de la limite de vitesse de 40 kilomètres à l'heure sur l'avenue Gladstone. (---) Réduction de la limite de vitesse sur la venu faire Lawn et entre l'avenue Carling est l'avenue la Nesta. Sur l'ordre du jour en bloc, adopté. Conseiller Taylor. Vous voulez proposer la motion qu'on se réunisse en comité plénier? Que le conseil municipal décide de siégeant au comité plié en vertu des articles 52 et 53 des règlements et procédures. Motion. Conseiller Taylor, voulez vous présenter la motion, la feuille de route?

- (voix de l'interprète) Oui, merci. Tout le monde a une copie. Alors je vais lire le haut seulement. Que le conseiller, en comité plénier,

- (inaudible) Les prévisions budgétaires préliminaires du comité de fonctionnement pour la police d'Ottawa, la bibliothèque, la santé, le Comité permanent pour les dépenses soutenu par les taxes et le Comité de l'environnement Guy (inaudible) conditions climatiques tels qu'énumérés est inclus dans les pages noter. (inaudible) Du sous-comité de la technologie de l'information (inaudible) les pages 29 (inaudible) des transports. Et que le conseil, en comité plénier (inaudible) de la motion. Motion, donc. Il faudra attendre la fin pour l'adopter. Je vais faire un petit discours avant de passer au débat du budget 2018. Comme vous le savez, c'est la dernière rencontre sur le budget avant la fin de l'année. J'ai rencontré des résidents, des membres de conseils, tout le monde a contribué à ce processus budgétaire. Élaborez un budget pour une grande capitale comme Ottawa n'est pas facile. Cela implique des milliers de besoins

contradictoires, d'exigences et de pression sur le budget. (fin de la traduction)
Complexe dans les secteurs rurale, urbains et dans les banlieues. (voix de l'interprète)
Je veux profiter de l'occasion pour remercier le personnel de son excellent travail pendant le processus d'élaboration du budget. Comme conseillers et conseillères, nous ne sommes pas toujours d'accord avec les choix budgétaires et toutes les décisions du budget. C'est une bonne chose dans une démocratie où 24 représentants élus essaie de représenter leurs électeurs. Il y aura donc une combinaison de besoins similaire est différent et différentes priorités. Comme conseil, nous établissons le processus pour élaborer le budget et le personnel suit nos directives pour arriver au point où on en est maintenant. Le processus budgétaire est assez efficace. (fin de la traduction) Le plafond du budget est très efficace. (---) (fin de la traduction) À l'intégrité du personnel des finances dirigée par (---) les toutes son équipe. Vous n'êtes peut-être pas d'accord avec tous les résultats de tous les budgets, mais comme conseil, on s'entend pour dire que nous recevons les meilleurs conseils possibles de notre personnel. Je crois et je sais que la grande majorité des membres du conseil croit que les conseils que nous recevons sont solides, franc et direct. Ses conseils se repose sur la meilleure opinion du personnel et sur la façon de rapprocher les besoins de nos résidents aux intérêts de la ville. Il n'est pas facile de toujours questionner les hypothèses budgétaire. Quand on s'attaque à nos budgets, on s'attaque à l'intégrité et à la crédibilité de la trésorière municipales et de son personnel. Je n'ai jamais remis en doute la qualité et l'intégrité des chiffres qu'ils donnent aux conseils. En fait, toute la carrière de Marianne et son équipe repose sur sa capacité à nous donner les meilleurs conseils possibles et l'information sur les rapprochements budgétaire dans un environnement toujours plus complexe. (fin de la traduction) Leur conseil avec compétence et intégrité. (voix de l'interprète) Au fil de nombreux mois, les membres du conseil ont eu plusieurs occasions de faire leurs commentaires et ceci inclut l'adoption de lignes directrices du budget, le développement du plan financier à long terme et le plan de gestion exhaustif de l'actif. Elle a travaillé avec son équipe de directeurs municipales et mon bureau pour élaborer un budget qui (---) les orientation principale du conseil. Qui répondra à toute une panoplie de priorité. Ce ne serait pas rendre service à notre ville ni à nos résidents de participer à ce processus en silence sur une période de neuf mois et après passer au vote par quelque chose qui a été mis de l'avant seulement par le personnel. Alors, remercions Marianne (---) et son équipe pour les excellents conseils qui sont transmis à la ville, au Conseil assez résident. (fin de la traduction) (inaudible) Et de son équipe. (voix de l'interprète) J'aimerais aussi remercier signifie canne Lackey et son excellent travail pour ce qu'il a fait pour nous mener au nous sommes aujourd'hui. J'espère que vous allez présenter un bon survol

de ce conseil concernant tous les changements (---) avant que l'on commence nos délibérations.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire. Merci de vos bonnes paroles. Inattendu. J'ai un petit changement à mentionné au Conseil avant que vous commencez vos délibérations. La semaine dernière, nous avons terminé la fin du mois de novembre, nous avons reçu également le rôle fiscal additionnelles pour l'année et ces deux chiffres étaient pas mal plus positif que ce qu'on avait prévu. En plus du travail que la grande équipe ... et tout le travail que cette équipe a fait, nous prévoyons maintenant que pour 2017, pour la partie soutenu par les taxes, nous aurons un surplus plutôt que ce qui est dans le document, difficile. Alors l'incidence d'un tel surplus, c'est que les taxes municipales et la réserve soutenu par les taxes seront en bien meilleure posture que ce que nous avons prévu au départ. Donc, pour la fin de l'année 2018, on avait prévu que la réserve municipal aurait un solde de 12 millions et maintenant nous croyons qu'il y aura un solde de 22 millions. Ces fonds peuvent contribuer à la réserve de la ville, ils ne sont pas réservés pourquoi que ce soit, ils ne font pas partie des plans que nous avons présenté au Conseil. Le Conseil peut en faire l'usage qu'il veut pendant 2018.

- (voix de l'interprète) Merci, trésorière. Vient notre approche au budget, depuis deux ans de suite, nous allons terminer l'année en situation de surplus. Je tiens à remercier le conseil qui était constitué d'un cadre supérieur, le conseiller, pour leur bon dévouement. La proposition du docteur Egli nous a permis de bien comprendre la situation financière de la ville et d'apporter des correctifs avant qu'il ne soit trop tard. (inaudible) De la trésorière aujourd'hui, je suis prêt à proposer la motion suivante appuyée par le conseiller Cloutier. Entendu que la trésorière vient d'annoncer au conseil que la prévision pour l'année, la fin de l'année 2007, c'est bien amélioré pour 2018, la réserve de voir augmenter de dix millions et entendu que cette réserve municipal dépend des taxes municipales, sauf pour la police et le transport en commun et attendu que l'on veut que la Ville continue de progresser pour les tableaux sur son infrastructure bâti, il est résolu que les dix millions de dollars soit affecté au renouvellement de l'infrastructure générale en 2018 et que le développement économique fasse rapport à (---) au printemps 2018 pour voir exactement ce qui sera financé par cet ajout, que ce soit des routes, des trottoirs ou autre chose. Je pense que cette motion nous permet de respecter notre budget, de ne pas nous endetter. On n'a pas demandé aux contribuables de contribuer plus parce qu'on a augmenté l'augmentation fiscale de 2%. J'aimerais remercier les conseillers qui ont travaillé avec mon bureau pour que l'on puisse continuer à poursuivre les investissements. Je

demanderais à tous les conseillers d'approuver cette motion. Je demanderais aux conseillers de présenter des motions maintenant, avant d'étudier la feuille de route. La conseillère Deans, vous avez la parole.

- (voix de l'interprète) Monsieur le Maire, merci beaucoup. C'est une bonne nouvelle. Monsieur le Maire, madame Marian Simulik, j'ai une question à vous poser au sujet de l'excédent qui est prévu. Est-ce qu'on a tenu compte des frais de déneigement jusqu'à la fin de l'année? Je sais que c'est toujours la question qui se pose, notre budget de déneigement a mené à plusieurs situations déficitaires. J'aimerais comprendre comment vous avez tenu compte du risque qui se posent jusqu'à la fin de l'année pour le déneigement des rues? On prévoit un excédent et ça tient compte des fonds additionnels pour l'entretien hivernal, jusqu'à la fin de cette année.

- (voix de l'interprète) On a plus fait des économies, au mois de novembre parce qu'il n'y a pas eu de neige, mais on ajouté en fait deux millions de dollars de dépenses jusqu'à la fin de l'année pour faire en sorte qu'on puisse tenir compte de tout changement climatique d'ici la fin de l'année.

- (voix de l'interprète) Excellent, merci. Beaucoup on ne veut pas débattre les émotion, on va le faire au fur et à mesure pour étudier la feuille de. Route conseillé Leiper, vous avez une motion que vous voulez présenter. Voulez-vous présenter votre motion appuyée par la conseillère Deans?

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Président, j'ai très hâte de débattre des questions pour (---) mais entre-temps, j'aimerais vous présenter une motion et je réserve le droit de la retirer si notre compréhension de la situation financière change. Donc je vais proposer, avec l'aide de la conseillère Deans, attendu que le budget propose une augmentation des taxes frontalières de 2% et attendu que le greffier municipal a statué que les directions budgétaire ne lis pas la ville est attendu que l'ébauche de budget ne tient pas compte des budgets municipaux (---) par les résidents durant les consultations budgétaires. Attendu que l'infrastructure publique (inaudible) sur lesquelles les collectivités sont construites. Bien entendu que maintenir nos avoirs est essentielle pour préserver une bonne qualité de vie pour assurer le bien-être de notre ville. Attendu que la ville d'Ottawa détient 19,4 milliards de dollars en avoir avec une valeur de (---) de 14,5 milliards en 2016. L'état de ses avoirs continue de se dégrader. Attendu que de ne pas bien entretenir ces avoirs coûte très cher aux contribuables. Il y a maintenant un écart de 70 millions de dollars pour le renouveau de ses avoirs. Attendu qu'un prélèvement pour l'infrastructure nous permettre d'investir stratégiquement notre infrastructure et assurer l'entretien de ces

infrastructures. Ce prélèvement nous permettrait de combler l'écart de 70 millions de dollars et nous permettrait de maintenir l'augmentation fiscale en 2018 à un demi %. Donc il soit résolu que le Conseil approuve l'ajout d'un prélèvement pour l'infrastructure comme poste distincts sur (inaudible) d'imposition de une valeur de huit millions de dollars. Monsieur le Maire, cette motion émanant en fait de plusieurs préoccupations qui ont été exprimées, exprimées par les résidents. Alors on va débattre la motion mais il va falloir que l'on présente toutes les motions.

- (voix de l'interprète) Conseiller Leiper, donc maintenant la conseillère Deans appuyé par le conseiller McKenney. Merci beaucoup.

- (voix de l'interprète) Alors, entendu que la ville d'Ottawa ne donne pas de financement pour les agences sociale qui n'ont pas reçu de financement depuis 2013, attendu que le 7 décembre 2007, le Comité de services de la protection et des conseillers ont entendu des présentations des agences qui n'ont pas droit au financement de la ville qui nous disait en fait qu'ils ont besoin d'un appui accru. Le personnel a dit qu'ils sont en train de revoir le cadre de financement communautaire et vont recommander des changements en 2019. Entendu que le personnel nous a dit qu'il y a une enveloppe de 77000 dollars qui n'a pas été affecté, que 23000 dollars pourrait être réaffecté, que l'enveloppe de financement communautaire dure chance. Attendu qu'un investissement modeste permettrait à la ville d'aider ces agences sociale admissibles qui sont à l'extérieur de l'enveloppe à l'heure actuelle à desservir les résidents les plus vulnérables et pour éclairée également un examen du cadre de financement communautaire. Qui soit résolu donc que le Conseil approuve un programme de 100000 dollars conforme aux politiques et procédures de financement communautaire pour les agences admissibles qui ne reçoivent pas de financement communautaire actuellement. C'est tout. Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la création de, une enveloppe de 100000 dollars pour les agences qui ne reçoivent pas de financement actuel. En réaffectant 23000 dollars à cette enveloppe de financement communautaire d'urgence. Conseillère Deans, appuyé par le conseiller Brockington.

- (voix de l'interprète) Attendu que le grand public d'Ottawa a dit aux conseillers que les résidents d'Ottawa se frustrer face au manque de toilettes publiques dans cette ville. La démographie canadienne montre, en fait, que les aînés sont un groupe démographique qui croit très rapidement. Les aînés, en 2036, vont représenter 34,5% de la population canadienne. Augmenter l'accès à des toilettes publiques à Ottawa pourrait faire partie d'une stratégie inclusive. On pense qu'on pourrait installer des toilettes publiques sans incidence sur les programmes actuels. Alors, qu'il soit résolu que le directeur général ajoute des toilettes portable au budget qui devrait être financé

à même les ressources existantes. Maintenant, une motion du conseiller Hubley, appuyé par le conseiller Tierney.

- (voix de l'interprète) Attendu que le conseil a approuvé un plan de financement de dix ans pour supprimer l'écart des infrastructures de 70000 dollars dans le contexte du plan financier à long terme au mois de juin 2007, attendu que suite à cette décision les conseillers ont entendu des représentations du grand public à voir si on ne peut pas réduire cet écart plus rapidement. Les gouvernements provinciaux et fédéral ont indiqué que le financement d'infrastructures sera une priorité pour ces deux paniers, paliers du gouvernement. L'hypothèse sous-tendant le plan financier à long terme pourrait évoluer. Qu'on demande au personnel de voir la possibilité de réduire l'échéancier pour la réduction, la suppression de l'écart de 70000 dollars et que ces recommandations soient présentées en 2019. Il y a-t-il autre motion des conseillers? Alors, maintenant, on va parler de la feuille de route. Qu'on approuve le budget du comité d'ajustement deux. Qu'on approuve le budget pour la prévention de la criminalité. Qu'on demande au chef Bordeleau et au président du comité d'approuver le budget d'immobilisation des services policiers. Alors, je vous souhaite la bienvenue.

- (voix de l'interprète) Merci Monsieur le Maire. Bonjour, conseiller. Aujourd'hui, on vous demande d'approuver le budget d'immobilisation et de fonctionnement 2018 du Service de police d'Ottawa. J'aimerais remercier sur ceux qui ont fourni des informations et leurs opinions pendant le processus. J'aimerais remercier (inaudible). J'aimerais remercier la conseillère, Deans, Egli, nos bonnes, Qadri et Wilkinson, de même que Peggy Ducharme à la Fédération des associations de citoyens qui ont participé à la réunion pour donner leurs avis. Je pense que le budget reflète les préoccupations qu'on a entendu. Je vais demander au chef Bordeleau de parler du fait que ce budget parle de ses préoccupations. Monsieur le chef, vous avez la parole.

- (voix de l'interprète) Alors, la sécurité routière est une priorité pour les service policier d'Ottawa, les conseillers et la population d'Ottawa pense que c'est une priorité. Alors, j'aimerais rassurer la population, les conseillers, on s'est doté d'un plan de gestion de la circulation. On affecte les ressources aux bons endroits. Nous avons également (inaudible) de gestion centralisé de circulation. Nous utilisons les donner à même les collisions, les plaintes, pour (inaudible) les mesures que nous prenons Ottawa. Les conseillers reçoivent les mises à jour trimestriel. Cela a commencé le mois dernier. On parle de nos efforts dans les quartiers de la ville. Nous sommes l'un des partenaires qui assure la sécurité routière. Nous avons un bon partenariat avec la ville d'Ottawa et (inaudible) Ottawa pour continuer à encourager les conducteurs à changer de comportement. Nous avons mis en place un programme de caméra au feu rouge.

Nous avons des radars, nous avons les caméras dans les autobus scolaires. Nous avons acheté deux lecteurs de plaques qui nous permettent d'assurer une bonne circulation, une bonne sécurité routière. Le conseil va mettre en vigueur les radars photo graphique une fois que la loi aura été modifié en Ontario. Nous allons affecter certains des nouveaux (inaudible) qui ont été recrutées à notre unité de gestion de la sécurité de la circulation procès, pour assurer la sécurité routière.

- (voix de l'interprète) Je pense que je peux parler au nom de tous les conseillers quand j'ai organisé une réunion récemment. Les excès de vitesse, les problèmes de circulation ont été certainement le priorité pour les citoyens. C'est reflété dans le budget. Merci d'avoir été un chef de file en la matière. Question pour le chef, pour le président du Comité?

- (voix de l'interprète) J'aimerais commencer en remerciant le conseiller El-Chantiry, d'avoir organisé la réunion de cette année. J'ai bien apprécié la tribune offerte et la possibilité de parler avec le chef. De plusieurs thèmes. J'aimerais apporter, j'aimerais aborder trois thèmes qui me sont chères. Chef, je sais que vous avez essayé de signer des ententes avec le fédéral. Vous m'avez fait remarquer que c'est très important pour vous, pour les forces policières à Ottawa. Pourriez-vous nous dire un peu plus comment la situation va évoluer au cours des années à venir? (fin de la traduction) Dans les quatre années à cause des (inaudible) comment on pense révisé l'entente qu'on a avec le gouvernement fédéral?

- (voix de l'interprète) Monsieur le Maire, depuis bon nombre d'années maintenant, nous avons une entente avec le ministère de la Sécurité publique pour financer les services financiers par le biais du conseil à concurrence de deux millions de dollars par an. Nous sommes la Capitale-Nationale, nous avons des coûts additionnels pour assurer la sécurité, il y a beaucoup d'événements qui ont lieu dans notre collectivité. Des manifestations, des parades, des défilés, etc. Chaque année, on fait rapport au fédéral au sujet de nos courriels. C'est quelque chose que nous surveillons de près. Jusque-là, nous n'avons pas dépasser les deux millions de dollars. Si jamais on pense qu'on va excédé le budget, c'est quelque chose qu'on pourrait présenter à la sécurité publique par le conseil pour que nos courriels soient remboursées. Alors, je l'apprécie. Je sais que le conseiller El-Chantiry y travaille, mais c'est très important pour la gouverne de (inaudible). On a dit que le fait qu'il y ait des coûts additionnels parce qu'on ait la capitale nationale. Vous m'avez parlé de la transformation fait, la transformation qui a eu lieu, des ajustements que vous comptez faire à l'avenir. J'aimerais que vous nous parliez un petit peu plus de comment vous allez évaluer la transition (inaudible) d'une période de cinq. Ans quelle sera l'évaluation que vous

comptez effectué au sujet de ces changements? Votre excellente initiative de service qui a été mis en application au mois de janvier 2017 a déjà fait l'objet de évaluation de deux semaines au mois de juin. On a apporté des ajustements mineurs. Il va y avoir une évaluation plus complète d'ici un an. On va va mener des consultations avec le public. Mais je peux vous dire que dans nos objectifs c'était de déployer plus d'argent dans les collectivités et je peux vous dire que, à Vanier par exemple, depuis Simon maintenant, nous avons vu une augmentation de 29% des agents faisant patrouiller pour assurer la sécurité de nos quartiers. Il y a plusieurs critères dont on va se servir pour évaluer le rendement et on va apporter les ajustements nécessaires pour pouvoir bien desservir les collectivités.

- (voix de l'interprète) Dernière question. Nous appuyons tous l'augmentation du nombre d'agents qui a été proposé, c'est une stratégie pluriannuelle que vous avez présentée au Conseil. J'ai obtenu de l'information lors des délibérations budgétaire. La masse salariale continuent à augmenter et ça veut dire que les projets spéciaux et l'achat d'équipement est plus problématique, plus difficile. Vous savez que des économies de deux millions de dollars cette année vont vous permettre d'engager 25 agents supplémentaires. Et je raison?

- (voix de l'interprète) L'objectif pour 2017 était d'aller chercher des économies de deux millions de dollars, on est en train de le faire. En 2018, selon les prévisions, nous avons identifié une économie de 600000 dollars, mais nous n'allons pas pouvoir atteindre l'objectif en matière d'économie qui était prévu au départ.

- (voix de l'interprète) Moi, j'appuie le fait que vous déployez plus d'argent dans nos rues. Les collectivités le demande. Mais il faut qu'on fasse preuve de prudence, il faut contrôler ou essayer de contrôler la masse salariale. Je n'ai pas toutes les statistiques, ça ne s'applique pas à ce budget-ci.

- Alors la (inaudible) a connu une augmentation énorme de ces coûts de fonctionnement et ça a été une entrave au fonctionnement de cette organisation. Alors dites, -nous comment est-ce qu'on peut contrôler ce pourcentage, le maintenir un pourcentage raisonnable pour que vous puissiez jouir de souplesse pour que vous puissiez continuer à desservir le grand public? Je sais que vous avez une grande masse salariale, mais il faut que vous puissiez offrir les services nécessaires.

- (voix de l'interprète) Pendant les cinq dernières années, on a vu un taux salariale de, 80,81%. C'est quelque chose qu'on surveille de près. Je sais que (inaudible) de conventions collectives et contrôle la masse salariale également. La Loi sur les

services policiers qui a été opposée par le gouvernement provincial présente de nouvelles possibilités pour les forces policières pour réduire la masse salariale en travaillant avec des partenaires dans la collectivité. C'est quelque chose qu'on va examiner une fois que la loi sera adoptée par nos gouvernements.

- (voix de l'interprète) Une dernière question. J'apprécie le temps que vous m'avez accordé et la clarté de vos réponses également. Je vais surveiller la masse salariale, l'augmentation du nombre d'agents est très, très importantes, mais il faut qu'on continue à contrôler la masse salariale pour assurer le fonctionnement de l'organisation. Je vais appuyer le budget, merci de nous avoir donné des réponses limpide.

- (voix de l'interprète) Merci, Conseiller Fleury. Conseiller Egli.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire. J'aimerais remercier le président et le chef. Au tout début, je n'étais pas certain de vouloir appuyer le budget pour les services (inaudible). On a eu plusieurs discussions sur la circulation, sur le changement à la police communautaire. Qu'est-ce qui m'a fait changer d'avis? C'était pendant la consultation initial qui a été organisé par le président et là, vous nous avez dit en fait que vous pourrez comprendre que vous travaillez en partenariat avec les bureaux des conseillers et que les questions qui se pose dans un quartier donné, que ce soit la circulation ou autres, n'ont pas toujours été abordé. En se basant sur les statistiques. Si c'est une question (inaudible) à travailler avec les collectivités. Moi j'ai fait part de vos propos aux organisations communautaires qui ont été très contente. C'est ce qui m'a fait changer d'avis. Alors, depuis cette réunion, la discussion au sujet (inaudible) et tout se passe très bien. Merci de votre bon travail. Merci Monsieur le Président également d'avoir organisé tout le processus. Nous avons eu une bonne possibilité de discuter et d'appuyer le budget.

- (voix de l'interprète) Merci, Conseiller Brockington, vous avez la parole.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire. J'aimerais remercier le chef de police et les membres du conseil pour tout votre travail et de nous avoir donné les possibilités (inaudible) avec aucune surprise. Je suis très intéressé à entendre ce que le chef a dit aujourd'hui. Vous dites que vous avez investi beaucoup dans la gestion de la circulation. J'aimerais poser la question suivante: vous avez parlé de décentraliser pour la question de la circulation. Est-ce que vous pouvez nous dire exactement comment vous allez affecter les nouvelles ressources pour assurer la sécurité routière?

- (voix de l'interprète) Alors, à leur actuelle, c'est unité centralisé dispose de 25 constable et d'autres agents également. Ils ont la responsabilité de cueillir toutes les plantes et effectuer la sécurité routière dans les quartiers de la ville. (inaudible) Également des escortes faites à même les motocyclettes quand des personnages importants viennent à Ottawa. Ils sont appuyés par les agents de patrouille, ce sont eux en fait qui s'occupe de la circulation dans leur propre quartier. On leur donne des informations au sujet des plein d'où ont lieu les collision et on fait un suivi pour voir où on doit affecter nos ressources. Ça, ce sont les informations qu'on achemine au bureau des conseillers de façon trimestriels. Nous allons ajouter six nouveaux constable à cette unité qui vont appuyer le travail que l'on fait dans le domaine de l'application de la loi. Le conseil a approuvé le recrutement de 25 constable en 2016 contre, on en a parlé quand on a débattu au conseils et au comité, vous avez dit que vous n'allez pas affecter des ressources additionnelles à l'application de la loi routière. On a eu cette discussion l'année dernière, c'est une priorité exprimée par nos commettants. Je suis content de voir que cette année, à la fin de 2018, vous allez avoir (inaudible) 75 policiers et vous allez avoir plus de souplesse sur comment les déployer. C'est quelque chose qui se fait attendre. On nous dit constamment qu'il faut investir davantage dans les services policiers, il ne s'agit pas uniquement d'excès de vitesse. Non, il y a d'autres priorités pour les commettants.

- (voix de l'interprète) Je suis tout à fait d'accord avec ce que vous avez dit, conseiller Egli. Je dois admettre que je n'allais pas appuyer ce budget sans investissements dans la sécurité routière en 2018. D'ici la fin de 2018, une fois qu'on aura réformer, recruter et former ses constable et ses agents, on pourrait évaluer leur incidence sur nos collectivités. Une des autres choses, avec lesquelles nous sommes aux prises, ce sont les heures supplémentaires. Nous avons (inaudible) le budget de 2017. Pourriez-vous nous parler de ce que vous avez l'intention de faire concernant le budget de 2018 et que vous pensez pouvoir respecter les limites de 2018 ans ce qui concerne les heures supplémentaires? Monsieur le Maire?

- (voix de l'interprète) Ces dernières années, nous avons augmenté les heures supplémentaires. En fonction du genre de travail que nous faisons, il y a des années aussi, il y avait un problème au niveau de la convention collective. En ce qui concerne les congés de remplacement ... ceux-ci avec mentez, ceci avait augmenté les frais d'heures supplémentaires. En 2018, après avoir vu une augmentation depuis plus de deux ans, nous avons décidé de réajuster le budget de base de deux millions de dollars pour les heures supplémentaires deux. En plus les autres mesures que nous avons institué, par exemple, la technologie. Elle nous permet de d'avoir un relevé des

heures supplémentaires au lieu de le faire à la main comme par le passé. Ceci devrait nous aider à avoir des analyses d'informations en temps réel. De cette façon, les gestionnaires pourront mieux gérer et contrôler les dépenses au niveau des heures supplémentaires. Donc, nous sommes très heureux d'avoir encore plus de réajustements au budget de base. Nous devrions respecter le budget à l'avenir.

- (voix de l'interprète) Merci, je pense que le budget de 2018 sera un peu serré. Il faudra vraiment suivre les (inaudible) de ce budget. Vous avez 92 nouvelles (---) que vous demandez. Je pense qu'il faudra avoir des discussions sérieuses sur votre budget à l'avenir.

- (voix de l'interprète) Je sais que vous êtes à l'écoute depuis longtemps. Au moins, des mesures ont été prises dans le budget de 2018 qui reflète les besoins de notre collectivité. Merci beaucoup.

- (voix de l'interprète) Conseillère McKenney.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire. Merci aux chefs. Ainsi qu'aux conseillers El-Chantiry. J'ai remarqué, dans le document budgétaire, que vos prévisions pour l'augmentation de tarifs de 2019 à (---) est de (---) et 3,5% respectivement. Pourriez-vous nous dire sur quoi vous vous êtes basés pour établir ces estimations?

- (voix de l'interprète) Dans le cadre de l'établissement du budget, nous nous basons sur les chiffres du vérificateur général Button. Essentiellement, nous avons consulté le chef de police et les gestionnaires. Donc, ce sont les prévisions pour les trois prochaines années. C'est 4% et 3% sont basées sur +1 en ce qui concerne la croissance, mais ça ne veut pas dire que c'est ce que nous de donc instruction au conseil. C'est un peu comme une liste de (inaudible). Nous allons demander au personnel ce qui sera nécessaire. Ce sera pour le prochain mandat du Conseil de la commission.

- (voix de l'interprète) Merci. Je ne me rendais pas compte que cela comprenait une évaluation de la croissance, donc 1,3. C'est quand même un peu plus élevé que ce que vous demandez cette année. Donc, vous avez l'intention notamment et le chiffre que vous avez présenté au conseil dans leur chance, dans l'ensemble, en 2019 et en 2021. Vous vous souvenez, en 2014, le conseil avait demandé à la Commission d'adopter une augmentation de 4% pour le prochain mandat. Ça avait été adopté à l'unanimité. Donc, nous oeuvrons encore dans ce cadre. Ensuite, on verra ce que fera

le conseil et la commission. Merci pour cela. Merci pour ces estimations, il est bon de les voir afin qu'on puisse faire nos propres prévisions.

- (voix de l'interprète) Conseiller Qaqish.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire. En ce qui concerne, les appels de santé mentale que reçoivent les services policiers. Je sais que ceci peu accaparer beaucoup d'heures supplémentaires. Est-ce qu'il y a eu des progrès qui ont été faits en ce qui concerne la collaboration avec les différentes agences (inaudible) pour contrôler ces frais?

- (voix de l'interprète) En fait, nous sommes partenaires. Après avoir reçu une subvention du gouvernement provincial, nous sommes maintenant partenaires. Nous avons acquis un logiciel qui s'appelle (inaudible) de la province l'Ontario qui s'appelle, qui va nous aider à faire le triage et qui va nous aider à fournir de l'information aux hôpitaux, nous pourrions fournir à l'avance des informations aux hôpitaux pour réduire le temps d'avance, le temps d'attente des agents. C'est un produit qui est très utile et nous comptons nous en servir jusqu'en 2018 pour économiser potentiellement six (inaudible).

- (voix de l'interprète) C'est bon à savoir.

- (voix de l'interprète) En ce qui concerne leur déploiement qui a commencé en janvier, il y avait beaucoup de patients en ce qui concerne l'impact sur la communauté et les agents communautaire. Dans mon quartier, ça a été assez bien reçue de la part du public. Tout semble bien aller. Pourriez-vous faire le point sur les conséquences pour les agents à l'interne?

- (voix de l'interprète) Dans l'ensemble, cette initiative et ce nouvelle, ce nouveau modèle de prestations de services permettent d'obtenir les résultats escomptés. Il y a eu quelques difficultés au centre-ville. À cause de modifications récemment adopté. Nous faisons tous face à la crise des opioïdes et des sites d'injection. Nous continuons de travailler avec nos agents pour nous assurer qu'il y en ait suffisamment qui soient déployés. Au centre-ville, par exemple, nous avons augmenté le nombre de pratiques patrouilleur à pied en soirée. Il y avait des équipes équipées. Donc, ce modèle St. Bailey très efficace. Nous pouvons bien réagir aux plaintes.

- (voix de l'interprète) Merci pour la réaction positive. Nous allons faire une évaluation complète. Nous allons demander des commentaires des agents et des gens de la communauté.

- (voix de l'interprète) Merci beaucoup. Conseiller Chiarelli.

- (voix de l'interprète) Merci. J'ai une question générale. Avec le même budget que l'an dernier, qui n'étaient pas rajouté, comment vous allez incorporer ces nouveaux agents? Sans qu'il y ait trop de pression sur le budget.

- (voix de l'interprète) Si vous regardez dans le document budgétaire, une des principales initiatives cette année pour atteindre 3,5%, c'est d'aller chercher le 1,5% dans le fonds de réserve. Il n'y a pas de changement opérationnelle. Plus loin, dans le budget, il s'agit des besoins de l'année prochaine et de l'année suivante, est-ce que c'est en utilisant les (inaudible) de l'année courante vlogue mentales sont des dépenses? Vous allez utiliser le fonds de réserve seulement cette année? Le fait que 82% des coûts de services sont attribuables au salaire, il y a des coups aussi au niveau des conventions collectives, c'est ce que vous avez dans les prévisions. Dans le document budgétaire, vous voyez une augmentation de 4% ans ce qui concerne le taux fiscal. Donc c'est surtout pour le salaire.

- (voix de l'interprète) Mais à quel moment dans l'avenir est-ce que les revenus vont payer pour le fonctionnement du service? Ou vous n'aurez pas besoin d'utiliser le fonds de réserve?

- (voix de l'interprète) Monsieur le Président, nous avons appliqué cette approche cette fois-ci en réduisant les contributions aux fonds de réserve, je ne crois pas que ce soit nécessaire à l'avenir. Mais nous sommes assez certain, en ce qui concerne la situation financière, nous sommes dans une situation très stable et solide sur le plan financier.

- (voix de l'interprète) Vous responsabilités en tant que chef sont de diriger ses services quelque soit le coup, en assurant le service optimal au public. Comment pensez-vous que ce sera relié à l'objectif concernant les taxes municipales? Est-ce que vous n'êtes pas censés le faire de façon indépendante?

- (voix de l'interprète) Ma responsabilité au terme de la Loi sur les services policiers est de vous donner des estimations budgétaire qui permet d'assurer un service adéquat et efficace, c'est ce que j'ai fait. C'est ce que je vais continuer de faire en tant que chef. Je ne vais pas compromettre la sécurité de mes membres, des agents ou de la communauté. À une époque où je dois présenter un budget qui va vous apporter les services requis dans votre communauté.

- (voix de l'interprète) Donc cette année, vous pouvez le faire seulement en réduisant les contributions aux fonds de réserve, mais l'an prochain vous serez à 4%, n'est pas?

- (voix de l'interprète) Monsieur le Maire, comme l'a indiqué le président et le vérificateur général, je vais présenter des estimations sur trois ans. En ce qui concerne les délibérations budgétaires de 2019, nous aurons une discussion avec la Commission. Quant à ce qui est nécessaire pour continuer d'offrir le service.

- (voix de l'interprète) Donc vous ne pensait pas qu'il sera nécessaire d'utiliser les réserves l'an prochain?

- (voix de l'interprète) Non, ce n'est pas ce qui est prévu, mais il y aura des discussions. Pour les délibérations budgétaires de 2019.

- (voix de l'interprète) Merci. Conseiller El-Chantiry.

- (voix de l'interprète) Avant de vous redonner la parole, Monsieur le Maire, j'aimerais remercier nos collègues. Certains de nos collègues ne connaissent pas le vocabulaire policier, donc c'est 25 agents de police seront utilisés par la sécurité routière. Les autres seront utilisés pour la patrouille, c'est-à-dire sur le front. Les autres 25 agents vont travailler dans la communauté aussi. Je sais que le chef a parlé de patrouille et on ne comprend peut-être pas ce que ça veut dire et je suis d'accord avec le conseiller Fleury, nous travaillons encore avec le ministère des Transports pour modifier la Loi sur la circulation routière afin qu'ils puissent être sur des chantiers de construction. Il y aura encore des agents de police près de ces endroits, mais ce n'est pas toujours nécessaire, donc nous en discutons avec l'organisme provincial qui en est responsable. Sur ce, merci sincèrement à tous nos collègues qui ont participé. Le surintendant McKenna est ici aussi, elle peut rencontrer des gens. Elle était dans le couloir hier. Je vous encourage à la rencontrer pour parler de vos préoccupations communautaire afin qu'elle puisse en parler à la haute direction.

- (voix de l'interprète) Merci beaucoup. Sur le budget d'immobilisation des fonctionnements du Service de police d'Ottawa, adopté. Désaccord du conseiller Chiarelli et Deans. Ensuite, approbation de la Bibliothèque publique d'Ottawa. Approbations des prévisions budgétaires 2018. Adopté. Six, budgets d'approvisionnement pour 2018 pour le système de santé d'Ottawa. Avant de commencer, j'aimerais dire au public et à tous les membres que c'est le dernier budget pour le docteur Lévis. J'essaie de le trouver. Le voilà. Merci beaucoup pour votre dévouement et vos états de service. Et ce que vous avez fait pour aider à faire d'Ottawa une communauté plus sûre et sanitaires. Alors, merci pour votre attitude

positive dans vos relations avec le conseil elle est partie prenantes. Bravo et merci. Félicitations! Nous avons maintenant 50 questions difficiles pour vous. Alors, nous avons le Conseil de santé. (inaudible) Les normes en ce qui concerne (inaudible) est-ce que vous avez des questions, des commentaires, sur le budget du Conseil de santé?

- (voix de l'interprète) Je m'excuse, Monsieur le Président Qadri. Article 8. Le conseiller Taylor n'est pas à la table. Adopté. Le reste du budget de fonctionnement, conseiller Taylor revient, adopter. Conseiller Qadri, voulez vous présenter vos commentaires? (inaudible)

- (voix de l'interprète) Merci beaucoup, Monsieur le Maire. J'allais juste ajouter que le manque à gagner que vous voyez dans le budget est la fraction qui manque de la province. Mais cela étant dit, nous avons apporté une solution pour le budget 2018 et nous allons voir ce qui se passe un peu plus tard. En ce qui concerne ce que vous avez dit, Monsieur le Maire, j'aimerais remercier le docteur Lévis pour son bon travail. J'aimerais aussi présenter le docteur (inaudible), elle est médecin hygiéniste par intérim. J'aimerais lui souhaiter la bienvenue dans son nouveau rôle. Bienvenue.

- (voix de l'interprète) Alors, ce budget est adopté et la déclaration du conseiller Taylor est notée. Ensuite, je vais présenter une motion avec le conseiller Cloutier. Conseiller Leiper, sur la motion Watson est Cloutier.

- (voix de l'interprète) J'ai eu l'occasion de discuter avec la plupart des collègues en ce qui concerne les budgets d'aujourd'hui et je dois dire que c'est un emplacement très positif pour ce que nous avons suggéré. J'essaie de comprendre l'information sur laquelle ceci est basé. Je vais m'y prendre assez lentement. Quelle était notre déficit prévu?

- (voix de l'interprète) Nous avons prévu, lorsqu'on a établi la prévision en septembre dernier, 5,1 millions. Et le surplus prévu devrait être, avant la distribution du fonds de réserve, conformément à la politique que nous suivons, 15 millions.

- (voix de l'interprète) Il me semble que le plus gros du surplus sera possible grâce à une augmentation des paiements tenant lieu de taxes.

- (voix de l'interprète) C'est une petite fraction de cela seulement. Le reste provient du rôle d'évaluation supplémentaire des dernières factures de taxes que nous allons émettre en 2017.

- (voix de l'interprète) Pour ce qui est de la composante résidentiel, quelles seront les évaluations? Les évaluations supplémentaire. Je viens demander que les chiffres soit donnée par ces trois composantes. Il n'y a pas de ventilation budgétaire. Ce n'est qu'une perception de taxes. Pour les évaluations supplémentaire, dans les estimations,-nous présumer ont un surplus de trois millions de dollars. Maintenant, c'est 13 millions de dollars. Ce qui veut dire qu'il y a un surplus assez appréciables. D'où cela vient-t-il?

- (voix de l'interprète) Du rôle d'évaluation. Il nous a été rendue vendredi dernier. (inaudible) À changer son processus. Auparavant, il y en avait deux ou trois par année, maintenant ils nous fournissent un nouveau rôle d'évaluation tous les mois. En plus petite portion. Celui que nous avons reçu l'année dernière était considérablement plus élevées que prévu. C'est pour cette raison que vous voyez un changement de 13 millions.

- (voix de l'interprète) Dans quelle mesure nous pouvons nous attendre est-ce que ceci reflète les évaluations futur?

- (voix de l'interprète) Est-ce que cela change vos hypothèse?

- (voix de l'interprète) C'est une excellente question. C'est la première chose que j'ai demandé au personnel de faire lorsque nous avons reçu cette évaluation supplémentaire. Est-ce que c'est ici a un impact sur les prévisions de croissance de 2018? Durant le week-end et lundi, ils ont fait les calculs. Ils ont dit que cela ne va pas vraiment changé les prévisions. En fait, il s'agit d'une fraction. Nous n'aurons pas le rôle de 2018 avant une semaine. À ce moment-là, nous allons faire toutes les analyses détaillées pour savoir quelle est la croissance véritable? Il y a beaucoup de facteurs qui entrent en considération. C'est un calcul considérable. On ne peut pas le faire avec le rôle d'évaluation supplémentaire. Ils disent que 1,3, c'est solide, mais ils ne peuvent pas me dire ce que ça donnera. Ce sera assez proche. L'une des raisons pour laquelle on veut rajouter le déficit d'infrastructure, maintenant, que ce soit par l'ajout d'une nouvelle surtaxe sur l'infrastructure ou un surplus qui n'était pas prévu. Depuis dix ou 11 ans, on parle d'une augmentation des contributions pour fermer l'écart de trois ou 4% et l'une des préoccupations que nous avons, entre autres, c'est que si on maintient les augmentations de taxes, ça représente plusieurs millions de dollars de plus à chaque année en pression budgétaire. Si ce surplus inattendu dans l'augmentation d'évaluation nous permet cette année de continuer de combler l'écart en infrastructures depuis dix ans. D'abord, le budget de 2018 tel que présenté est conforme à ce que vous avez approuvée pour l'le plan financier à long terme. Vous

avez une contribution des peu près 12 millions de dollars. C'est ce que nous avons incluses.

- (voix de l'interprète) Ensuite, il faut sept millions de dollars de plus chaque année, pour neuf ans. Je ne peux pas vous dire ce que ce sera, à un moment donné, si les sept millions seront faciles à trouver ou difficile à trouver dans le budget. Tout dépend de l'objectif fiscal qui a été établi par le conseil. Pour l'instant, c'est un plan. Nous allons l'inclure dans le budget chaque année, parce que ça fait partie du plan approuvés par le Conseil. Nous ne pourrons pas vous dire si nous pourrons l'atteindre avant de connaître toutes les difficultés. Je ne sais pas si 2019 va présenter un problème par rapport au plan. Vous l'avez réalisée en 2018 avec notre budget actuelle. L'argent supplémentaire que vous recevez à leur actuelle est ponctuel. Ce n'est pas vraiment ce que l'on recherche dans une planification à long terme. Mais ceci permet de réduire l'arriéré. Ce n'est pas quelque chose que vous pouvez prévoir recevoir à l'avenir par rapport aux investissements dont vous avez besoin à chaque année. Ce qui m'amène à la prochaine question. Les motions que nous avons reçu du maire et d'autres aujourd'hui, peuvent être apte attribué immédiatement pour répondre aux besoins. Comment nous allons faire en augmentant la contribution des (inaudible) pour faire face aux situations difficiles?

- (voix de l'interprète) Il s'agit d'un fonds de réserve en immobilisations. Vous avez des fonds pour tous. Nous avons incorporer des contributions fonds de réserve dans tous ses plans. Lorsque vous avez une augmentation, comme maintenant, ce n'est pas inclus dans le plan. C'est de l'argent d'extra que vous pouvez utiliser comme vous voulez. Cette motion recommande que ce soit (inaudible) pour fermer l'écart d'infrastructures. Je la ne changent pas votre situation générale. Merci beaucoup.

- (voix de l'interprète) Conseil nomme. Conseiller Nussbaum.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire, nous parlons d'une motion qui représente une nouvelle fantastique. C'est merveilleux de se retrouver dans une situation où on reçoit dix millions de dollars de plus que prévu. Merci à mes collègues pour avoir favoriser cette conversation au cours des dernières semaines. Il faut travailler plus fort pour combler cet écart pour s'assurer de ne pas hypothéquer les générations futures. J'ai une question en ce qui concerne la disposition qui intervient ici, en ce qui concerne le cadre fiscal de la gestion des actifs, des principes qui sont respectées en ce qui concerne les meilleurs économies et ce qui permet de respecter les priorités. Je présume que ce sont les hypothèses ... je pense que c'est quelque chose qui permettra d'établir des principes et des plans pour la gestion Gunn entière.

Financière. J'imagine qu'il y aura une liste de projets seront gérés en se basant sur ces principes de meilleures économies. À la lumière de ceci, parce que nous avons une liste de priorités, je demande, Monsieur le Maire, si vous pourriez accepté un amendement favorable. C'est-à-dire de réattribué les laissons, rediriger les fonds ailleurs. Nous avons déjà un programme en ce qui concerne les priorités et les principes, je pense que pour nous assurer de la confiance du public, on ne voudrait pas être accusé d'avoir une espèce de 15 noir avant la campagne électorale. Nous pourrions peut-être demander que l'argent soit versé dans ce plan existants. Si vous êtes d'accord, je peux rédigé quelque chose.

- (voix de l'interprète) Je suis d'accord avec la motion. Perry quelle est maintenant. Je pense qu'il faut s'en tenir au plan fiscal que nous avons, le personnel a fait un excellent travail pour veiller à ce que nous ayons une bonne liste de priorités et de plan, mais j'ai reviendrai après les commentaires des autres conseillers.

- (voix de l'interprète) Je dois dire que nous sommes en train de dégager un consensus en ce qui concerne les dépenses d'infrastructures depuis une semaine parce qu'on nous donne de l'information positive, mais je crains, en tant que membre du conseil, que cette information n'a pas été partagées avec tous les membres du conseil en même temps. Je pense qu'il y a une obligation statutaire de fournir l'information de façon juste et égale et certains collègues me disent qu'ils ont déjà entendu cette information. Madame Simulik, vous avez travaillé là-dessus durant le week-end, je Murray savoir quand l'information a été reçue et quand elle a été partagée avec les membres du conseil et pourquoi pas avec tous les membres du conseil?

- (voix de l'interprète) L'information a été reçu, je pense la semaine dernière, mais j'ai eu la vie vendredi après-midi. Après nous n'en avons pas reparlé. Je lui ai demandé quelle est son personnel étudie la question soulevée à savoir si on devrait avoir une instance sur les prévisions de croissance pour 2018. À ce moment-là, je n'en avait pas par la personne, seulement le personnel. Lundi matin, j'ai avisé le bureau du directeur municipal, après qu'on ait dit qu'il n'y aurait pas d'incidence, surtout qu'on avait eu un changement dans les prévisions de fin d'année 2017, et j'ai avisé le bureau du maire. Alors j'ai partagé cette information avec absolument personne, sauf le bureau du maire et le bureau du directeur municipal. Tous les autres, exactement en même temps.

- (voix de l'interprète) Est-ce qu'il y a des conseillers qui était au courant avant?

- Si des conseillés était au courant avant, ce n'est pas venu de moi. Moi, je n'en ai pas parlé, si le maire a décidé d'en parler, c'est sa prérogative.

- (voix de l'interprète) Alors, Monsieur le Maire, avec avait vous partager l'information? Quel membre du conseil ont eu accès avant la réunion d'aujourd'hui?

- (voix de l'interprète) J'ai commencé à n'en parlez avec quelques membres du conseil depuis les deux derniers jours, pour voir si il y aurait de l'appui à cette motion. Je l'ai finaliser, cette motion, hier soir et je vous la présente aujourd'hui.

- (voix de l'interprète) Eh bien, comme membre du conseil qui a un devoir fiduciaire, je pense que cette information devrait être partagé de façon équitable et égale entre tous les membres du conseil. Je pense que c'était votre responsabilité d'ivoire. C'est un peu déconcertant d'arriver au conseil le jour du budget et d'avoir de l'information qui est présentée et que plusieurs autres membres avaient déjà reçu.

- (voix de l'interprète) Monsieur Kanellakis, je vous ai posée il y a de deux jours une question sur les infrastructures et vous avez dit qu'il n'y avait rien. J'ai l'impression que vous saviez que de l'argent supplémentaire pourrait être déposée. Pourquoi ne m'en avez-vous pas par la ce moment-là?

- (voix de l'interprète) Monsieur le Maire, l'information que j'ai reçus sur l'excédent est arrivé vendredi après-midi. C'est la première fois que j'ai su qu'on aurait un peu d'argent de plus. J'ai tout à fait confiance en la trésorière mais je veux aussi être certaine que l'on ait le surplus et que l'on fasse diligence raisonnable. Au début de chaque réunion de conseil, nous avons toujours la même pratique depuis (inaudible) ou la trésorière fait une mise à jour au début de la réunion sur tous les changements qui sont survenus dernièrement. C'est une pratique qui se fait depuis le début de l'amalgamation. Alors votre obligation fiduciaire a été respectée, nous avons remis cette information aujourd'hui et nous, nous décrivons pas de motion. On répond à des questions sur des motions.

- (voix de l'interprète) Mais vous m'avez posé une question sur une infrastructure en particulier, qui a trait aux loisirs et à une source de financement différentes. Alors, à ce moment-là, moi je n'avais pas de motion de qui que ce soit, à ce que je sache, parce que le maire a dit qu'il avait écrite en fin de journée. Alors moi, je savais que tout surplus ne pouvaient être utilisées pour autre chose que pour la réserve globale municipal. Je n'avais pas d'information pour dire que l'argent devait être utilisé de cette façon. Le personnel ne s'implique pas dans l'élaboration du processus politique sur la

façon dont l'argent va être dépensé. Nous donnons l'information et madame Simulik a donné l'information à tout le monde en même temps.

- (voix de l'interprète) Monsieur O'Connor, quel est le devoir statutaire? Est-ce qu'on dit que ça doit être partagée en même temps, sauf pour Lemaire qui doit l'avoir à l'avance? Qu'est-ce qu'on dit maintenant?

- (voix de l'interprète) Monsieur le Maire, je ne sais trop de ce dont parle la membres avec son droit statutaire. (---) Pour ce qui est des budgets. J'ai l'impression que ce qu'on faisait maintenant avec la motion, les pratiques et protocolaires, depuis longtemps, je remonte à 2001, était de donner des motions préliminaire aux membres du conseil et, bien souvent, on pose beaucoup de questions aux membres pour voir avec qui on peut partager ces documents, que ce soit le Bureau du trésorier ou de la vérification. Ensuite, on voit si les membres sont prêts à partager avec leurs collègues et d'autres membres du conseil. Alors voilà, c'est ma réponse.

- (voix de l'interprète) Bon, je vais m'arrêter là-dessus pour l'instant.

- (voix de l'interprète) Conseillère McKenney.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire. Moi aussi, je suis très heureuse de voir dix millions de dollars nous tomber sur les genoux ce matin. J'aimerais revenir à certaines des critiques qui nous sont arrivés depuis la semaine dernière, notamment que ceci était dans la perspective de ce que le conseiller Leiper et la conseillère Deans ont présenté comme étant une surprise n'ayant pas été présenté au public. Le public n'avait pas eu de temps pour l'étudier. Alors je voudrais rapidement revenir au plan financier à long terme de 2012. On avait parlé de 160 millions de dollars en 2012, en dollars de 2012. En 2012, la stratégie avait été adopté par le Conseil de l'époque. 25 millions de dollars en financement annuel qui devait revenir des paliers supérieurs dans le cadre du plan de financement. En l'absence de ce financement, une perception d'une taxe spéciale, 1% et demi. Alors en 2012, le 0,5 avait été appuyé par le Conseil. Alors je ne peux pas accepter la critique que c'est un chiffre qu'on a tiré d'un chapeau. Je ne vais pas accepter la critique il y a eu des attaques fait sur le personnel. Nous sommes ici pour débattre, pour discuter, et avoir des dialogues autour de la table. C'est pour cela que nous sommes ici. C'est pour cela que je suis ici. Alors, si je passe au plan financier à long terme 2017, bien sûr, on a plus de financement permanent des autres paliers de gouvernement, on a changé la stratégie en conséquence. Jean les éléments de ce plan financier à long terme me préoccupe toujours parce que, on le dit bien à la page 8, pour aider à réduire les pressions accrue

de financement à chaque année, d'autres stratégies non financières devraient être incluses, y compris la rationalisation des actifs. On sait de quoi il s'agit, on sait qu'à l'avenir il va devoir fermer des centres récréatifs et des patinoires. Alors, si on veut parler de dialogues et de discussions, alors on devrait avoir ce dialogue aujourd'hui. Je suis heureux de voir les dix millions de dollars, il est évident, dans le rapport que nous avons, que notre actif diminue, de 2012 à 2017 il y a eu une bonne réduction de la force de nos actifs, surtout les bibliothèques, les loisirs et la voirie. Je suis heureux de voir les dix millions, oui, mais pour revenir à ce que le conseiller Nussbaum a dit, la motion qui nous est soumise aujourd'hui, elle n'offre pas de rationalisation pour expliquer pourquoi on demanderait au personnel de revenir avec un plan qui ne suit pas notre plan de gestion. Alors, j'aimerais demander, est-ce que les recommandations du personnel, que l'on met de côté la liste que notre plan auxquelles nous avons tous souscrit pour chercher d'autres projets de financement d'infrastructures?

- (voix de l'interprète) Non, j'ai posé une question. Nous faisons un plan d'immobilisation pluriannuel, quand nous avons approuvé le budget 2018, vous avez approuvé des dépenses pour les années subséquentes. Pour 2018, 2019, le personnel doit faire preuve de diligence raisonnable. Il ne peut pas y avoir de conflit avec d'autres projets de construction. On doit veiller à ce que toutes les approbations environnementales et frontalières aient été obtenues. Je pense que la motion proposée est prudente. On demande au personnel de réévaluer la liste au cours de l'année et je pense que c'est un bon niveau de diligence. Autre chose, conseillères? Conseiller Egli.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire. Moi aussi je suis heureux des dix millions de dollars. Il est bien que nous ayons accès à cet argent. J'aimerais me concentrer davantage sur ce que nous allons en faire plutôt que de la façon dont ça a été annoncé. Sinon, on ouvre un panier de crabe et on n'aura pas la discussion aujourd'hui. Je ne pense pas que ce soit constructif. On a tous été élus avec la même intention au départ, de servir notre communauté, faire de notre mieux pour la ville. C'est dix millions de dollars sont une belle occasion dont il faudrait profiter pour alléger certains des problèmes qu'on connaît. La motion qui a été présentée par le conseiller <MUS>(inaudible). Je pense qu'en juin, c'était unanime, peut-être sauf pour le conseiller Chiarelli. On n'a pas essayé cette motion. D'autres conseillers, monsieur Hubley, a parlé d'un examen en entonnoir pour voir ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas. On a parlé beaucoup de temps sur ce plan financier à long terme. Il faudrait lui donner une chance. Mais voilà, c'est dix millions de dollars nous tombent dessus comme par hasard. Je pense qu'il nous incombe de l'utiliser aussi judicieusement que possible. Un effet dérivé, c'est qu'on aura accompli notre plan à

long terme plus rapidement. Il faut voir exactement ce qu'on peut faire avec. On a beaucoup parlé, on veut savoir si on peut modifier ceci, modifier cela. Dans votre réponse aux conseillers McKenney, vous avez dit ... ce que je recherche, avec cette motion c'est de voir les critères que vous allez utiliser pour dresser cette liste. Est-ce que le critère sera passablement différent du critère que vous avez utilisé vous-mêmes pour présenter la liste actuelle que nous voyons chaque année?

-

- (voix de l'interprète) Nous allons bien sûr retourner au rapport de gestion exhaustive. Tout ce que j'ai dit en réponse à la question précédente, c'est qu'il nous faut vérifier que nous ayons toutes les approbations en place. On n'a pas encore des problèmes de coordination, on n'a pas approuvé les échéanciers de l'exercice financier. Ce sont là des questions opérationnelles tout à fait valables. Il nous faut avoir le temps de les évaluer.

- (voix de l'interprète) Vous voyez cette liste avec une justification pour expliquer ce que vous avez choisi sur cette liste, et ça sera présenté à fait co-au premier trimestre.

- (voix de l'interprète) C'est exact.

- (voix de l'interprète) Merci de cette précision.

- L'(voix de l'interprète) encore, je pense qu'on a une belle occasion de faire différentes choses. On a des fonds qui étaient non prévues, alors je pense qu'on s'entend tous qu'il faut régler le problème. En même temps, comme je l'ai dit, cela n'élimine pas notre plan financier à long terme qui vient d'être fait en juin. Cela nous permet, c'est un peu comme la motion de la conseillère dix, on fera un examen l'année prochaine. On essaie de créer un bon, justement, jusqu'à ce que l'examen soit fait. Je pense que c'est dix millions de dollars viendront nous aider pour l'infrastructure et permettront personnels d'aller de l'avant avec le père le plan que nous avons tous approuvé, à l'exception du conseiller Chiarelli en juin. On pourra (inaudible) vérifier ses à fonctionne ou pas. On pourra l'ajuster, à ce moment-là, si on a de la motion Hubley. C'est une belle occasion de sortir gagnant sur tous les fronts, pour les résidents, l'infrastructure, tout le monde en tirera quelque chose. Voilà, il faut cesser de pointer du doigt et dire: voilà, nous avons l'argent et demandons-nous ce qu'on peut faire pour servir la communauté, pour mieux la servir avec cet argent que nous venons de découvrir. Je vais appuyer la motion.

- (voix de l'interprète) Merci, de l'les classements, monsieur Willis. J'encourage mes collègues à faire ce qu'on nous a élus pour faire, développer un programme commun dans l'intérêt de la ville.

- (voix de l'interprète) Bien dit.

- (voix de l'interprète) Conseiller Cloutier.

- Il a parlé beaucoup de points que je voulais présenter. (voix de l'interprète) À la trésorière, pouvez-vous me confirmer que les nouvelles projection de fin d'année son repose sur nos dépenses au 30 novembre?

- (voix de l'interprète) Salut, en effet, c'est justement l'histoire du surplus. On a eu de meilleurs résultats des élections générales à la fin novembre que ce qu'on avait prévu. On n'a pas vu ça au Comité d'examen du budget parce qu'on ne s'était pas rencontré et je sais qu'on avait du revenu excédentaires. Est-ce qu'il y aura de grandes réductions aux dépenses que vous voudriez nous annoncer maintenant? Qui pourrait influencer cet ajout.

- (voix de l'interprète) Oui. Un bon exemple, c'est la direction générale des services sociaux et communautaires. Je pense qu'ils vont arriver à parité à la fin de novembre. Nous avions des représentants élus, (inaudible) vous allez avoir un excédent seulement de 240000. Il paraît que vous André un de plus de 300000, alors ça se retrouve pas mal partout dans toute la ville. Les excédents sont un peu plus haut que prévu, les (inaudible) moins. Cela entraînera, c'est ce qui entraîne le changement dans le déficit. La conseillère McKenney à parler du plan financier à long terme de 2012. Moi je parle de celui qui a été adoptée par le Conseil enjeu 2017. Je pense, en effet, qu'il n'y a que le conseiller Chiarelli qui a voté contre. Tous les autres ont voté pour. Là-dedans, on se demandait, on demandait une contribution des taxes pour le renouvellement de l'infrastructure. Est-ce que c'est dans le budget cette année?

- (voix de l'interprète) Oui. C'est en plus du taux d'inflation. Le taux d'inflation est ajouté à cela. Pour les neuf prochaines années, le plan, il y a un manque à gagner de (inaudible) millions de dollars et vous avez répondu à la question (inaudible) on verra si le conseil peut exécuter le plan. Pour les neuf prochaines années. C'est ça?

- (voix de l'interprète) C'est bien ça.

- (voix de l'interprète) Alors, le conseiller Egli à parlé avec éloquence, comme toujours, et on touche au but. (inaudible) Les préoccupations des citoyens à Ottawa, avec l'état des routes. Et je partage cette opinion, je reste engagé au plan adopté en juin, mais

s'il reste de l'argent, je dis: servons-nous-en et travaillons avec les citoyens. Quelqu'un a posé la question, monsieur Willis a répondu, ce que je peux dire par rapport aux documents du budget, quand on dit qu'on va respecter le plan de gestion exhaustif des actifs, il y a des programmes à certaines années qui était au-dessus de la ligne, d'autres qui étaient en dessous. Dix millions (inaudible). C'est la façon simple de le comprendre?

- (voix de l'interprète) Oui, mais avec les conditions (inaudible). (inaudible) Les projets sont réalisables, il n'y a pas d'autres contraintes.

- (voix de l'interprète) Donc cela respecte le plan exhaustif de gestion des actifs? Il n'y a pas de nouveaux projets qui seront présentés (inaudible)? (inaudible) Le problème ce n'est pas la motion, (inaudible) et voilà qu'on a un excédent. (inaudible) Mais j'aurais aimé qu'on le sache non (inaudible) non.

- (voix de l'interprète) On a parlé à beaucoup de résidents dernièrement, moi j'aurais bien aimé savoir (inaudible) ça aurait été bien de l'avoir. Mais enfin, ce qui est fait effet.

- (voix de l'interprète) Vous avez parlé d'acquérir (inaudible). L'moi j'ai des secteurs de croissance qui vont tomber parce qu'il faut absolument réparer ce que l'on a aussi. (inaudible) Vous voulez prendre cet argent pour faire des travaux de reconstruction, un tronçon de routes pourrait consommer les dix millions au complet. (inaudible) La ville a déroutant piètre état. Je vous donne un exemple, quand une entreprise de haute technologie, quand on a des visiteurs internationaux qui sont venus voir notre compagnie, et la première chose qu'ils ont dit en entrant: qui s'occupe de vos route? On n'a jamais vu des routes aussi terrible! Ce n'est pas très bon pour la ville. Et c'est comme ça un peu partout dans la ville. Moi, je me promène beaucoup et je le constate. Alors j'espère que c'est dix millions permettront que cette infrastructure que l'on a qui se détériorent grandement quand on la laisse aller (inaudible) faisons quelque chose un peu partout et beaucoup dans ce secteur donné. L'année dernière, on a eu un petit peu plus d'argent du gouvernement fédéral et on l'a pris pour certaines sections. Ça a fait une très grande différence parce qu'il y avait une panoplie de nids-de-poule. Avec le peu qu'on a eu, c'est une intersection seulement, mais pas toute la rue. Ça a fait une grande différence. Est-ce que vous pouvez nous dire comment on pourrait faire une (inaudible) ça a fait une très grande différence, parce qu'il y avait une panoplie de nids-de-poule. Avec le peu qu'on a eu, c'était une intersection seulement, même pas toute la rue, ça a fait une grande différence. Alors si vous pouvez nous dire comment on pourrait faire une telle différence, moi c'est ce que j'aimerais bien avoir. Pour mon

quartier tous les autres quartiers de la ville. Je pense que c'est là qu'on a pris vraiment beaucoup de retard et il faut prévoir l'exécution de ses travaux de façon progressive. Depuis quelques années, on se concentre sur le centre-ville à cause du train léger et du reste, et on l'a expliqué aux résidents. Même dans mon quartier, c'est comme cela dans le quartier de (---) aussi, tout le monde se demande quand ce sera leur tour. Et ne demande pas beaucoup, mais je pense que si on pourrait quand même utiliser cet argent pour régler les problèmes (inaudible) plutôt déplorable. Alors c'est comme ça aussi dans plusieurs parties de la ville. Alors, Monsieur le Maire, j'appuie de tout coeur votre motion, je suis contente qu'on puisse faire cela sans recueillir plus de taxes, mais je sais que c'est nécessaire. Alors pour le prochain mandat du Conseil, il faudra qu'on revoie de très près notre façon d'élaborer le budget, parce que parfois on reste coincé avec (---) et on oublie le service au public. La façon dont on entretient des choses devraient être notre première priorité, que ce soit 1%, 2% ou plus. Ça pourrait même être plus que deux. Pour que cela satisfasse un besoin. En infrastructure, le besoin est énorme, et je suis tout à fait d'accord pour que l'on agisse comme la motion. Je vais l'appuyer pour voir si on ne peut pas s'en servir pour accélérer les travaux. Merci.

- (voix de l'interprète) Conseiller Monette.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire. Alors, nous avons maintenant la possibilité d'être proactif. Avec dit millions de dollars pour l'infrastructure que nous n'avions pas au début de la réunion. Je me permets de féliciter l'administration d'avoir trouvé cet argent et pour nous permettre de faire des travaux dans le cadre du programme de renouvellement. Les gens disent: pourquoi vous appuyer cela? Et vous n'avez pas appuyé l'augmentation des taxes? Eh bien, il y a deux raisons. D'abord, parce qu'on s'était engagé envers nos résidents et l'engagement avait été unanime que les taxes générées pas plus haut que 2% d'augmentation. Ensuite, il n'y a eu aucune consultation, on a reçu une note de service, de procédures, à 18 heures 44 hier soir. Consulter, ce n'est pas apprendre une nouvelle sur Twitter ou les médias sociaux, alors je demande au conseil d'appuyer ces dix millions. Soyons proactifs et avant son avançons. Si l'autre motion reste sur la table, je vous demande de voter contre.

- (voix de l'interprète) Conseiller Egli.

- (voix de l'interprète) Je voulais rappeler à mes collègues quel conversation nous aurions la trésorière nous avait dit ce matin qu'il manquait dix millions. Ce serait bien différent. Alors je suis un peu étonné que je vous entende exprimer votre mécontentement. Moi, je suis soulagé, je remercie la trésorière de son annonce et

peut-être que je devrais passer un peu plus de temps avec d'autres, parce que le conseiller Cloutier et moi sommes au comité de vérification ainsi qu'au Comité d'examen du budget et je sais tout le travail que vous faites à longueur d'année. Alors, personnellement, je vous remercie et votre personnel de votre bon travail et j'espère que l'année prochaine vous pourrez nous trouver d'autres l'excédent. C'est beaucoup plus facile maintenant que ce l'était avant. Merci, je vais appuyer la motion!

- (voix de l'interprète) Conseiller Qaqish.

- (voix de l'interprète) J'ai une question pour le personnel au sujet de la motion sur Andrew Hathaway. On va en débattre plus tard. Est-ce que c'est quelque chose qui sera débattue? Qui sera débattue à la FEDCO. La motion dit que dès que possible, le premier trimestre de 2018. Alors monsieur Willis, il pourrait peut-être donner une estimation de quand cela sera. On aimerait commencer le travail le plus rapidement. On veut que ce soit traité lors de la première réunion de FEDCO, c'est au mois de février. Pourquoi je pose cette question, ce qu'il y a beaucoup de délégations comité d'environnement qui ont parlé de la transition énergétique alors si la dividendes n'est pas le montant voulu, pourrait-on puiser dans ce montant si pour compléter le montant qu'on aura? Nous ne connaissons pas la taille de la dividendes. Ne seront au mois de février ou mars, n'est-ce pas?

- (voix de l'interprète) Oui, probablement mars ou avril.

- (voix de l'interprète) Seriez-vous prêt à incorporer quelque chose là-dedans, qu'on effectue le parti de ce fonds?

- (voix de l'interprète) Ma réponse est négative. Non. J'accepte la motion telle que dirigé.

- (voix de l'interprète) Conseiller Darouze.

- (voix de l'interprète) Merci Monsieur le Maire. Je voudrais féliciter le personnel et la direction d'être allé chercher 100 millions de dollars supplémentaires. Comme le conseiller Hubley a dit, si on avait un déficit de dix millions de dollars, on aurait une conversation très différentes. Je suis content de voir qu'on a dix millions de dollars supplémentaires, ce sera affecté à l'infrastructure, sans augmenter l'imposition sur les résidents d'Ottawa. Les résidents d'Ottawa mérite ces fonds pour améliorer l'infrastructure sans devoir payer plus en impôts et en taxes. On en parle depuis deux ans, (inaudible) deux semaines maintenant, je suis content de voir que cette situation s'est produite. Je vais appuyer la motion. Ma collectivité va certainement être très

contente d'entendre les bonnes nouvelles de la ville, à l'hôtel de ville, aujourd'hui. C'est une bonne nouvelle pour les résidents d'Ottawa.

- (voix de l'interprète) Conseiller Chiarelli, vous avez la parole.

- (voix de l'interprète) Merci votre Excellence. Cela montre qu'il faut vérifier les numéros de loterie, c'est un miracle. C'est un miracle de Noël, si vous voulez. C'est très utile, également. Pourquoi? Parce qu'une des règles qu'on apprend c'est la règle des écarts ou des trous, quand on est dans un trou, il faut arrêter de creuser. Les fonds qu'on voulait aller chercher était le montant qu'il fallait investir pour ne plus creuser le trou, pour que l'écart ne s'agrandissent pas. Nous avons maintenant ces fonds-là. Ça nous donne la possibilité d'investir dans notre infrastructure. D'une façon qui n'exigera pas une augmentation fiscale. Je vais appuyer cette motion.

- (voix de l'interprète) Merci conseiller, Conseiller Chernushenko.

- (voix de l'interprète) Merci, merci beaucoup. Comme vous tous, je suis très content d'entendre cette nouvelle. Nous allons pouvoir atteindre notre objectif. Ma question porte sur la définition de dépenser. Je sais que le conseiller Qaqish a déjà parlé de l'évolution énergétique, le financement pour cela. Au lieu de puiser dans ses fonds pour cela, si je comprends bien, on pourrait peut-être puiser dans la dividendes et on va pouvoir en parler, à savoir comment on va répartir cette dividendes. Financé le renouveau de l'infrastructure, ça inclurait également l'entretien des établissements, des édifices municipaux. On n'affecterait une partie des fonds à l'évolution, la transition énergétique. Cela en fait partie, un espace? Peu importe ... soulignons regarde toujours le système électrique pour réduire notre consommation énergétique. C'est une pratique exemplaire, n'est-ce pas? C'est quelque chose que l'on fait dans chaque projet de renouveau. On peut lui appliquer l'étiquette de transition énergétique ou pas, mais on continue à le faire néanmoins.

- (voix de l'interprète) Conseiller Taylor, ou savez la parole.

- (voix de l'interprète) Merci Monsieur le Maire, je suis très content de voir cette motion. Cela tient compte des défis en matière d'infrastructures publiques. Je suis une de celles qui prône la position de la Fédération des municipalités de l'Ontario qui dit qu'il y a un déficit d'infrastructures en Ontario. Alors, vous avez présenté ... eux, ils ont présenté un mécanisme, une méthode pour faire cela. Nous comptons accélérer ce plan. C'est fantastique, je suis contente de voir qu'on est maintenant en situation excédentaire au lieu de déficitaire. J'ai une question pour le secrétaire trésorier. Nous avons un budget de 3,5 milliards de dollars. Est-ce que ce montant est exceptionnel?

- (voix de l'interprète) Non, conseiller, ce n'est pas exceptionnel. Vous vous avez (inaudible) un budget de trois milliards de dollars, alors, (inaudible) représentent le tiers de 1% à peu près, dix millions de dollars. On n'a jamais eu un déficit qui a dépassé 1%. Alors non, ce n'est pas exceptionnel.

- (voix de l'interprète) D'accord, merci beaucoup.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire.

- (voix de l'interprète) Merci, conseiller Taylor. Conseiller Nussbaum, vous avez la parole.

- (voix de l'interprète) Merci, je voulais expliquer la motion que je présente pour modifier la motion. Il y a deux questions que j'essaie de régler par le billet de cette motion. Tout d'abord, je Murray féliciter le personnel pour tout leur travail. Nous avons adopté un plan révisés au mois de juin où il y avait une liste de projets. Monsieur Willis nous a dit que dans le cadre de ce processus qui comptait mettre à jour cette liste pour qu'il restent pertinence. C'est sensé. Ici, on a adopté le plan est le directeur général dit qu'il va mettre à jour la liste de projets. Moi, je pense que la décision des dépenses devrait relever du personnel. Basé sur ce plan. Ma motion vise à dépenser ces fonds en fonction des plans que nous avons déjà approuvé. On ne veut pas être accusé de dépensé dix millions de dollars sur des projets pour attirer l'appui des électeurs. Nous avons un plan à long terme, le long terme, ce n'est pas la peine de mettre en place au deuxième processus. Deuxième question qui est plutôt technique, l'autre problème que règle cette motion est le suivant: la motion originale disait que le directeur général doit dresser une liste d'infrastructure dont les trottoirs et les routes. C'est problématique, parce qu'on ne sait pas si la liste du vérificateur général va inclure toutes ces choses-là. Peut-être les trottoirs ne sont pas inclus, peut-être que cela n'inclut que les routes ou que des trottoirs, on ne peut pas prévoir où préjugés les dépenses prioritaires en fonction d'une petite liste dans cette catégorie-là. On ne sait pas s'ils auront des projets prioritaires. C'est une question technique, mais c'est une question importante. On ne peut pas lier les mains du directeur général. Ce sont les explications que je voulais vous donner de la motion dont on est saisi. Est-ce que vous avez lu la motion? Je pourrais en faire lecture, bien entendu. Juste le sommaire. J'espère que vous l'avez lu. Il y a le cadre financier. Qu'il soit résolu que la motion soit modifiée en supprimant la phrase qui commence avec: directeur général. En le remplaçant par, directeur général, planification général, qu'on priorise l'effort en fonction d'une mise à jour des projets identifiés dans le plan complet. J'espère que c'est acceptable. Merci.

- (voix de l'interprète) Conseiller Moffatt, vous avez la parole.

- (voix de l'interprète) Très rapidement, une question rapide. On a beaucoup parlé des dépenses sous la surface, n'est-ce pas? Si je regarde les budgets précédents, les budgets précédents ne peut pas prévoir les priorités des années suivantes. Le budget 2016 prévoyait plusieurs projets, ces projets ne sont pas dans le budget de 2018. Est-ce qu'on peut vraiment prévoir les priorités de la ville l'année prochaine?

- (voix de l'interprète) Tous les projets seront présentés (inaudible). J'ai parlé des problèmes qui en émane. On va vous présenter des projets, c'est un montant forfaitaire. Il faut que tout se fasse selon une échéance donner. Alors tout dépend du séquençage. Tous les projets se feront, mais pas forcément dans la séquence prévu.

- (voix de l'interprète) Conseiller Fleury, vous avez la parole.

- (voix de l'interprète) Monsieur le Maire, rappel au Règlement, Monsieur le Maire. Je voulais juste préciser ce dont on parle. À part le temps au (inaudible) votre motion, c'est les deux. (fin de la traduction) Moi, je pense qu'on a un problème réel et vous voyez les sort de l'attention qu'il y a la table du conseil au niveau de l'infrastructure. On l'a eue il y a quelques années au niveau du logement. Ce qui arrive c'est qu'on est capable de réhypothéquer le logement, ce qui fait qu'on est capable de repousser le problème en débloquent des fonds parce que les taux d'intérêt sont super bas. C'est simple au niveau du logement parce qu'on a un capital qui vaut la peine et on est capable de réhypothéquer de façon régulière. Au niveau des routes, c'est un peu plus difficile, parce qu'on ne peut pas nécessairement vendre les routes. Alors si on ne rénover août, si on allait reconstruit pas, on a l'infrastructure qui se détériore, qui continue à se détériorer. Peut-être qu'au début c'est quelques corrections au niveau des nids-de-poule, quelques corrections au niveau des trottoirs, quelques corrections niveau des traverse, mais si aujourd'hui on dit qu'on a un déficit de 70 millions, moi je pense qu'on est conservateur dans ce montant avec le nombre de route qu'on a à Ottawa. La réalité, c'est qu'on a un infrastructure que, si l'année prochaine on ne corrige pas le 70 millions, non seulement l'argent est plus cher, mais on a une route qui continue à se détériorer. Alors on a un plus gros problème que ce qu'on anticipe est-ce qu'on peut comprendre, parce que si on investit pas aujourd'hui le montant complet, 70 millions, ce n'est pas un problème. Aujourd'hui on corrige dix millions, il nous reste 60 millions de déficit prévu. C'est encore pire ... l'infrastructure est plus complexe que ça et on n'a pas la solution comme au niveau du logement. Au niveau du logement, tu vends ta propriété, tu réinvesti dans la propriété, tu réhypothéquer été, ce qui te permet de réinvestir. Mais au niveau de l'infrastructure des routes, il va falloir

y avoir un plan plus sérieux pour arriver à une stratégie à plus long terme, parce que la détérioration des routes continue, va continuer à nous coûter de l'argent. Ce que notre trésorière ne nous a pas nécessairement mentionner, c'est que le coût d'emprunt a été au plus bas ces dernières années, mais le coût d'emprunt va continuer à augmenter, même si c'est de 0,5%, 0,2%. Ce qui fait que quand notre trésorière et son groupe vont aller emprunter des fonds, ils vont emprunter des fonds qui vont nous coûter plus cher à réinvestir. C'est sûr que pour moi, aujourd'hui, les deux motions, que ce soit la motion du maire, ou la motion du conseiller Nussbaum, je suis en faveur, mais le problème structurel des fonds qui demeure, 60 millions, il va falloir le régler une fois pour toutes. Parce que si on n'est pas capable de se rattraper et d'avoir une stratégie de rattrapage, ce fonds-là, même si on investit à dix millions, va nous rattraper dans une éventualité quand même assez rapproché, ce qui va nous coûter beaucoup plus cher, avec le coût des routes qui va être plus cher, mais aussi les coûts d'emprunt qui vont être plus élevé. Alors, moi je vois ça comme une bonne stratégie pour cette année, mais je pense qu'il va falloir quelque chose à plus long terme, il va falloir s'attaquer au problème systémique du coût de remplacement des routes. Ce que j'aime de la motion du conseiller Nussbaum, c'est que ça enlève tout l'aspect politique. On est en année électorale en 2018, on est tous conscients de cette pression-là. Moi j'aimerais que ce soit les employés de l'infrastructure qui décide: regardez, tel route devrait être priorisée, on le fait. Surtout au niveau des nids-de-poule, que les résidents appelle, que les employés identifie les routes qui doivent être corrigées, que ce soit fait et que ça ne devienne pas un enjeu politique: tu as asphalté Marotte, je vote pour toi, où tu n'as pas asphalté Maroon, donc je ne vote pas pour toi. J'aimais j'apprécie les efforts du Bureau de la trésorière et du maire (inaudible) mais je pense que retiré l'élément politique c'est une solution qui nous favoriserait tous.

- Merci. Conseiller Qadri.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire. Encore une fois, j'aimerais reprendre les commentaires qui ont déjà été fait autour de la table. J'aimerais remercier notre trésorière municipale et vous, monsieur le maire, de votre planification financière. (inaudible) Dans son rapport, les départements qui ont un excédent de 100000 dollars à la fin de cette année sont en bonne posture et il faudrait qu'on se penche sur tous les montants avant de prendre une décision. J'aimerais remercier Marian Simulik et les autres membres du personnel de nous donner des informations pour nous permettre de dire qu'elle est bien annexé dans ceci. J'ai une question pour Madame Marian Simulik, je connais déjà la réponse. Pour ce qui est des montants, ou des vérifications effectués, est-ce que vous pourriez nous parler de ce processus en vertu de la loi, la

ville doit faire vérifier sa situation financière par un vérificateur indépendant. Tous les ans, Ernst & Young notre analyste financier. Ensuite on fait une vérification il nous donne un avis sur la robustesse de ces États financiers. Merci. Pourquoi je voulais poser cette question, je voulais juste qu'on comprenne tous qu'on ne peut pas revenir plus tard pour dire que ces montants ont été trafiqué. C'est pour ça que j'ai posé ma question. Ceci étant dit, moi je vais appuyer la motion du maire Watson et du conseiller. Pourquoi j'appelé ces deux motions? Il y a deux raisons aujourd'hui. Ce n'est pas le moment de blâmer qui que ce soit. Aujourd'hui est en fait à un moment pour vraiment apprécier les dix millions de dollars qui nous sont tombés dessus à la dernière minute. Il ne faut pas en tirer des conclusions trop hâtive avant d'avoir tous les faits. Aujourd'hui, nous avons tous l'effet.

- (voix de l'interprète) Maintenant, pour ce qui est des programmes municipaux, il y a beaucoup de programmes où il manque de fonds, où il y a des pénuries de fonds. Que ce soit des projets d'infrastructures ou autres. Moi, (---) vont avoir lieu, vont être mis à exécution. Dans cinq ans, dans dix ans. Je sais que la ville doit établir des priorités, on le comprend tous. Il y a quelques années, le conseil municipal, selon mes collègues de l'époque, était connu comme une boîte de sable. Aujourd'hui, vous avez la possibilité de bâtir le meilleur châteaux de sable que possible.

- (voix de l'interprète) Merci, conseiller Qadri. Conseillères Deans, deuxième ronde.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire. Je voulais me prononcer sur votre motion. Je voulais dire qu'il me fait plaisir d'appuyer l'ajout de Dix millions de dollars pour l'infrastructure critique. Je voudrais remercier mes cette collègue qui ont vraiment rehausser la conversation au sujet du besoin criant pour un investissement dans l'infrastructure critique. Nous avons sensibiliser le grand public à la question de l'entretien différer de l'infrastructure. Ça coûte très cher en 2018, on va certainement parler de l'avenir, on va certainement parler de combler l'écart en matière d'infrastructure. Je reconnais que ce n'est pas un problème qui est unique à Ottawa, il y a d'autres municipalités, d'autres provinces et territoires, qui ont des problèmes d'infrastructures critiques. Nous allons dresser un plan pour assurer un financement durable pour cet écart en matière d'infrastructure. Tout ce que nous pouvons faire pour accélérer réparation à l'infrastructure critique, c'est quelque chose qui sauve de l'argent aux contribuables à long terme. J'aimerais vous raconter une anecdote, Gabriel Dabrowski, elle a appris au jouer à jouer au tennis près de chez moi. Elle est la première femme au Canada a gagné un tournoi. Elle a gagné le Roland-Garros cette année chez les juniors, je l'ai contacté, et on aimerait baptiser ce terrain de tennis en son nom. Elle a dit: ce serait un honneur, bien entendu. Il faudrait que ce soit un

terrain de tennis où on peut jouer. Il faut que ce soit en bon état. Ce n'est pas quelque chose que prévoit le budget actuel. Moi, je suis mécontente oups très de voir que si on avait entretenu ce terrain de tennis convenablement, ça nous aurait coûté 1000 dollars pour le mettre en état. Maintenant, ça va nous coûter 140000 dollars. Il faut rebâtir le terrain. C'est l'infrastructure critique dans chaque quartier de la ville qui se trouvent dans le même état. Les routes, les parcs, les structures de jeu, les terrains de jeu. Tout est en état de dégradation. 51% de nos avoir son état de dégradation à Ottawa. C'est pour ça que c'est important de mettre l'accent sur une infrastructure critique dans notre ville. C'est notre responsabilité de nous en occuper. Je suis contente d'appuyer cette motion. Je pense que c'est un bon début. À l'avenir, on va devoir continuer à envisager des stratégies pour améliorer l'infrastructure critique à Ottawa. Les contribuables l'exige. Ils ne veulent pas devoir payer une facture salée plus tard parce qu'on ne sait pas occupés de notre infrastructure de façon importante. J'appuie cette motion, j'espère qu'il y aura d'autres fonds de disponible à l'avenir. On est saisi de la modification du conseiller Nussbaum. Je demanderais aux conseillers de ne pas l'appuyer. Le directeur général a besoin d'une certaine souplesse pour dresser la liste pour le premier trimestre. Je vous exhorte à ne pas appuyer la motion. Elle ne dit même pas que ça doit être renvoyé au Comité. On va voter maintenant sur la motion Nussbaum.

- Monsieur Cloutier.

- Non.

- Conseiller Blais.

- Non.

- Conseiller El-Chantiry l'.

- Non

- Conseiller Chernushenko.

- Non.

- Conseiller (---)

- Conseiller Monette.

- Non.

- Conseiller Mitic.
- Oui.
- Conseiller (---) conseiller Brodie Brockington.
- Non.
- Conseiller l'Harder.
- Non.
- Conseiller Wilkinson.
- Non.
- Conseiller Tierney.
- Non.
- Conseiller Taylor.
- Non.
- Conseiller Deans.
- Conseiller Fleury?
- (voix de l'interprète) Conseiller Darouze.
- Non (voix de l'interprète)
- (voix de l'interprète) Conseiller Nussbaum. Oui.
- (voix de l'interprète) Conseiller Moffatt. Conseiller Leiper. Oui.
- Conseiller Chiarelli.
- Oui.
- Conseiller Qaqish.
- Non.
- Maire Watson.
- Non.

- Dix oui, 18 contre. Pour la motion Watson - Cloutier.
- Conseiller Cloutier.
- Oui.
- Conseiller Blais.
- Oui.
- Conseiller Qadri.
- Oui.
- Conseiller elle chante Iris.
- Oui.
- Conseiller Chernushenko.
- Oui.
- Conseiller Egli.
- Oui.
- Quand Simon est.
- Oui.
- Conseiller McKenney.
- Conseiller Mitic.
- Oui.
- Conseiller Brockington.
- Oui.
- Conseiller (---) conseil Wilkinson.
- Conseiller Tierney.
- Oui.
- Quand c'est hier Deans.

- Oui.

- Conseiller Darouze.

- Oui.

- Conseiller Nussbaum.

- Oui.

- Conseiller Moffatt.

- Oui.

- Conseiller Leiper.

- Oui.

- Conseiller Egli.

- Oui.

- Conseiller Chiarelli.

- Oui.

- Conseiller Qaqish.

- Oui.

- Marois tiennent?

- Oui.

- 24 en faveur. La prochaine motion vient du conseiller Leiper, portant sur un prélèvement (inaudible) Monsieur Leiper vous avez la parole.

- (voix de l'interprète) Merci beaucoup, Monsieur le Maire. La motion dont on est saisi maintenant vise à régler un programme, un problème très grave à Ottawa. C'est l'état de notre actif. Le, la conseillère Deans a abordé les statistiques de départ du Conseil Nussbaum. Beaucoup de nos avoir son empiète à. Il y a une semaine, on a présenté un avis de motion. Au mois de juin, quand nous avons adopté notre plan financier à long terme, les montants sont importants, on a pas dit l'incidence que cela aura sur l'imposition. On en a pas vraiment parler, en fait. Une fois qu'on fixe un prix, les gens commencent à en prendre note. Quand on dit que pour bâtir la ville durable que l'on

veut bâtir, quand on y appose un Prix, cela amène à une discussion. C'est une bonne discussion. C'est une discussion qu'on va devoir avoir avec nos résidents. La motion proposée par le maire Watson est une bonne façon pour nous d'atteindre les objectifs sans devoir augmenter les impôts. On ne veut pas le faire, et on va en devoir en tenir compte à un moment donné. Il faudra qu'on pense à comment on pourra financer la ville que nous voulons devenir. Je pense que j'ai déjà dit que votre motion, Monsieur le maire, est un bon substitut pour la motion que certains d'entre nous avons voulu proposer. Moi, je retire ma motion.

- (voix de l'interprète) Merci, conseiller Leiper, c'est retiré. Numéro six. Budget provisoire de fonctionnement 2018 pour le Conseil de santé d'Ottawa. Le comité d'affaires agricole, c'est adopté. Le Comité de vérification, c'est adopté. Les services de protection, comme prévu, Déclaration d'intérêts, frais d'utilisation, page 47, garderie municipale. Page 45. La conseillère c'est absenté. Service de logement, comme suit, incitatif contre l'itinérance. La réduction de la pauvreté. Le conseiller Chiarelli va se retirer pour la discussion sur les points a et b. Et la conseillère McKenney sur a. D'(intervention en anglais) la conseillère Deans a proposé une motion sur les (---) non renouvelables. C'est appuyé par la conseillère McKenney. Go

- (voix de l'interprète) Conseillère Deans, vous avez la parole.

- (voix de l'interprète) Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Je ne vais pas relire la motion parce que je l'ai lu au début. D'abord, j'aimerais saisir l'occasion de remercier tous ceux qui sont venus à la réunion du Comité des services de protection pour nous faire part de leurs commentaires. Nous avons entendu une myriade de personnes qui comptent sur l'aide de la ville pour des services dont ils ont grandement besoin. Nous avons entendu clairement, de la part des gens qui ne reçoivent pas de fonds municipaux, qu'il y a un besoin. Il y a tellement de groupes merveilleux qui font du travail essentiel, et ce, depuis 2013. Ils ne sont pas dans la liste de ceux qui sont financés. C'est ce qu'on appelle le (intervention en anglais). Ceci crée beaucoup de frustration, nous avons une communauté qui est en évolution et la demande a augmenté ces dernières années pour ces organismes qui servent les personnes les plus vulnérables. Beaucoup de personnes âgées qui ont des difficultés linguistiques et qui souffrent d'isolement. Nous avons entendu tellement de choses en que, en ce qui concerne ce besoin d'aide. Nous sommes en train de revoir les programmes de financement des services sociaux en 2018. De ce que j'ai entendu, c'est qu'ils ont besoin d'aide tout de suite. J'en ai parlé avec le personnel supérieur et le cabinet du maire et vu les précautions concernant ce budget, il faudrait trouver 500000 dollars. Ce n'est pas nécessaire, mais il faut commencer quelque part. Où ce n'est pas

possible, plutôt. Nous allons faire un réexamen l'an prochain et j'espère que nous pourrons débloquer des fonds à l'avenir. Entre-temps, je pense qu'il faut montrer que nous reconnaissons cette communauté et que nous apprécions le travail qui a été fait. Nous aimerions leur donner des fonds de démarrage, du moins, afin qu'ils puissent continuer de faire ce travail. J'étais vérifier auprès de madame (---) elle me confirme que ces fonds sont disponibles. J'espère vraiment, c'est dans l'intérêt collectif de fournir ces fonds. Alors, pour cette région,, pour cette raison, je vous demanderais d'appuyer la motion.

- (voix de l'interprète) Conseiller Brockington, sur la motion.

- (voix de l'interprète) Merci aux commotions nerfs. J'étais au même réunion en tant que vice-président et j'ai entendu plusieurs agences et groupes parler du besoin d'obtenir des fonds. Dans notre portefeuille, ces demandes semble infinie. J'aimerais poser une question personnelle en ce qui concerne la logistique. Il s'agit d'un fonds pour une année seulement. D'abord, dans le (inaudible) résolu type, on parle de ce qu'il serait possible de fournir. Est-ce que vous pouvez expliquer au Conseil quelques Ritter seraient utilisés pour déterminer si une demande d'organisation est admissible? Comment décider vous combien d'argent accordé à ces organisations?

- (voix de l'interprète) D'abord, il s'agit d'organismes qui ne reçoivent pas de fonds de renouvellement et il y a des priorités qui ont déjà été établie. Nous avons reçu des appels similaire auparavant, pendant huit ans, et nous avons beaucoup d'expérience avec ce genre de demandes. Les priorités sont similaires à ce qui a été fait et demandé. Il y a aussi eu des consultations ces dernières années et ça correspond à ce que nous avons entendu des différents groupes. Mais normalement, il s'agit de (inaudible) en matière de santé de sécurité, le développement sain des enfants, de l'aide pour l'activité physique des personnes âgées et l'inclusion sociale de personnes isolées à faible revenu. Nous voulons aussi comblé des lacunes qui existent parce qu'il y a eu des problèmes émergents, avoir une approche davantage basé sur la collaboration. Bien sûr, il est très important que les agences soient viables et à un budget raisonnable. Ce serait jusqu'à concurrence de 20000 dollars. Selon la demande.

- (voix de l'interprète) Pensez-vous que cette motion est nécessaire?

- (voix de l'interprète) Pour ce qui est de la création d'un fonds renouvelable, oui. Pour un an.

- (voix de l'interprète) Il y a aussi une enveloppe de fonds renouvelable qui a aussi été établi. J'imagine que ces fonds sont disponibles. Est-ce qu'il y aura un impact négatif sur la capacité de financer d'autres projets?

- (voix de l'interprète) Et bien, c'est l'argent qui a été attribué à partir du fonds renouvelable et l'autre font est de 66000 dollars, ce qu'il n'avait pas été entièrement dépensé. Donc, 23000 dollars de plus n'auraient pas beaucoup d'impact. En tant que vice-président du comité, je vais appuyer cette motion.

- (voix de l'interprète) Merci. Merci au personnel pour le travail qu'il a fait. Le personnel au comité la semaine dernière. Nous avons entendu tellement d'organisations qui dispense du service en notre nom. Je suis donc très heureux d'appuyer cette motion avec le comité est la présidente du comité, la commissaire Deans.

- (voix de l'interprète) Nous avons entendu depuis 300 des groupes qui ne sont plus en mesure d'avoir accès à un financement de projets. Il n'y a tout simplement pas d'accès à ces fonds. Lorsque ça a été éliminé en 2010, ça prend quelques années, nous savons qu'il y a de nouveaux besoins dans nos communautés et nous avons commencé à avoir ça à chaque année, année après année, beaucoup de groupes d'aînés, des enfants à risque, des enfants autistes, l'opération Come home, qui aide les jeunes sans-abri qui vivent dans des refuges. Nous savons quel genre de travail ils peuvent faire juste avec un peu d'argent. C'est à leur crédit de voir ce qu'ils peuvent faire avec l'argent qu'ils reçoivent de nous. Ils peuvent en faire tellement. Alors je suis très heureux d'appuyer cette motion et j'aimerais saisir cette occasion aussi pour remercier le personnel. Pour avoir repéré des fonds. J'ai hâte d'avoir une autre conversation en 2018, où nous allons repenser notre manière de dépenser les fonds pour les services communautaires. Merci beaucoup!

- (voix de l'interprète) Conseiller Chiarelli.

- (voix de l'interprète) Merci. Ceci fait partie de la liste des besoins importants, mais ce n'est pas (---) mais au comité. Nous avons entendu 44 délégations Dunn, c'est une petite somme d'argent et nous avons un fonds Doug au raterez buvez ces fonds si on ne fait pas un petit changement dans notre budget et pour accommoder tout le travail qui a été fait par ces 44 groupes qui ont fait la même demande, Dunn et bien il me semble Doug que nous l'entendons pas leurs besoins. Il y en a 44 qui sont venus, il nous incombe de les appuis.

- (voix de l'interprète) Conseiller Hubley.

- (voix de l'interprète) Merci. À prime abord, cette motion semble être bon pour une cause noble, mais je vois ici qu'on dit qu'il y a quatre personnes qui ne sont pas actuellement admissible à un financement municipal. Que c'est à cause d'une politique municipale qui a été décrété. Dans la liste, je ne sais pas lesquels seraient financées par la conseillère Deans. Je présume qu'ils font tous de l'excellent travail. Nous prenons une décision, ici. Preuve à l'appui, nous n'avons pas la liste des agences. Nous ne savons pas pourquoi. On avait décidé que certains n'étaient pas admissibles et tout à coup ils le seront. Est-ce que cela veut dire que 50 autres groupes vont s'avancer pour demander de l'argent aussi? Ça va finir par coûter très cher. Je suis un peu inquiet que la motion dix prenons les 77000 qui sont disponibles à des fins d'urgence pour 2018 et dépensons tout cet argent en 2017. Ici, encore, il y a des personnes qui ne sont pas admissibles. Ça, ça peut préoccupe. Ce que j'aimerais mieux, et personnellement, je ne serais pas d'accord avec cette motion. Je préférerais qu'on demande au personnel de revoir les critères d'admissibilité pour voir si on peut les changer afin d'inclure ces groupes. Je pense que la conseillère Deans on va devoir avoir un examen public. De ce qui relève des services communautaires et de protection. C'est à ce moment-là qu'on devrait décider qui devrait avoir de l'argent des contribuables qui ne devrait pas l'avoir. Je ne vais pas appuyer cette motion sans l'information nécessaire.

- (voix de l'interprète) Peut-être que vous pourriez nous aider?

- (voix de l'interprète) On parle d'agences admissibles. C'est très similaire à ce que j'ai demandé à monsieur Willis. On pourrait peut-être nous dire quelles sont les critères qui permettent de déterminer qui va recevoir des fonds ou non.

- (voix de l'interprète) Quand on dit que les agences ne sont pas admissibles, il s'agit de personnes ou de groupes qui n'ont pas été jugés admissibles parce que les fonds avaient été dépensés. Pour en venir à ma réponse un peu plus tôt en ce qui concerne les lacunes qui ont été notées par le passé, les délégations était très passionné en ce qui concerne la santé mentale, les besoins des nouveaux arrivants, les besoins sont de plus en plus complexe. Nous allons prendre ses anciennes priorité, les principes, ainsi que l'information, nous allons nous en servir dans le cadre des consultations. Nous aurons donc les priorités nécessaires. Les critères d'admissibilité pourront combler ses besoins et faire en sorte qu'il soit viable et que ce soit fait en collaboration avec d'autres groupes.

- (voix de l'interprète) Question complémentaire. Peut-être que l'auteur de la motion pourrait écouter. Est-ce que cette motion envisage ou au moins un rapport d'information au comité pour répondre R. là (inaudible) du conseiller Hubley.

- (voix de l'interprète) Pourrions certainement le faire.

- (voix de l'interprète) Vous dites avant le processus vous après?

- (voix de l'interprète) Je pense qu'il y a un processus, mais il faut qu'il y ait transparence écarté en ce qui concerne la destination de ces fonds. S'il n'y a pas de rapport au comité pour savoir comment l'argent a été dépensé, est-ce que nous avons besoin d'une motion pour se faire?

- (voix de l'interprète) J'attends l'auteur de la motion.

- (voix de l'interprète) La question que j'ai posée, c'est: est-ce qu'il y a un rapport d'information pour dire au comité qui a été financé? Madame (inaudible) semblent d'accord mais il faudrait modifier la motion pour permettre au personnel de le faire. Ça va.

- (voix de l'interprète) Oui. Certainement. On peut vous dire quelles sont les agences affectés, ainsi que les critères.

- (voix de l'interprète) Est-ce que vous êtes favorable?

- (voix de l'interprète) Le personnel peut accepter ses instructions. En ce qui concerne l'essentiel de la motion, nous avons entendu huit délégations, nous avons discuté de toutes sortes de besoins et de services dans notre ville. Des choses dont nous n'étions pas nécessairement conscients en 2010, les besoins dans la ville ont changé. Ainsi que les préoccupations et la créativité des organisations qui satisfont ces besoins. Je pense que c'est quelque chose qui accompagne très bien, qui pourrait être fait Randle 18, c'est un peu comme une façon de faire le pont avec les organismes qui nous ont dit: si nous n'avons pas d'argent cette année, nous n'allons peut-être pas être là l'année prochaine. Alors, nous allons voir s'il pourrait être encore là l'année prochaine. Je pense que c'est quelque chose qui accompagne bien ce que nous voulons faire. En même temps, ça n'ouvre pas la porte trop grande pour qu'on puisse éventuellement revoir notre politique et établir nos priorités en matière de services sociaux. J'appuie cette motion.

- (voix de l'interprète) Merci à mes collègues de l'avoir présentée. Merci d'avoir trouvé l'argent qui nous aidera à le financer. Merci, je l'apprécie.

- (voix de l'interprète) Conseiller Fleury.

- (---) Qui est présente aujourd'hui. (voix de l'interprète) C'est mon septième ou huitième pour budget. L'une des choses qui survient à chaque année, ce sont de nouvelles pression dans les organismes de (inaudible). Tout ce qu'on fait, automatiquement, c'est qu'on ajoute le coût de la vie à nos programmes. Je pense qu'au prochain Conseil, une priorité devra être déterminé qui est financée, quelles sont nos priorités et comment attribuer les fonds? Je sais que ce sera difficile. Il y a des organismes qui sont financés de la même façon depuis 2001. Je pense que les choses ont beaucoup changé. J'appuie la motion pour ce qu'on veut faire aujourd'hui. Mais je veux que vous sachiez que très bientôt, il y aura d'autres pressions. On entretient un ancien modèle. Il a été financé de la même façon depuis la fusion. J'espère qu'on pourra revoir tous nos fonds pour voir quelles sont nos véritables priorités pour ce secteur.

- (voix de l'interprète) Conseillère Wilkinson.

- (voix de l'interprète) Merci. Conseiller Hubley, je veux que vous entendiez ceci. Je pense que vous avez été mal informé là-dessus. Les soit 107000, les 77000, c'est un fonds qui a été mis sur pied et qui est disponible. On parle de 23000, pas de 23 millions. Il y a une liste de personnes qu'ils aimeraient financé, mais nous n'avons pas un permis pendant de nombreuses années pour que de nouvelles personnes puissent faire une demande. Il s'agit de nouveaux immigrants, le personnel a déjà une liste de groupes qui devraient recevoir des fonds. Ce n'est pas comme si on était allés les chercher n'importe où il faudrait qu'il y ait un rapport sur la manière dont on peut dépenser. C'est crucial. Ce qui est très important, c'est que nous a dit on certaines de ces agences qui aide des gens qui ont des maladies, par exemple, des gens qui n'ont pas de soutien. On compte sur les agences pour le faire, on n'a pas beaucoup d'argent donc ils doivent faire des collectes de fonds chaque millier de dollars, peut améliorer (inaudible). Je pense que le personnel est assez intelligent pour savoir qu'il ne devrait pas donner de l'argent un organisme qui ne l'utilise pas de façon judicieuse. On respecte le cadre budgétaire, je pense qu'il faudrait permettre au personnel de faire ce qu'ils doivent faire pour respecter la politique en général, mais l'année prochaine il faudra la revoir pour déterminer où l'argent devrait aller. Avec cet examen, on sera tous. Alors je vous encourage fortement à faire Wood (inaudible) une petite somme pour aider des gens dans la ville qui ne reçoivent pas grand-chose. C'est pour ça que je voulais prendre la parole. Parce qu'il est important de voir quelle sera l'impact sur la communauté. Wood

- (voix de l'interprète) Je vais vous laisser répondre après la conseillère Harder. Go elle a dit quelque chose d'important. On ne va pas, on ne veut pas de crédits supplémentaires ici.

- (voix de l'interprète) Mon objection, initialement, et je ne pense pas qu'on comprenne entièrement comment l'argent est dépensé, si c'est bien dépensé et qui d'autre a besoin de notre argent. J'aimerais aussi qu'on se demande si on devrait financer, par exemple en investissant à Ottawa, on leur donne une somme globale, qu'ils décident comment dépenser eux-mêmes. Même chose pour Centraide et d'autres. Peut-être que le moment est opportun pour qu'on leur donne une subvention afin que eux, connaissant tous les acteurs, pourrait distribuer l'argent. Alors j'aimerais que ce soit envisager aussi. Merci.

- (voix de l'interprète) Conseiller Egli.

- (voix de l'interprète) Merci. J'apprécie les précisions qui m'ont été apportés par mes collègues. Ça m'aide beaucoup. Je suis d'accord avec ce que la conseillère Harder a dit. Si l'argent était versé à Centraide ou d'autres fondations qui connaissent des besoins ou des priorités, on a, on a même pas de liste. La conseillère à parler de liste, mais je n'en est pas. Il y a peut-être une demi-douzaine de personnes ici qui ont une liste, mais pas moi. Je devrais accepté un amendement favorable comme quoi une partie de la somme devrait être versé à une (inaudible). Je pense que ça va être une 15 caché.

- (voix de l'interprète) Merci beaucoup.

- (voix de l'interprète) Pour que je comprenne bien quel est la source du financement, trois-quarts du Fonds. Pour l'enveloppe de financement communautaire des programmes non renouvelable, de façon ponctuelle, les 77000 sont du fonds renouvelable. C'est dans le budget de base, mais nous proposons de nous en servir pour un financement ponctuel cette année avant l'examen. Donc les 77000 n'avaient pas été attribué dans le processus budgétaire?

- (voix de l'interprète) Ça flottait quelque? Part

- (voix de l'interprète) C'est exact.

- (voix de l'interprète) Et les 23000 de l'enveloppe de services communautaires de urgence, commentait c'que ceci a été débloquer?

- (voix de l'interprète) Il y a 70000 qui avait été mis de côté pour les mesures d'urgence qui sont mentionnés par ces agences. Cet argent n'avait pas été attribué non plus depuis quelques années. 23000 transféré au 77000 donne 100000 dollars. Il n'y aurait pas d'impact sur le fond de urgence.

- (voix de l'interprète) Est-ce que nous avons été près d'utiliser le fonds d'urgence au complet au cours des dernières années?

- (voix de l'interprète) 23000 de ses 70000 ont été utilisés ou à louer.

- (voix de l'interprète) Donc si les 77000 dollars n'ont pas été à Louis comme le propose la motion, ce serait disponible pour des groupes existants qui reçoivent des fonds renouvelable? Quelle serait la marche à suivre pour que ces groupes puissent puisées?

- (voix de l'interprète) Je n'ai pas entendu toute la question.

- (voix de l'interprète) Donc, il y a 77000 dans cette enveloppe renouvelable. Vous dites que ça n'a pas été alloué. Si ça n'a pas été alloués pour ceci, quelle serait la marche à suivre pour que ce soit distribué?

- (voix de l'interprète) Nous allons consulter tous ceux qui reçoivent des fonds, (---) agences qui reçoivent des fonds renouvelable et nous pourrions offrir à ce groupe et il y aurait peut-être des priorités aussi qui seraient établie.

- (voix de l'interprète) (inaudible) Pour un programme manuels ou pour servir de complément?

- (voix de l'interprète) Il y aurait des ressources supplémentaires.

- (voix de l'interprète) C'est exact.

- (voix de l'interprète) Merci beaucoup. Je n'aime pas utiliser des fonds (inaudible) surtout par des agences qui nous disent qu'ils n'ont déjà pas assez d'argent pour une dépense annuelle. Nous ne savons pas si on pourra poursuivre. Il est beaucoup plus raisonnable d'attendre pour qu'on comprenne mieux la situation au printemps ou à l'été. Ils pourront peut-être être admis sur la liste au lieu, par exemple, de leur montrer une carotte cette année et l'année prochaine dire: nous n'avons plus d'argent, pour perturber leur opérations complètement. Je ne suis pas d'accord.

- (voix de l'interprète) Merci. Conseiller Qaqish.

- (voix de l'interprète) Merci. On a parlé d'un fonds ponctuel pour les projets, pour ces 79000 dollars. Est-ce que c'est juste?

- (voix de l'interprète) Oui, c'est juste.

- (voix de l'interprète) Je me souviens, après notre longue discussion, que le personnel va faire un examen complet des agences qui devrait recevoir des fonds et nous allons voter au prochain conseil là-dessus. Votre personnel était d'accord mais plutôt aujourd'hui vous avez dit que ce serait bien utilisé. Alors comment cela va changer votre plan de travail au cours des prochains mois? Est-ce que vous allez accélérer l'examen? Parce que j'avais l'impression que le personnel avait besoin d'un an pour compléter cet examen et établir des priorités?

- (voix de l'interprète) Si j'ai bien compris, c'est 100000 dollars seraient dépensés dans un processus ouvert où les gens pourraient faire une demande. Ensuite, les gens qui le recevrait serait décidé par un jury de sélection en 2018. Nous allons faire un examen avec (---) et nous allons revenir en 2018 avec des recommandations en ce qui concerne l'attribution complète des 23000 dollars, ce qui comprend les 79000 en financement continu et aussi un autre 23000 du fonds de gens. Donc, vous allez faire un appel de demandes. Ce sont deux volets parallèle. Ce n'est pas quelque chose que vous pouvez faire rapidement, naissent pas?

- (voix de l'interprète) C'est exact. L'autre serait à court terme au début de l'année prochaine, l'autre, à long terme, un examen complet.

- (voix de l'interprète) Merci. Merci Conseiller Qaqish. Conseillère McKenney.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le vice-maire. Je voulais quelques précisions en conclusion, si cela est approuvé, il s'agit de financement d'un projet pour un an seulement. (inaudible) Que c'est pour un progrès, tout le monde sur les verts, que ce n'est pas le financement de base, que ce n'est pas permanent, parce que ça ne correspond pas à nos politiques politiques et procédures. On les connaît. Au sujet du point important sur le projet préférée. Vous avez raison avec Operation Come Home. J'invite n'importe qui est allé voir dans la rue, on a des jeunes qui sont dans la rue est sans-abri. Nous avons une agence qui leur offrent de l'aide qui fait de l'excellent travail. On les encourage à retourner aux études, à trouver du travail. Il y a deux semaines à peine, trois de ces jeunes qui étaient Art clients de Operation Come Home se sont suicidés. Il y en a un autre qui est décédé d'une surdose aux opiacés. Quand on parle des plus vulnérables dans la communauté, on parle de 100000 dollars que nous allons simplement réaffectés du même budget. Ça m'étonne de voir qu'on se

tiraille pour voir si ça va à un groupe ou à un autre, est-ce qu'ils savent ce qu'ils font avec? Est-ce qu'ils savent quelle est la différence entre financement de base et financement par projet? Vraiment. Ce sont des agences qui fonctionnent depuis plusieurs années, ils savent fort bien ce qu'ils font. Ils savent très bien ce qu'est la différence entre ponctuelle et de bas.

- (voix de l'interprète) Conseillère Deans, conclusion.

- (voix de l'interprète) Merci, je voulais seulement soulever quelques points. J'ai entendu ...

- (voix de l'interprète) Conseiller Moffatt. Pour conclure?

- (voix de l'interprète) Je ne voulais pas intervenir après votre conclusion. Quant à l'examen que vous allez faire, est-ce que les paramètres de cette étude reviendront au comité ou au conseil?

- (voix de l'interprète) Nous pourrions certainement revenir avec ses paramètres.

- (voix de l'interprète) Ça m'intéresserait, chaque année le problème ... on essaie de financer bien des groupes. Il nous dit tout ce qu'il n'en ont passé. Parfois, on a l'impression de ne pas vraiment les aider. Je voulais être certain que votre examen soit efficace. On parle des groupes qui attendent le financement. Il y en a pour qui ce n'est peut-être pas possible. D'après ce que je comprends, si on finance tout à presque rien, aussi bien financé quelques groupes seulement, mais très bien.

- (voix de l'interprète) En réponse à la première question. On pourrait vous revenir avec le processus qu'on choisira. Pour revenir à ce que les collègues ont dit, au sujet des critères, nous pouvons être ouvert et vous donner toute l'information, vous expliquer toutes les analyses qui ont été faites avant de vous présenter l'affectation de fonds. Ça dépend toujours des besoins de la collectivité. C'est ce qui motive les décisions, on pourrait certainement vous en faire part avant coût au sujet de la viabilité. C'est évidemment une exigence. Cela ferait partie des critères dans le processus de sélection, ils devront démontrer leur viabilité le dépôt de financement. Est-ce que ces groupes seront impliqués? Seront-ils impliqués dans le processus d'examen, ces groupes?

- (voix de l'interprète) Oui.

- (voix de l'interprète) Merci.

- (voix de l'interprète) Conseillère Deans, pour conclure.

- (voix de l'interprète) Merci. Un collègue a demandé si c'était 77000 dollars d'argent non affecté. Ce n'est pas le cas c'est de l'argent qui était dans cette partie du budget. C'est à cause de deux agences pour les services de personnes âgées qui n'existe plus. Ce n'est pas qu'elle existe plus, mais c'était pour des agences qui offrent des services aux personnes âgées. Alors ça avait été affecté à ces agences, maintenant c'est libéré. Voilà pourquoi ces fonds sont disponibles. Il est bien qu'on le distribuait à d'autres agences qui ont besoin d'argent. Qui aide dans la communauté. Je voulais dire un mot au sujet de ce qu'un conseiller à dit, il ne pouvaient pas appuyer cet argent parce qu'il n'a pas (inaudible). C'est la même réunion du conseil où il vient d'approuver dix millions de dollars sans voir la liste. Ça me paraît un peu étrange, il veut voir la liste pour 100000 dollars. J'ai confiance, je sais que cet argent sera affecté à ceux qui en ont le plus besoin. J'encouragerais donc mes collègues à appuyer les plus vulnérables et les gens dans la collectivité qui travaille très fort pour aider les gens dans le besoin.

- (voix de l'interprète) Merci, conseiller. Sur la motion. Le vote.

- (voix de l'interprète) Est-ce qu'il y a des désaccords? Maintenant, page 58, du livre des services communautaires de protection. On a des questions de la part du conseiller Fleury. Deux

- (voix de l'interprète) J'ai une question pour monsieur (---). Au comité, on a parlé du financement pour les paramédicaux. C'est une institution importante pour le comité au fil des années. Le montant provinciale était de deux millions, avec notre augmentation, ça faisait 4,6 millions. Au comité, vous avez dit qu'au mois de juillet, on devait avoir 14 paramédicaux d'embaucher. Je me demande est-ce qu'il va arriver le premier janvier? On a des politiques appuyé par le conseil pour le temps de réponse, etc. Je ne voudrais pas qu'il y ait de vide. Dans quelle position on va se retrouver?

- (voix de l'interprète) Non. Comme vous le savez, Monsieur le Président, on a fait le rattrapage qu'il fallait. Nous sommes maintenant à un temps de réponse de huit minutes. Les 14 autres Ceci est un paramédicaux seront approuvés test pour arriveront en le conseil de ville de juillet. La ville d'Ottawa. Les cours se termine en juin. Nous avons calculé la croissance de cette année, nous avons bien conscience qu'on pourra maintenir notre 70e perçant il. Nous sommes donc en bonne posture.

- (voix de l'interprète) Un commentaire au sujet de cette question? André On a eu une discussion sérieuse sur les soins de longue durée et je remercie le personnel qui travaille dans ces installations. Je pense que les listes d'attente sont beaucoup trop

longue. Je les vois au fil des ans et je vois l'état de certains résidents qui sont dans ces établissements. C'est de plus en plus difficile et la liste ne cesse de s'allonger, ce qui est exerçaiement normé ment de pression sur les plus vulnérables là-dedans. Je ne vais pas appuyer cette partie justement à cause de cela. Simplement pour dire que je pense que la liste d'attente est trop longue et cela pose trop de pression sur les personnes âgées vulnérables.

- (voix de l'interprète) Conseiller Brockington.

- (voix de l'interprète) Au sujet de ce qu'a soulevé le conseiller Fleury, sur le temps de réponse des paramédicaux. J'apprécie bien votre analyse sur (inaudible) et sur les améliorations du temps de réponse, mais (inaudible) où il n'y a pas d'ambulance disponible pour se rendre aux appels. Est-ce qu'il y a eu une réduction dans le nombre des codes zéro.?

- (voix de l'interprète) Oui, c'est un indicateur important, je sais que (inaudible) mon en avait parlé déjà personnellement. La circulation, les conditions météo, enfin, tous ces éléments font (inaudible). Nous suivons cela de près. Pour 2017, je regardais je ne pense pas avoir les chiffres de 2018, mais les Code zéro ne semble pas avoir diminué. On a encore des réponses dure gens, mais pas dans deux lance. Alors, oui, ces situations sont moins fréquentes, mais en même temps, notre temps de réponse correspond à l'objectif ici.

- (voix de l'interprète) Est-ce que je pourrais avoir une copie des statistiques?

- (voix de l'interprète) Bien sûr.

- (voix de l'interprète) Merci.

- (voix de l'interprète) Alors, sur le point trois, pour le (inaudible) page 50. Vous aviez quelque chose sur le point quatre? Mais tout d'abord, nous avons une motion de la conseillère Deans.

- (voix de l'interprète) Je l'ai lu au début de la réunion, je ne vais pas la relire, mais je peux vous dire que le conseil a entendu à plusieurs reprises qu'il était nécessaire d'avoir plus de toilettes publiques dans la vie. Pour certains, ça peut paraître une petite affaire, ou un luxe, mais pourtant il y en a qui ont des conditions médicales ou des gens qui vivent dans des milieux à faible revenu, qui ont des petits-enfants, alors c'est difficile d'aller profiter des installations publique quand il n'y a pas de toilettes. On reste chez soir. Cela touche les résidents les plus vulnérables et ça, ce serait pourtant un beau premier pas en avant. (inaudible) À plusieurs des comités, à des réunions de

comité. Quand ils sont venus aux services communautaires et de protection, il parlait de près de 25 toilettes réparties dans nos parcs. J'ai travaillé avec le directeur de la direction générale et il a trouvé des fonds, à même le budget municipal, qui nous permettraient d'aller de l'avant avec des toilettes publiques cette année. Je dois dire que c'est un petit montant d'argent. Le conseiller Brockington, à son grand crédit, a financé une toilette portative dans son quartier l'été dernier. C'était (inaudible) dollars pour quatre mois. Ce n'est vraiment rien. Cela permet de faire une grande différence pour des résidents qui ne peuvent sortir et profiter de nos parcs sans avoir accès à une toilette. Je pense donc que les gens seront heureux s'ils savent que l'on a reconnu ce qu'ils nous disent depuis longtemps. C'est une question de santé publique. Ça voudra dire qu'il y aura plus de gens qui pourront profiter des parcs c'est été. Ceci 1000 dollars, peut-être que monsieur Chéné, je peux vous demander de confirmer cela, vous pouvez accommoder cette motion à même votre budget.

- (voix de l'interprète) Oui. Comme je l'ai dit au comité la semaine dernière, le ministère, le service, plutôt, offre déjà une soixantaine de toilettes aux groupes communautaires (inaudible) installations communautaires. Ceci pourra être fait dans le budget des activités dédié, comme on l'a dit, pour dix autres toilettes portatives. Les gens de (inaudible) peuvent se concentrer sur deux priorités, les grands bassins d'éclaboussements pour les enfants et des terrains de sport. Alors, nous accordons la priorité à ces endroits et on a entendu dire qu'il y avait vraiment un besoin. Il y a quatre personnes qui veulent parler de dépenses de 6000 dollars pour des toilettes portatives. Vraiment, est-ce qu'on s'entend qu'on a le vote? Ou conseiller Monette veut ajouter quelque chose?

- (voix de l'interprète) Je veux juste dire que j'appuie la motion. Je sais que dans ma communauté, il y a un parc que je paye moi-même de mon budget. Dans ces parcs, il y a parfois des jeunes, jeunes, qui ne sont pas près de chez eux. Et il y a des petits parcs a éclaboussé. Il est important qu'on ait des toilettes. On devrait même penser à accroître le nombre de toilettes à l'avenir, mais pour le moment, j'appuierai cela, certainement. Conseiller Cloutier.

- (voix de l'interprète) Merci, Conseillère Deans, je suis tout à fait d'accord avec vous, une question de développement économique (inaudible) mais j'avais des questions. La motion parle de toilettes publiques accessibles. Va-t-on simplement améliorer les toilettes existantes qui n'aurait peut-être pas été disponibles?

- (voix de l'interprète) C'est exact. Là où on installe une seule unité, il faudrait s'assurer que ce soit disponible.

- (voix de l'interprète) Eh bien, je pense que c'est une bonne unité et je vais certainement l'appuyer. Une bonne idée. Moi, dans mon quartier, j'ai procédé différemment. J'ai communiqué avec les groupes de sports qui paie généralement pour les toilettes, pour ceux qui jouent au criquets au ultima frisbee. Et je leur demande de payer pour avoir pour les visiteurs, les spectateurs, une toilette portative accessible. Je pense que les autres conseillers devrait y penser au lieu d'exercer plus de pression sur le budget municipal. Parce que les équipes sportives paye aussi déjà pour des toilettes. Il serait prêt à faire de situait des toilettes accessibles.

- (voix de l'interprète) Conseiller Qaqish.

- (voix de l'interprète) Je voulais dire que j'appuie (inaudible) j'aimerais bien être consulté avant qu'on les installe parce que je ne voudrais pas les avoir, les voir apparaître tout d'un coup sans qu'il n'y a eu de consultation. J'aurais aussi une petite question. Par exemple, les pavillons et autres installations que l'on a déjà. Bien souvent, les résidents me disent: pourquoi est-ce que c'est toujours fermer à clé? Pourquoi ne peut-on pas avoir accès à ces toilettes là? Il y a une raison pour laquelle tous tes verrouillé les trois-quarts du temps. Les pavillons sont généralement ouverts quand il y a du personnel pour superviser et entretenir. Mais les toilettes publiques, si on les laisse ouverte, sont vites victimes de vandalisme. Alors, dans la mesure du possible, on essaie d'y affecter du personnel pour l'été. Mais il y a des périodes de l'année ou le beau temps perdure et, par exemple, les pas tout joueur sont ouvertes pendant une certaine période mais généralement, ça ferme à la fin du mois d'août. Alors, il n'y a pas de budget pour le moment pour regarder c'est Ouellet-là à l'automne, en dehors de ce qui est habituel. À certains endroits, on a pris des arrangements avec les groupes sportifs qui se trouvent dans les terrains de sport adjacent et ceci quand le gros de leurs activités se déroulent à cet endroit, pourront ouvrir les toilettes pendant qu'ils sont là. Est-ce qu'une toilette dans le parc serait différentes d'une toilette portative?

- (voix de l'interprète) Généralement, les possibilités sont moins grandes. On parle de nettoyage deux fois par semaine.

- (voix de l'interprète) Conseiller Mitic, dernier intervenant.

- (voix de l'interprète) Je voulais dire que moi, j'ai eu un problème avec (inaudible) c'était et quand j'ai oublié de réserver une toilette portative accessible au fauteuil roulant. J'ai dû aller moi-même chez moi. Alors, il faudrait peut-être rajouter cela dans

tous les parcs où on pourrait en avoir de besoin. C'est une très bonne idée je vous remercie d'avoir soulevé le point.

- (voix de l'interprète) Bon, motion, donc? Approuver. Point trois à la page 50. Adopté. Et pour le reste du budget, c'est adopté. Avec le désaccord. Maintenant, on a le point 5, budget de immobilisations, des services communautaire et protection. Conflit d'intérêts qui c'était loin ni de la table, immobilisation pour les garderies. Budget des immobilisations pour les autres composantes. Ça va? D. Participer les taxes des deux budgets. Mobilisation et fonctionnement. Des accords de Liepert, McKenney (inaudible) Fleury. Transports, article i. Tel que modifié. Qu'on installe des support à vélo comme projet pilote en 2018 dans quelques 50 arrêts (inaudible) à l'extérieur des secteurs de stationnement publique payant. Financer (inaudible) les fonds additionnels sont nécessaires, ils seront transférés du fonds de stationnement, s'ils sont nécessaires. Moyennant 30000 dollars. Et on déterminera si on veut offrir d'autres support à vélo ou à d'autres stations à l'extérieur des aires de stationnement payant. Conseiller Fleury. Sur la motion du stationnement des vélos.

- (voix de l'interprète) Non, Monsieur le Maire, je voulais juste parler de la partie Transports, section e. Je veux remercier le conseiller Egli pour son travail au comité, pour avoir proposé toutes sortes de solutions. Je voulais soulever quelques questions de mon quartier. Quand on construit de l'infrastructure, on approuve des budgets d'immobilisation. Et si, on suppose que l'argent pour l'entretien divers et l'entretien en général sera disponible. Dans certains cas, ce n'est pas arrivé, notamment, devant l'ambassade américaine sur McKenzie. J'ai reçu une confirmation de monsieur McConnell que la question d'investissements d'immobilisation et de fonds seront mieux géré à l'avenir et qu'on sera trouver de l'argent pour l'entretien ailleurs. C'est important pour ceux qui n'était pas au comité, de savoir que ce vide sera comblés prochainement. Sur cet exemple si. Mes surdoses. Je remercie monsieur (inaudible) d'avoir reconnu que ça a été un peu compliqué pour arriver à cela, mais on y est arrivera.

- (voix de l'interprète) Conseiller les peurs. Conseiller Leiper.

- (voix de l'interprète) Au sujet du budget sur la neige. Je vais vous expliquer un peu plus les chiffres présentés. Ce qui est maintenant l'excédent, le déficit prévu pour la neige. Quelle est-il utile?

- (voix de l'interprète) Pour 2017, on a prévu dans nos prévisions et comme je l'ai dit, on en a rajouté parce qu'on n'est pas encore le 31 décembre. On a ajouté 14 millions

de déficit. Moi, j'ai des chiffres qui remonte à 5 à 10 ans à ajuster à l'inflation. Pour que je comprenne bien, ce que vous dites là va changer mais moyenne. En 2017, on prévoit un déficit de 14 millions. On a eu le même en 2016. 7,7. En 2015, 11,8 millions. En 2014, en 2013, 25,3. Ça, ce sont des chiffres ajuster à l'inflation. Juste pour m'aider à comprendre.

- (voix de l'interprète) Nous proposons maintenant de mettre 68,3 millions de dollars en opération de déneigement cette année?

- (voix de l'interprète) Exact.

- (voix de l'interprète) Alors, depuis cinq ans, on a dépensé, en moyenne, 76,2 millions. Ça varierait un peu selon les chiffres que vous m'avez donné ce matin. Depuis dix ans, on a dépensé 72,1 millions de dollars par année. Et là encore, ça augmentera un peu à cause de ce que vous avez ajouté ce matin comme déficit. Attends ce qu'il faut dans le budget pour essayer de diminuer les budgets?

- (voix de l'interprète) Le rapport de KPMG parle de trois millions de dollars de gains (inaudible) deux millions de gains d'efficience. L'écart semble s'élargir entre ce que l'on prévoit au budget et (inaudible)

- (voix de l'interprète) Pour ce qui est des gains d'efficience, il y en a plus qui ont identifié 2,7 en 2016 qu'on a réussi en économisant du sel. En 2017, on a reporté à 2018, hiver 2018. Je rappellerai aux conseillers que même si on est à 68,3 millions de dollars comme budget, nous avons aussi un fonds de réserve de 4,2 millions de dollars dans lequel (inaudible) depuis et. Mais on peut toujours piger dans la réserve au besoin. Comme je dis, on en aura pas besoin. Alors, on verra ce qui arrivera l'année prochaine.

- (voix de l'interprète) Mais je te la difficulté à comprendre qu'on en aura pas besoin parce qu'en moyenne, nous avons été sous-financé depuis dix années. Une moyenne de dix millions de dollars. Nous prévoyons, nous n'en prévoyons pas assez à raison de 41 et quelques millions.

- (voix de l'interprète) On n'a pas utilisé la réserve en hiver depuis 2014. Il y a toujours assez d'excédent dans le reste du budget. On fait des rapprochements sur le tout à la fin de l'année. Et pour ce poste en particulier, il peut se retrouver dans une situation déficitaire, comme je voulais montrer il y a une demi-heure. Il y a bien des domaines qui vont aboutir avec des surplus de, un Denis public, c'est un deniers publics. Mais on fait des rapprochements tout à la fin de l'année. Donc pour cette année, on ne s'en

servira pas. On ne peut pas encore parlé de 2018. Il est trop tôt. Les niveaux de service auquel s'attendent les résidents, est-ce qu'on peut s'attendre à ce que le déneigement en 2018 sera amélioré, moins bon ou pareil comme en 2017? Est-ce qu'on répondra à nos normes en 2018? Les niveaux de services seront à peu près les mêmes?

- (voix de l'interprète) Je sais que parfois on dépasse les normes que nous nous sommes donnés.

- (voix de l'interprète) Nous respectons toujours les normes (inaudible). Le rapport de KPMG, d'après les chiffres de l'année dernière, de la dernière année, c'était 2015. En 2015, le déficit sur la neige (inaudible) était de 7,8 millions de dollars. Dans les deux années subséquentes, le déficit est passé à 14 millions et encore 14 millions de déficit est prévue pour 2017. Est-ce qu'on a regardé ... j'ai entendu différents fonctionnaires dire que le budget repose sur les recommandations de KPMG. Qu'on avait les bons montants. Mais est ton revenu sur ces hypothèses, on a un déficit double de ce qui était en 2015? Cela fait monter la moyenne, bien sûr.

- (voix de l'interprète) Monsieur le Président, on se concentre sur le budget de base. Alors, on a augmenté les recommandations de KPMG selon l'inflation. C'est ce qui nous a amené à 68,3 millions de dollars pour cette année.

- (voix de l'interprète) Très bien, merci, Monsieur le Président.

- (voix de l'interprète) Conseillère McKenney.

- (voix de l'interprète) Merci. Pour les personnes âgées et les usagers de l'autobus, (inaudible) il s'agit de services routiers, mais qui inclut aussi les trottoirs. L'entretien hivernal, voilà. C'est une question à laquelle je fais toujours attention quand je regarde le budget. Et ce sur quoi on dépense. Bien sûr, comme je l'ai dit au comité, j'ai été très déçu, je vais demander, j'avais espérer recevoir 1,9 millions d'augmentation pour l'entretien hivernal, pour que l'on puisse offrir un service de meilleure qualité au tour des corridors de transport en commun et autour des écoles. Les gens puissent plus facilement prendre l'autobus est plus facilement se rendre à l'école. Mais ça n'a pas été le cas. Alors, je me demandais, qu'est-ce qui vous empêche de recommander un niveau de tarifs supérieur pour que les gens marchent plus, puisse se rendre à l'autobus, marche à l'école, surtout les personnes âgées. Tous les hivers et maintenant, même l'été et le printemps, ils ont peur de circuler sur le trottoir. Je sais qu'on vit dans une ville en hiver. Parfois il y a de la glace, de la neige, mais il faudrait quand même penser à la population vieillissante de la ville un peu plus. Les 1,9 dents

par la conseiller est inclus dans le plan pour les piétons et on étudie les corridors de transport en commun, les stations de transport en commun. Alors, c'est quelque chose qui pourrait être revu lors du prochain mandat. Merci beaucoup.

- (voix de l'interprète) Alors, pour le département de services routiers, que comptez-vous dépensé sur les routes en 2018?

- (voix de l'interprète) Le budget n'est est de 160 millions de dollars.

- (voix de l'interprète) Combien?

- (voix de l'interprète) 100, pardon, 116 millions de dollars.

- (voix de l'interprète) C'est ce que vous comptez dépensé en 2017, plutôt?

- (voix de l'interprète) Non, je pensais que je pensais en fait que vous parliez du budget.

- (voix de l'interprète) Non pas du tout.

- (voix de l'interprète) Alors, le déficit s'élève à 14 millions de dollars. Alors, on parle de 130 millions de dollars.

- (voix de l'interprète) 130 millions de dollars, c'est ce que vous comptez dépensé en 2017. Mais on investit seulement 106 millions dans le budget, alors, pouvez-vous expliquer l'écart?

- (voix de l'interprète) Les 116 millions de dollars et le budget n'est pour 2018, ce sera peut-être moins de 130 millions de dollars parce que le budget de 2017 était plus bas. Mais il ne faut pas oublier qu'on a eu, en fait, un des pires hivers en 30 ans. C'est pour ça qu'on est en situation déficitaire. Mais avec l'injection des fonds recommandés par KPMG et le fonds de réserve, on pense qu'on est en bonne posture.

- (voix de l'interprète) Juste pour préciser, on a eu 312 centimètres en 2016. Donc 2017 n'a pas été une année record pour la neige. Moi, je parle de la saison 2016 - 2017.

- (voix de l'interprète) Merci. Conseillère Deans.

- (voix de l'interprète) D'abord, j'aimerais remercier monsieur Ouellet et le département des finances d'avoir pris le temps de me donner le budget est la ventilation pour l'hiver 2010 16. Je suis encouragé par l'information que vous avez donné. J'ai quelques précisions éclaircissement. Dans notre rapport de KPMG, on recommande des

économies de 2,5 millions de dollars, 2,9 millions de dollars et 2,6 millions de dollars respectivement. Pour 2016, 2017, 2018, pour un total de deux millions de dollars par an. Et de ses huit millions de dollars, le personnel est allé chercher 2,7 millions de dollars en 2016 et 2017 pour un total de 5,4 millions de dollars. N'est pas? Et je raison?

- (voix de l'interprète) Oui, Monsieur le Maire. Oui, vous avez de raisons. Mais si vous vous souvenez, quand on a parlé du rapport KPMG de l'examen, certaines des économies recommandées n'ont pas été adoptées par le comité, alors tout cela a été intégré dans le budget de base principale. 5,4 millions de dollars en économie que le personnel est allé chercher. Combien est-ce qu'on est allé chercher à l'heure actuelle?

- (voix de l'interprète) Comme je l'ai dit, en 2016, il y avait 2,7 millions de dollars, en économie. Alors, nous sommes allés chercher ces économies en économisant la celle qu'on répond sur les routes. Le sel. Nous avons un nouveau contrat d'approvisionnement en sel, alors on est allé chercher à rabais. Pour les 2,7 millions de dollars, en économie pour 2017, 600000 dollars jusque-là. Comme je l'ai dit plus tôt dans la mise à jour, nous nous attaquons à ces économies en 2018, 2019.

- (voix de l'interprète) De quelle économie par les voies exactement?

- (voix de l'interprète) Il s'agit d'une démarche est allé dans le temps.

- (voix de l'interprète) Le conseiller Newman, vous avez la parole.

- (voix de l'interprète) J'aimerais reprendre la question du budget de déneigement soulevées par le conseiller Leiper. Ma question est fort simple: étant donné ces moyennes sur cinq et dix années, données par le conseiller Leiper, qu'est-ce qui nous empêche, en fait, d'anticiper un budget qui sera au même niveau que les moyenne historique et surtout, quand on tient compte du changement climatique? Qu'est-ce qui nous empêche, en fait, d'établir les montants déjà?

- (voix de l'interprète) Nous établissons nos budgets cette année. Nous avons établi notre budget en fonction du rapport KPMG. Auparavant, le DJ était basée sur les moyenne historique. Le DJ. Le budget. Même s'il y a deux ou trois ans, nous avons accusé des déficits, les années précédentes, on a accusé des excédents. Il faut faire une distinction entre le fonctionnement. Nous avons un budget qui est en fonction d'un hiver normal, c'est le cas cette année. Les deux hivers qu'on vient d'avoir ont été anormaux. Si je remonte à 2010, 2011, 2012 où nous avons tous accusés des excédents, alors, on a mis tous ces montants-là en réserve. On s'est établi un petit

coussin. Je ne siège pas sur le Comité des transports, donc je n'ai pas participé à la discussion. Les moyennes présentée par le conseiller Leiper, sont-elles différentes des chiffres, des montants sur lesquelles vous vous basez?

- (voix de l'interprète) Il dit que sur cinq ans, la moyenne serait de 76,2, sur dix ans, 72 millions de dollars.

- (voix de l'interprète) Monsieur le Maire, j'aurais plus besoin de plus de temps pour y réfléchir et aller chercher les chiffres.

- (voix de l'interprète) Le conseiller Chiarelli, vous avez la parole.

- (voix de l'interprète) On ne peut pas faire une distinction entre le fonctionnement et le budget parce que là, on étudie le budget. Quand on regarde le budget, quand on regarde les questions posées par les conseillers Leiper et Nussbaum, si on pense au niveau de service auquel les gens s'attendent, si la neige, cette année, si c'est une année moyenne, alors, quelle sera l'incidence sur le déneigement? Alors, l'année dernière, les gens se plaignaient du fait que les congères était très, très haut, on a filmé ces bancs de neige justement, si vous ne me croyez pas, les gens peuvent s'attendre à quoi en fonction de ces services-là?

- (voix de l'interprète) Comme je l'ai déjà dit dans le cas d'un hiver normal, nous offrons des services de grande qualité. Nous avons donc un service de grande qualité par rapport à d'autres municipalités. Pour ce qui est des qu'on congère, des bancs de neige qui pose problème, qui sont dangereux, on a un budget pour les enlever. Moi, je ne suis pas au courant de l'existence de ces bancs de neige, mais je vais l'étudier.

- (voix de l'interprète) D'autres questions, conseiller?

- (voix de l'interprète) Comment expliquez-vous, en fait, la hauteur de ces bancs de neige, car ces bancs de neige n'apparaissent par comme un tour de magie,.

- (voix de l'interprète) Je n'étais pas au courant, Monsieur le Maire. Comme je l'ai déjà dit, non personnel, quand ils effectuent ça patrouiller les gens au département de transport vont nous permettre d'identifier ces situations dangereuses. Quel est le niveau de neige que vous envisagez cette année? Combien de neige, selon vous, va tomber cette année? Depuis une décennie, c'est devenu de plus en plus difficile à estimer, n'est pas, la neige qui va tomber.

- (voix de l'interprète) Conseiller Chiarelli, voulez-vous terminé?

- (voix de l'interprète) Non, j'ai posé une question, Monsieur le Maire. Je pourrais vous donner une idée de ce compte sidéré Tran hiver normal. Il y a plusieurs facteurs, de 100 à 120 centimètres serait un hiver normal. Et vous établissez votre budget sur cette quantité?

- (voix de l'interprète) Oui, c'est ça. Il y a plusieurs facteurs dont on tient compte aussi, tout dépend de quand les tempêtes ont lieu, la fréquence de celle-ci.

- (voix de l'interprète) Mais vous vous êtes basé là-dessus l'année dernière?

- (voix de l'interprète) Monsieur le Maire, comme je l'ai déjà mentionné, nous avons le rapport KPMG, le personnel aux finances nous ont permis d'investir plus dans le budget de fonctionnement pour 2018. Ça nous a permis, en fait, de combler les car.

- (voix de l'interprète) Je repose ma question: l'année dernière, vous vous êtes basés sur quelle quantité de neige, finalement?

- (voix de l'interprète)

- Je veux un chiffre exact.

- (voix de l'interprète) Oui d'accord, je ne sais pas si je peux donner ces chiffres maintenant.

- (voix de l'interprète) Conseiller Egli, vous avez la parole.

- (voix de l'interprète) J'ai une observation, pas vraiment une question. J'aimerais d'abord remercier Kevin et son équipe d'avoir établi ce budget qui a été adoptée unanimement au comité, le budget de déneigement est toujours un grand défi. Comme a dit le conseiller El-Chantiry, nous n'avons pas une boule de cristal, n'est-ce pas. Mais de façon responsable, on a mis à contribution une équipe d'experts conseil pour examiner comment on déneige nos rues. Ils nous ont rédigé un rapport, le rapport a été adoptée par les membres du comité, par le Conseil également. Comme Kevin l'a dit, certaines de ces économies qui ont été recommandées n'ont pas été adopté par le conseil. Alors, les experts, en fait, nous ont donné une recommandation de l'investissement nécessaire pour le budget de déménagement. Nous avons ajouté des fonds additionnels au budget de déneigement chaque année et KPMG, est-ce que eux, ils ont une boule de cristal que le conseiller El-Chantiry n'a pas?

- (voix de l'interprète) On les aime mis à contribution et ils nous ont donc donner leur savoir-faire. Et on va savoir à la fin de l'année si la continue neige prévue est, en fait,

la quantité qui va tomber, en réalité. Si KPMG s'est trompé, il faudrait qu'on revienne à la case départ. Mais on a un plan. On a adopté un plan le plan a été mis en vigueur. On a approuvé les recommandations des experts conseil. On a demandé au personnel de mettre en vigueur les recommandations. On leur a demandé de faire quelque chose et ils font.

- On leur donne les outils et ils font les travaille. Cela a été adopté unanimement au comité, j'espère que vous allez l'appuyer. On a donné les outils au personnel, le personnel doit travailler avec les outils qu'on leur a donné. Alors appuyer cette motion, s'il vous plaît. Go

- (voix de l'interprète) Alors, sur le budget pour le transport tel que modifié, on devrait faire le budget de fonctionnement en premier, donc par appel nominal.

- Conseiller Cloutier.

- Oui

- Conseiller Blais

- Oui

- Conseiller Chernushenko

- Oui.

- Conseiller Egli

- Oui.

- Conseiller Monette.

- Oui.

- Conseiller Mitic.

- Oui.

- Conseiller Brockington.

- Oui.

- Conseiller Wilkinson.

- Oui.

- Conseiller Tierney.
- Oui.
- Conseiller Taylor.
- Conseillères Deans.
- Non.
- Conseiller Fleury.
- Non.
- Conseiller Darouze.
- Oui.
- Conseiller Nussbaum.
- Non.
- Conseiller Moffatt.
- Oui.
- Conseiller Leiper.
- Non.
- Conseiller Egli.
- Non.
- Conseiller Chiarelli.
- Non.
- Conseiller Qaqish.
- Oui.
- Maire Watson.
- Oui.

- (voix de l'interprète) 18 et dix. Non, ce n'est pas exact. 17 pour, 6 contre. Alors maintenant, le budget d'immobilisation du Comité de transport. Le Comité de l'environnement et de la protection climatique. Adopter. Dissidence du conseiller Fleury, alors le budget de fonctionnement. Le comité notre transport en commun modifier, avec un crédit de 6 dollars donné à tous ceux qui ont demandé le laissez-passer EquiPass et quand ils enregistrent cela, que ce crédit soient approuvés dans le financement de. (inaudible) Pour fixer le prix d'une carte PRESTO et que ce sera financé à même le financement pour les laissez-passer EquiPass. 2018, ébauche de budget en immobilisations 2018. Allez-y.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire. J'avais une série de questions pour le personnel sur le budget de fonctionnement et ça s'est fait suite aux questions que j'ai posée au comité de transport en commun et au protocole d'entente. Une note de service est sorti hier, j'ai quelques questions là-dessus. Je voulais une explication des 11,2 millions de dollars. Ça, c'est l'écart entre les prévisions de 2014 et le budget établi pour 2018. On dit dans la note que 1,8 millions de dollars sera pris Gore ... en fait, seraient affectés aux nouveaux services offerts par OC Transpo. Mais dans la présentation qui a été présentée l'année dernière, OC Transpo prévoyait 900000 utilisateurs. Il disait en fait que ce sera le niveau de fréquentation ultime. Quand est-ce que vous pensez que l'on va atteindre ces niveaux-là?

- (voix de l'interprète) Monsieur le Maire, si le conseiller fait référence aux bus additionnelles qui vont entrer en service le 24, en décembre, ensuite, il y aura une année de services et on prévoit une fréquentation assez élevé de le départ. L'année dernière, on a dit, 950000 utilisateurs par année. À partir du premier janvier, on va atteindre les 900000 utilisateurs en 2018. Oui, on déploie les buts dans des zones de grandes demandes. On a fait cela en consultation avec les conseillers.

- (voix de l'interprète) D'accord. Dans la description, sous le tableau, dans la note de service qu'on a reçu hier, l'explication à savoir pourquoi il y avait un écart de trois millions de dollars entre ce qui est prévu dans le budget et ce qui est prévu pour 2017, je vous en fait lecture. C'est parce que le budget tient compte du fait que le tarif normale va augmenter, que l'économie va s'améliorer, on va se renforcer, menant à une situation où il y aura plus d'utilisateurs. Quand la trésorière a dit compense que le tarif moyen-là augmenter, qu'est-ce que ça veut dire, au juste?

- (voix de l'interprète) Monsieur va vous fournir une réponse.

- (voix de l'interprète) Monsieur le maire, j'ai une copie de notes de service du 12 décembre qui a été envoyée par Marian Simulik, c'est de ça dont vous parlez, conseiller?

- (voix de l'interprète) Oui, c'est ça. D'accord. (inaudible) Quand je cite ce qu'il vient de dire. Alors je vais poser la question à trois volets. Qu'est-ce que ça veut dire quand il dit que le tarif moyen va augmenter? Alors que le tarif moyen est en fait le montant moyen qu'on reçoit par clients qui utilisent le système, on fait une moyenne sur toute l'année, surtout le système. C'est calculé en divisant le revenu des tarifs d'auto et c'est divisé par le nombre de clients. On parle de un dollar 50 et 2 dollars 50. C'est la même chose pour tous les systèmes de transport en commun. Ça varie d'une année à une autre, bien entendu. Mais tout dépend du prix fixés ou arrêté par le conseil municipal. La phrase précédente dit que le manque à gagner de l'année dernière est attribuable à une réduction du tarif moyen. On passe d'une réduction en 2017 à une augmentation en 2018. Alors je ne comprends pas.

- (voix de l'interprète) Monsieur le Maire, comme on a expliqué au comité de transport en commun, les changements que nous avons observé en 2017 était attribuable au fait que moins de nos clients étaient des adultes et payait le plein tarif. Plus de clients payer un tarif à rabais, tel que les enfants, les étudiants, etc. Si c'est le cas, il y a plus de gens qui travaillent à Ottawa, ça veut dire qu'on aura certainement avoir plus d'adultes qui vont prendre les bus, le train, etc, ils vont payer le plein tarif. Attendez-vous, en fait, que la tendance va se renverser. On va plus utiliser les cartes d'amendements, on va plus payant l'espèce?

- (voix de l'interprète) Non, ce n'est pas quelque chose qu'on a observé. Quand on a dit que le prix moyen a baissé, ça veut dire que plus de clients avaient droit à un rabais. Il ne choisissent agit pas d'un choix entre l'abonnement mensuelles ou bien payé à la pièce.

- (voix de l'interprète) Qui rageur genre de tendances va mener, à une situation où on va voir un tarif moyen réduit.

- (voix de l'interprète) Plus de gens qui travaillent, plus de travailleurs à Ottawa, Monsieur le Maire.

- (voix de l'interprète) D'accord. Alors, je ne comprends pas, forcément. Passons maintenant à ma prochaine question. La prochaine phrase se lit comme suit: que l'économie va se renforcer. Qu'est-ce que ça veut dire, au juste?

- (voix de l'interprète) Alors, nous avons reçu des prévisions des organisations tu prévois ce genre de choses à savoir que l'économie va se renforcer, ça veut dire qu'il y aura plus de gens au travail à Ottawa que cette année ici. Et je regarde les prévisions du conférence bord du Canada ils ont produit un rapport sur la situation de 2017 et c'était une année exceptionnelle et ils s'attendent à une réduction l'année prochaine, ils s'attendent à ce qu'on passe de 2,5 à 2%.

- (voix de l'interprète) Vous avez des chiffres différents peut-être du Conference Board, il prévoit un nouveau niveau d'emploi total à Ottawa Gatineau de 529000 en 2017 et 736000 en 2018. Une augmentation de 1%. Moi, je regarde les statistiques sur le PIB. On parle des utilisateurs des autobus, alors on se base sur les emplois. Les deux facteurs, on doit tenir compte. D'économie va se renforcer, ça va mener à une augmentation d'utilisation du système de transport. C'est la conclusion Skinner en perplexe un petit peu. Je pense qu'on avait déjà calculé l'augmentation de fréquentation, et que cela s'élevait à 97,2%. Je pensais qu'on en avait déjà tenu compte dans les calculs. Envisagez-vous, finalement, une autre augmentation dont vous nous avez encore pas parler?

- (voix de l'interprète) En effet, on essaie de présenter les calculs de façon scientifique. Comme j'ai déjà dit au comité de transport en commun, il n'y a personne qui peut prévoir la fréquentation des systèmes de transport en commun. J'étais à Washington, mes homologues disait que c'était la même situation chez eux. Si quelqu'un vous dit: je peux prévoir la fréquentation l'année prochaine, alors je vous dirai de les embaucher. Mais monsieur (inaudible) et son équipe vont chercher des informations de toutes les sources, nationales, internationales, locale, la trésorière la dit également, nous avons une bonnes relations avec Statistique Canada également. Nous avons un grand apport de l'équipe de monsieur Willis. Nous prenons toutes ces informations, les plus et les moins, et on a fait preuve de grande transparence pour ce qui est de notre ajustement, avec la fréquentation, il y a une baisse de 1,2 millions d'utilisateurs incorporer dans le budget pour un total de 5,2 millions de dollars. On devine, on essaie, on calcule cela de cette façon, on a établi un ajustement pour tenir compte des zones de croissance. Nous avons éliminé l'augmentation attribuables à, aux célébrations pour les 150e. Si vous voulez qu'on vous présente tous les facteurs pour calculer exactement la fréquentation, on ne peut vous garantir la fréquentation exacte. Mais l'économie à la hausse et renforcer normalement, cela mène à une plus grande utilisation. On apporte des ajustements pour tenir compte de la croissance et d'autres éléments dont on a connaissance. C'est ça qu'on vous présente. 97,7 millions d'utilisateurs, 5,2 millions de dollars en revenus. C'est approximatif, le comité de

transport en commun nous a demandé de présenter un rapport sur la façon d'établir nos prévisions. Ils ont recommandé quelques petits changements. Monsieur spin gère-en de tenu compte également. D'autres? Questions

- (voix de l'interprète) Je ne conteste pas les 97,7, 97,2% ... 97,7 millions, vous avez tenez compte de (inaudible) mais l'écart de 3,3 millions de dollars, on ne sait pas où on va aller le chercher, ces fonds-là. Ont dit qu'on pense qu'on va aller les chercher parce que le budget basée sur l'hypothèse comme quoi le tarif moyen va augmenter, l'économie va se renforcer, ça va mener à une fréquentation accrue. On a déjà tenu compte de tous ces facteurs et tout cela est inclus dans le calcul de 97,2 millions. Donc ça laisse entendre qu'il va y avoir une augmentation de fréquentation au-delà des 97,2 millions de dollars qui va nous permettre d'aller chercher les 83,3 millions de dollars. Je ne comprends tout simplement pas!

- (voix de l'interprète) Alors ça n'a pas été attribués dans le chiffre que vous venez de mentionner.

- (voix de l'interprète) Mes excuses, je n'aurais pas dû parler d'augmentations d'achalandage, je réduit dire: retour. Donc en 2017, nous disons que ces clients vont revenir, donc ce n'est pas une augmentation, ça fait partie de la base déjà. Ce n'est pas ajouté vers le bas. D'après ce que nous avons vu, dans l'économie, il y a 1,3 millions qui vont demeurer dans le budget. Donc ces chiffres sont déjà inclus sur la ligne de Confédération et je vais vous donner une réponse légèrement différentes. Nous aurions pu apporter une modification de revenus et la mettre à huit millions, mais ne sachant pas ce que ça sera, nous allons poser une hypothèse que ce serait cinq millions et nous espérons que certains vont revenir parce que nous voyons l'économie, une relance économique. Donc c'est la meilleure somme des parties que nous pouvons vous donner sous forme d'estimation. Je souligne ce terme: estimation. Donc ça aurait été bien si ces chiffres étaient inclus dans le graphique. (inaudible) Et je pense qu'ils auraient dû être inclus.

- (voix de l'interprète) Conseiller Fleury.

- C'est des sujets très particulier. Moi, cette année, à plusieurs reprises, évidemment je ne suis pas sur le comité de transport en commun, mais je trouve qu'à chaque fois que j'embarque sur un autobus, le scanneur de la carte PRESTO ne fonctionne pas. Je vous dirais que une fois sur dix où je suis rentré, ça ne fonctionne pas. Je me questionne à savoir si ça ne fait pas mal à nos budgets à chaque fois qu'une carte ne fonctionne pas. J'ai vu, sans attribuer de noms, je vois des comportements fréquentes

de gens qui embarquent sur l'autobus, surtout sur les autobus articuler, à l'arrière, il ne scanne pas leurs cartes. Moi, je ne suis pas convaincu que nos chiffres actuelles de réduction sont aussi pertinent. Évidemment, je comprends la dynamique au niveau des campus universitaires où tous les étudiants ont des cartes. Moi, je pense que l'on voit de plus en plus de jeunes professionnels qui sont dans la catégorie d'usagers, ce qui en 2018 ce sera 118 dollars le laissez-passer pour adultes, que ce sont eux qui sont les plus en plus taxés. Ils ont l'option Hubert, ils ont l'option d'acheter un véhicule et d'acheter un stationnement centre-villes, ce sont eux qui ont le moins de subventions dans le modèle. Alors moi j'ai de la difficulté, je sais que c'est l'ensemble du conseil qui appuie OC Transpo, mais quand 53% de nos usagés ressent le plus de pression, moi je peux vous avouer que dans notre bureau, ce dont on entend parler c'est pas les personnes âgées, ce n'est pas les étudiants, c'est vraiment des usagers adulte qui veulent utiliser le transport en commun, mais on a vraiment atteint un niveau de traversent du nombre d'usagers. Moi, je pense que la réduction que l'on observe est un facteur du prix du laissez-passer pour adultes et que c'est aussi un facteur du fait qu'on a pas assez de fair officers il faut trouver un modèle pour quand la carte PRESTO ne fonctionne pas, qu'on obtienne ces fonds-là quand même. Moi, ce que je trouve difficile, c'est que en tant que conseil on prend tous avantage du fait que OC Transpo fonctionne bien, qu'on a une équipe dédiée chez OC Transpo, mais on ne semble pas reconnaître que même un résidant 11 on rurale qui n'a peut-être pas le service, bénéficie que quelqu'un en banlieue au centre-ville ait accès aux services, comme ça ils ne prennent pas leur voiture. Moi, je continue à sentir de plus en plus de tension entre différents groupes de résidents et certainement au niveau des passes de passagers pour adultes, on a de plus en plus de demandes, des questions de résidents, surtout quand on n'a pas nécessairement une augmentation des différents services dans les diverses communautés.

- (voix de l'interprète) Conseiller conseillère Deans.

- (voix de l'interprète) Merci. Je voulais vous parler de EquiTarif. On dit que les fournisseurs de services ne sont pas admissibles pour acheter des billets au tarif EquiTarif, qu'il faut communiquer avec OC Transpo pour confirmer la visibilité. Mais on n'a pas moyen de savoir si c'est (inaudible). Est-ce que ce n'est pas déraisonnable? Parce que la plupart des fournisseurs de services servent des personnes à faible revenu. Est-ce que OC Transpo ne pourrait pas trouver une façon de pré-qualifier les fournisseurs de services? Afin qu'ils puissent offrir le service EquiTarif aux clients.

- (voix de l'interprète) EquiPass est basée sur l'admissibilité trouver de la personne pour l'laisse compte. La seule façon de vérifier si ça a été approuvé par le conseil,

c'est de veiller à ce que le revenu soit en deçà du seuil qui a été établi par le gouvernement du Canada. C'est ce que nous allons continuer d'utiliser. Donc c'est basé sur l'admissibilité d'une personne, bien sûr, les (inaudible) peuvent aider les gens faire un te membres, mais de cette façon peut être certains que toutes les personnes qui possède une carte PRESTO est admissible. De cette façon, on pourrait offrir un rabais sans vérifier à chaque fois. Nous avons une relation de longue date avec les fournisseurs de services, je ne pense pas qu'il y a beaucoup de risques à les aider à trouver une façon de faciliter le processus. Il me semble que c'est plus difficile pour les personnes à faible revenu de faire des pieds des mains alors que je pense que ça pourrait être beaucoup plus facile et harmonieuse. Il faudrait aussi faire confiance aux fournisseurs de services pour qualifier les gens. Est-ce que c'est un grand risque? C'est un bon point. Nous venons de rencontrer deux fournisseurs de services, nous avons accepté de faire un atelier avec eux, nous travaillons mais dans la main avec l'équipe de (inaudible). Nous n'allons pas déléguer ce pouvoir. En ce qui concerne l'admissibilité, nous leur avons dit que nous sommes tout à fait ouvert à une nouvelle façon d'ouvrir un processus. Ces ateliers vont avoir lieu en janvier. Je pense que ça rejoint un peu ce que vous dites. On a parlé de la grosseur des caractères sur le formulaire, de la longueur du formulaire. Nous allons partager avec vous si vous êtes intéressé.

- (voix de l'interprète) Oui, je l'apprécieraient.

- (voix de l'interprète) Pensez-vous que vous avez la marge de manoeuvre nécessaire pour accepter leurs suggestions, pour trouver une solution qui simplifierait les choses?

- (voix de l'interprète) Oui, je suis toujours d'accord avec la simplification. À quoi il faut faire attention c'est qu'on parle d'un million de dollars, il faut avoir une piste de vérification ici et une reddition de comptes. Madame (inaudible) est experte en ce domaine et comme je l'ai dit on travaille avec son équipe. S'il y a des avenues que vous voulez que nous explorions, nous allons le faire.

- (voix de l'interprète) Merci. Conseiller Blais.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire. Je comprends que vous vouliez élargir le bassin pour les tarifs, mais il faut quand même faire preuve de diligence. On vient de voir le résultat d'une vérification, en ce qui concerne les subventions des garderies il n'y avait pas de vérification et il y a 1,5 qui a été accordé en trop de paiement alors que les gens refusait le service est mars qu'il n'y avait plus de fonds. Il faut s'assurer que les gens qui méritent de l'avoir l'obtiennent et qu'on ne manque pas d'argent.

Dans l'ensemble, je pense que le budget est très bon pour les résidents d'Ottawa. Presque un million de nouveaux déplacements dans les banlieues. Il y a aussi les nouveaux aménagement près de la promenade (inaudible). Nous avons très hâte de voir les nouveaux services. Merci au personnel de OC Transpo. Ça a été quelques années assez difficiles. Comme monsieur lundi, il y a eu beaucoup de fluctuation. Ça a été difficile pour les clients. Je pense que nous sommes quand même ... nous nous portons bien. J'espère que tout le monde va appuyer moi le soutien pour les transports en commun. Adopté? Des accords de Fleury, Nussbaum et Chiarelli. Sous-comité sur la technologie de l'information. Adopté? La partie modifiée de FEDCO, adopter. Délégation des pouvoirs à la secrétaire trésorière. Lorsqu'il faut apporter des ajustements (inaudible) en matière d'immobilisation. Adoptée. Que le directeur municipal ou son mandataire approuve des subventions de la ville et que des pouvoirs soit délégué à la trésorière (inaudible) portant exécution des accords nécessaires. Approuver approuver surpris, surpris du dividende Hydro Ottawa, qu'il soit utilisé pour le revêtement des routes et que certains projets soient (inaudible) par l'environnement.

- (voix de l'interprète) Conseiller Brockington. Merci à ceux qui ont participé à FEDCO la semaine dernière.

- (voix de l'interprète) Les résidents ont dit qu'il voulait voir certaines choses dans le budget de 2018, pour l'infrastructure, surtout, il y a des préoccupations concernant les nids-de-poule. Et l'initiative sur l'évolution énergétique. Parce qu'il y a eu plus de progrès depuis un an et demi, surtout en ce qui concerne l'évolution énergétique, les résidents voulait que la Ville fasse plus d'investissements dans ce portefeuille pour des initiatives qu'on pourrait aborder immédiatement. Nous avons le désir de revoir de nouveaux investissements, surtout pour les programmes d'amélioration énergétique. J'aimerais proposer, parce que la motion dont nous sommes saisis demande d'attribuer le surplus potentiel que nous connaissons, dont deux tiers pour la réfection des routes, un tiers utilisé pour les programmes d'efficacité énergétique. J'aimerais proposer que le ratio soit changée de deux tiers, un tiers à 50, 50050 ... que ce soit une répartition égale.

- (voix de l'interprète) Je ne dois pas vous dire de quoi il devrait s'agir, je crois que les deux sujets choisis sont les bons. À la lumière de la demande, d'après les réactions publique que j'ai entendu, je pense qu'il serait plus juste de faire moitié-moitié. C'est ce que je demande au Conseil, pour le prendre en considération. Quelqu'un veut appuyer? Oui.

- (voix de l'interprète) Conseiller Chernushenko. Président du Comité de l'environnement. Conseiller Harder?

- (voix de l'interprète) Merci. Je m'attendais à ce que ce genre de chose soit proposé, on a beaucoup parlé d'environnement. Et qu'on finance supposément nos projets, mais par la suite, j'avais demandé à monsieur (inaudible) de nous parler du plan de travail l'an prochain. Je voulais signaler ce que nous avons fait en tant que conseil. Nous avons des objectifs pour réduire la consommation d'électricité. Depuis lors, la ville a introduit quelque 120 initiatives. 2018, La ville de l'énergie va recevoir deux millions de dollars pour de nouveaux projets dans l'avait dans l'année à venir. Depuis trois ans, il y a trois millions qui ont été accordés et des milliers de dollars pour Enbridge et Hydro Ottawa pour de l'investissement dans l'énergie hydroélectrique. C'est surprenant les (inaudible) de portes unités sur cinq ans. Par exemple, il y a des pipelines, des patinoires qui en ont profité, il y a des piscines et des patinoires qui en ont profité. On a rénové les lampadaires, avec les LED, on a réinvesti tout ceci pour l'environnement (inaudible) avec le système de Thompson automutilation du bâtiment pour qu'on puisse contrôler de façon centrale nos ordinateurs, mon cellulaire. La province a annoncé un fonds pour (inaudible) deux millions de dollars pour économiser de l'argent sur cinq ans. Nous allons faire une demande pour réaliser ces projets afin d'économiser le gaz naturel et le remplacement de l'éclairage pour les patinoires. En 2016, la course sommation énergétique par pieds carrés représentait une économie de deux millions de dollars. J'espère que vous avez écouté, c'est une longue liste. Nous sommes partenaires avec (inaudible). Nous recevons des fonds de la province pour des fonds de (inaudible) à Ottawa. La semaine dernière, nous avons eu la première de Ventura vertes au Canada pour le financement de projets écologiques qui permettront à la population de s'adapter aux changements climatiques. Nous allons le voir d'une façon radicale, la manière dont on se déplace avec la ligne de la Confédération. Il y aura quelques (inaudible) passagers par direction dès le départ. Cela va réduire les émissions de carbone, de dioxyde de carbone. Ottawa aussi appuyer le (inaudible) qui a été annoncé par le gouvernement fédéral. Nous allons explorer toutes les options pour un service autonome, de (inaudible) intelligent et de l'Agriculture intelligente. Le budget de 2018 comprend un financement important pour construire le plus gros projet énergétique de la ville, la phase II du train léger. Nous allons investir quelques 580 millions de dollars et 600 millions en 2018. Une fois entièrement implanté, l'étape un du train léger permettra d'économiser des centaines de milliers de tonnes par année d'énergie. Comme je l'ai dit au conseiller Chernushenko, si on peut changer beaucoup de choses, nous allons bien sûr économiser beaucoup d'émissions des camions à déchets. J'avais demandé que

monsieur Willis puisse répondre. Monsieur le Maire, je pense que le point de plus pertinent est un peu plus loin à l'ordre du jour, lorsque nous allons demander que l'initiative sur l'évolution énergétique soit adoptée. Il y a des centaines de mesures qui vont être pris au cours des prochaines années. Il n'y en a 19 pour 2018 et ceci couvre quatre direction générale dans l'année. Il y a des choses qui sont déjà financé par un budget, donc maintenant (inaudible) travailleront pour refléter cette stratégie qui apparaîtra plus tard à l'ordre du jour.

- (voix de l'interprète) Conseiller Chiarelli.

- (voix de l'interprète) Ce sera 50% ou 33%. Je voulais remercier le comité consultatif de l'énergie pour avoir transmis cette recommandation au conseil après beaucoup d'études et de discussions. Alors j'aimerais le reconnaître officiellement ici et je veux m'assurer qu'ils reçoivent le message.

- (voix de l'interprète) Conseiller Chernushenko.

- (voix de l'interprète) Merci. J'étais très heureux d'appuyer la première motion, un tiers pour la réfection des routes et un tiers pour le projet de livre Lucienne Hergé tic. Ma logique à l'époque n'était pas aussi en noir et blanc. Lune seulement pour les voitures et l'autre pour le climat et l'efficacité énergétique parce que presque tous les modes de transport utilisent la chaussée, que ce soit les autobus, les vélos où les voitures. Donc ce n'est pas aussi diamétralement opposées qu'on ne penserait. Tout d'un coup, d'imminent de dollars sont disponibles, à notre surprise. On peut penser qu'une affectation légèrement différentes (inaudible) ou peut-être (inaudible) d'Hydro Ottawa qui pourrait apporter un suppléant, un surplus à nos projets pour cette raison.

- (voix de l'interprète) J'appuie cette proposition du conseiller Brockington.

- (voix de l'interprète) Conseiller McKenney.

- (voix de l'interprète) Très brièvement, merci à la conseillère Harder pour avoir (inaudible) ce que nous conseillons déjà. Je sais que j'avais fait savoir au départ que je n'allais pas appuyer cette motion parce que je ne pense pas (inaudible) devrait être utilisé pour la réfection des routes ou la réparation des nids-de-poule. Je pense qu'il devrait être utilisé uniquement pour l'énergie renouvelable. Je ne pense pas (inaudible) de toute façon. Je pense qu'il faudrait que ce soit entièrement utilisé pour l'énergie renouvelable, mais faute d'autres choses, si on peut investir au moins 50% dans l'énergie renouvelable ou le programme d'initiatives énergétique, je vais appuyer cette motion proposée par le conseiller Brockington.

- (voix de l'interprète) Pour conclure, Conseiller Brockington.

- (voix de l'interprète) Merci, effectivement. La liste législative lue par la conseillère Harder est impressionnante. (inaudible) Il y a encore des menaces, des risques, nous n'avons pas encore de solution. Il faut envisager toutes les mesures possibles. Lorsqu'il s'agit d'un dividende potentiels, nous avons entendu clairement que le Comité permanent, lorsqu'il a entendu la délégation à l'automne, certainement à Ottawa sud, les gens nous ont dit très clairement qu'il faut y accorder plus d'importance. Je pense que c'est tout à fait juste, parce que dans l'ensemble, les dividendes ne seront pas si énorme. Ce que j'ai entendues surtout, en ce qui concerne les besoins de notre communauté, c'est sur l'infrastructure, la réparation des routes et l'énergie. Je pense qu'il est juste que ce soit moitié-moitié, surtout à la lumière de la motion qui a été approuvé il n'y a pas si longtemps concernant les dix millions.

- (voix de l'interprète) Alors, le vote sur la motion du conseiller Brockington.

- Conseiller Cloutier.

- Oui.

- Conseiller Blais.

- Non.

- Conseiller Qadri.

- Non.

- Conseillers El-Chantiry.

- Non.

- Conseiller Chernushenko.

- Oui.

- Conseiller Monette.

- Non.

- Conseiller McKenney.

- Oui.

- Conseiller Mitic.
- (inaudible)
- Conseiller Brockington.
- Oui.
- Conseillères Harder.
- (inaudible)
- Conseiller Wilkinson.
- Non.
- Conseiller Tierney.
- Non.
- Conseiller Taylor.
- Non.
- Conseillères Deans.
- Oui.
- Conseiller Fleury.
- (inaudible)
- Conseiller Darouze.
- Non.
- Conseiller Nussbaum.
- Oui.
- Conseiller Moffatt.
- Non.
- Conseiller Leiper
- Oui.

- Conseiller Egli.

- Oui.

- Conseiller Chiarelli.

- Oui.

- Conseiller Qaqish.

- Oui.

- Marois t'Son.

- Nom.

- Oui, 12 non. La motion est rejetée. Ensuite, la motion dont nous sommes saisis, adopter. Le conseiller Tierney. Trois des accords ont été marqués. Les conseillers Nussbaum, McKenney et Tierney ont marqué leur désaccord. N'est-ce pas? Leiper aussi? Ensuite, le conseiller Egli à une motion. Appuyée par le conseiller Tierney. Est-ce que vous voulez que je la lise? Il s'agit du plan de financement sur dix ans.

- (voix de l'interprète) Merci. Ceci a été lu, attendu que (inaudible) un plan de financement de dix ans pour éliminer le manque à gagner d'infrastructures de 70 millions dans le cadre de l'étude du plan de gestion des actifs à long terme en juin 2017 et attendu que, après cette décision, les membres du conseil ont entendu de la part du public il voulait que cet écart soient réduits plus rapidement. Attendu que les gouvernements fédéral et provincial ont indiqué que le financement des infrastructures est une priorité importante. Il est possible que les hypothèses du plan financier à long terme plus est changée. Qui soit donc entendu que le personnel examine les options pour raccourcir le temps qu'il faudra pour réduire et éliminer le manque à gagner de 70 millions par des programmes appuyée par les taxes.

- (voix de l'interprète) Merci. Conseiller Brockington.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire, merci aux co-motionnaire pour avoir (inaudible) aujourd'hui. Je vais l'appuyer. J'ai une question pourtant en ce qui concerne la date d'échéance, en ce qui concerne ces options. On dit qu'en 2019, après l'exercice d'établissement des priorités du Conseil, donc à peu près six mois après l'élection, et que le conseillait établi ces priorités pour le mandat, ceci suivra le budget de 2019. L'étude du budget aura lieu auparavant. Est-ce que l'auteur de la motion avait l'intention de recevoir cette information? En ce qui concerne les différentes

options, avant de fixer le budget de 2019, parce que également, idéalement, nous aurions cette information avant l'étude du budget afin que nous puissions prendre des décisions qui aurait un impact, sinon il faudra attendre un autre cycle budgétaire jusqu'en 2020. Je ne veux pas vous mettre sur la sellette, mais ce serait utile de savoir.

- (voix de l'interprète) Merci, je veux bien si le personnel confirme promouvoir le faire. Nous présenter un plan de réduction, voire même d'élimination avant que le budget soit finaliser. Comme nous allons séparer ces options pour vous. Je vais répondre. Le problème, c'est quand le nouveau conseil sera élu. (inaudible) Pour l'établissement de lignes directrices pour le budget 2019. Le budget doit être prouvé en mars. Ce qui voudrait dire qu'il faudrait vous soumettre cela avant même qu'on a eu les orientations et directives. Il faudrait que cela se fasse au début décembre.

- (voix de l'interprète) Je ne pense pas que ce soit possible autrement. À moins que vous vouliez retarder le budget de 2019. Il faut qu'il soit adopté à une certaine date si vous voulez qu'on ait des objectifs précis. Combien de temps faudra-t-il au personnel pour faire ce qui est demandé? Combien de temps vous faudra-t-il pour passer en revue les options pour réduire, éliminer l'écart de sept millions? Comme on n'a pas beaucoup d'outils pour faire ce travail, je ne pense pas que ça prenne beaucoup de temps. Cela fait partie de vos priorités, vous voulez prendre une décision là-dessus, séparément de tout le reste. Vous risquez de vous contraindre pas mal. Il faudrait regarder toutes les priorités pour voir quelles sont les plus pressantes.

- (voix de l'interprète) Oui, je pense que c'est juste. J'apprécie le contexte offert. Je suis d'accord avec la terminologie de monsieur Hubley. Je pense que ce serait avantageux pour le circuit budgétaires 2019. On pourrait prendre les décisions plutôt que plus tard, ce serait idéal. Le personnel me dit que le meilleur résultat pourrait être de prendre en compte toutes les autres priorités. Bon, je veux bien accepter cela. Alors, je vais appuyer la motion.

- (voix de l'interprète) Motion, Hubley, Tierney. Adoptée. Motion de levée de séance. Taylor, Blais. Que le comité plénier se lève et fasse rapport au conseil municipal. Nous avons une motion d'adoption de rapports du Conseil. Après cela, je pense qu'on devrait prendre une pause de 20 minutes pour que vous puissiez prendre une bouchée. Question personnelle. Une des choses qu'on a appris aujourd'hui, dans le budget de la police, quand il a été déposé, c'est qu'il pense déjà à 2019 - 2020, pour voir quelles seront les répercussions pour ce qui est de leur pression. Le directeur municipal nous dit depuis un an ou deux qu'il voulait de plus en plus s'engager dans

des budgets pluriannuel. Notre cadre financier par le signal important avoir des décisions financières qui repose sur des prévisions pluriannuel. Ma question, je cherche à obtenir les conseils du personnel, si le prochain conseil veut maintenir le niveau de service au niveau actuel, rien d'exagéré, comme ouvrir les bibliothèques le dimanche, juste maintenir le niveau de service. Quand le personnel se penche sur les pressions et c'est cherche à maintenir les services, quelle sorte, de qu'il sorte de chiffres par le ton? Quels conseils vont-ils devoir offrir au prochain conseil pour 2019 - 2020 pour ce qui est du taux de taxes nécessaire pour maintenir le niveau de service.

- (voix de l'interprète) Ce travail n'est pas commencée. On a fait des cycles budgétaires de deux ans, depuis l'année dernière. C'est vraiment la fenêtre que nous avons. Maintenant, on va se préparer sur deux autres choses, préparer un plan stratégique. J'ai l'impression que cela sera influencé par le nouveau conseil l'orientation, les directives qu'il nous donnera. Nous pourrons reliée à cela un aperçu financier jusqu'au prochain mandat du Conseil. Selon la nature de notre situation financière pour le prochain mandat. Ensuite, pour déterminer le taux de taxes, déterminer les sources de revenus, les réductions de dépenses, qu'il faudra faire pour équilibrer les exigences du conseil à nos finances., On ne peut pas vous donner cela maintenant. Si je parle aux résidents au cours des prochains mois, je ne pourrai pas ... vous ne pouvez pas me le dire maintenant. Quelles seront les attentes après le 31 décembre 2018 quant à la situation financière de la ville?

- (voix de l'interprète) Je ne parle que du maintien de services. Mais ça, vous n'avez pas cette information?

- (voix de l'interprète) Ce n'est pas la période de questions. Nous voulons entendre les propos de conclusion seulement. Bon, alors je ne m'arrêté là-dessus.

- (voix de l'interprète) Conseiller Chiarelli, conclusion?

- (voix de l'interprète) Quand on regarde le budget, il ne faut pas oublier le message que l'on veut transmettre au public. Ce qu'il s'attend à recevoir de nous. Depuis quelques années, on remarque de plus en plus de mécontentement avec certains services. C'est certain que les gens se plaignent de la qualité des chaussées. L'étroitesse des rues aussi. On angle les plus les bancs de neige, on enlève plus les bancs de neige, et c'est plus difficile de circuler. Est-ce que les produits qu'ils achètent ne sont pas aussi bon que ce qu'ils ont appris à connaître et auquel ils s'attendent. Quand on l'a dit que le coût du produit dépasse de loin ce qu'il y a dans le budget, alors là, ils s'inquiète. Quand on arrive au printemps et à l'été, les gens voient bien que

les routes ne sont pas en très bon état, ils savent qu'en juillet et en nous, il n'y a encore beaucoup de nids-de-poule à remplir, ils savent que le niveau de services auxquelles ils s'attendaient pour la voirie n'est pas aussi bon qu'espérer. Quand ils apprennent qu'on dépense beaucoup plus que ce qui avait été prévu au budget, cela finit par les convaincre qu'il faut se concentrer davantage sur ces services de base et prévoir plus pour ses priorités et qu'il nous faut, dans le cas de l'infrastructure et de la voirie, combler cet écart qui existe dans l'infrastructure. Alors, ce message doit être clair au public. On le comprend. À l'avenir, on a bien l'intention de se concentrer davantage sur ces questions-là. On ne dira pas aux gens: écoutez, vous allez avoir tous ces services dont vous rêvez et ça ne coûtera que 2% et ça ne va pas entraîné de plus grands écarts pour l'infrastructure, on ne va pas s'endetter davantage. Alors essentiellement, je pense que c'est notre occasion maintenant de dire aux gens qu'on a compris et qu'on fera différemment à l'avenir.

- (voix de l'interprète) Conseillères Deans.

- (voix de l'interprète) Je pense qu'il y a beaucoup de positif dans le budget de 2018 une partie a été ajoutée ici même aujourd'hui. Des deniers publics pour des toilettes publiques, c'est une amélioration importante. 100000 dollars dans le communautaire c'est important. Je pense que les 10000 dollars qu'on a ajouté pour les parcs et les routes et l'infrastructure critique est une amélioration très positive et dans l'intérêt de la communauté. Mais je crois aussi que le conseil doit avoir de l'information fiable et complète pour prendre de bonnes décisions. Je crois que ce budget est plein d'objectif bien trop optimiste. On semble vouloir espérer qu'il ne neigera pas trop, que les locations de patinoire vont finalement nous amener les revenus qu'on est important, incapable d'avoir depuis des années et que de l'argent surprise apparaîtra le jour du budget et que les revenus vont monter en flèche. Tout cela, je pense que c'est très optimiste. Ce n'est pas comme ça que je dirige le budget de mon ménage et je ne pense pas qu'on devrait décider nos affaires ici à la ville de cette façon. J'ai l'impression qu'on se prépare à ce qui nous pend au bout du nez pour 2019. Comme les services de police. On sait qu'ils auront besoin d'augmentations considérables dans les années à venir, on l'a vu dans le document de planification financière à long terme. Il sera nécessaire de rationaliser les actifs et ça, c'est un euphémisme pour couper. On sait qu'après l'élection l'année prochaine il y aura des compressions considérables, c'est pourquoi je pense que les résidents doivent bien comprendre ce qui nous attend. Le 2% qui a été accroché au budget de 2018 ne viendra pas sans conséquence. C'est pour cette raison que je ne suis pas à l'aise d'appuyer ce budget,

même si, comme je l'ai, dit il y a du positif. Ce n'est pas assez pour moi pour que je l'appuie.

- (voix de l'interprète) J'ai oublié de demander aux conseillers Taylor de lire la motion d'adoption des rapports. Il faut que le conseiller Taylor le fasse. Conseiller Taylor et conseiller Blais.

- (voix de l'interprète) Alors, motion d'adoption du budget de 1018. Les articles un à 15 à l'ordre du jour (inaudible) en comité plénier et sur la feuille de route, le rapport de la trésorière municipales, le rapport du comité de dérogation. Trois, le rapport de prévention du crime à Ottawa. Quatre, le rapport de la Commission des services policiers d'Ottawa. Cinq: le rapport du Conseil de l'améliorer publique d'Ottawa. Six: le rapport du Conseil de santé d'Ottawa. C'est: articles deux, Comité des affaires rurales et agricoles. Comité de vérification, rapport 14, rapports 28, service communautaire et protection. Rapport 17 de la protection climatique de l'environnement. Quatre, la technologie de l'information. Ensuite, 16, la Commission de transport en commun. Trois du Comité des transports.

- (voix de l'interprète) Conseiller El-Chantiry. Conseillère Wilkinson.

- (voix de l'interprète) Merci. Avec les changements qu'on a fait et les améliorations qu'on a apporté, le budget du document n'est pas facile, c'est un document très compliqué, bien plus compliqué qu'ailleurs, mais j'ai encore un problème avec le processus, Monsieur le Maire. Je pense qu'on a tendance, qu'on ne tient pas compte de tout ce qui est versé dans le budget. Il devrait être préparé, ce budget, en fonction des besoins fondamentaux réel à la ville. Combien coûte-t-il? Si ça coûte trop cher, comment peut-on modifier ses besoins plutôt que de prévoir les coûts d'abord et les besoins après. Sa cause tellement de confusion et souvent même de la consternation. Alors je vous demanderais que quand on regarde le budget l'année prochaine, quand on préparera les règles pour le budget, j'aimerais bien que l'on donne plus de marge de manoeuvre au comité pour leur permettre de préparer leur budget avec vous et les conseillers municipal davantage. Je pense qu'on aurait moins de questions a étudié ici. Alors je vous demande de penser à cela parce que je trouve que le processus donnait l'impression aux gens d'être bien distant. La plupart des gens disent: on ne sait pas si on peut faire ça comme il faut, on a besoin d'être plus ouverts parce que le budget est extrêmement important dans ce qu'ils décident des services à offrir au public. Alors je pense qu'il faut impliquer le public davantage, mais en même temps il faut qu'il comprennent ce que l'on fait, le contrôle que l'on a sur le budget. On contrôle à peu près 15% du budget, mais il y a tellement de choses ici qui sont mandatés par le

gouvernement provincial au fédéral, qu'on n'arrive pas à contrôler grand-chose. On ne le répète pas assez. Généralement, ce n'est pas clair dans la tête des gens. Si on pouvait se contrôler, se concentrer sur les choses que l'on contrôle, les gens seraient peut-être un peu plus satisfaits. Je suis heureuse des changements qui ont été faits maintenant et je suis heureuse de l'appuyer, mais je pense qu'il nous faudra revoir encore notre façon de procéder.

- (voix de l'interprète) Conseiller El-Chantiry.

- (voix de l'interprète) J'essaierai d'être bref. Je sais que tout le monde a hâte de manger, mais je voulais commencer par remercier la trésorière, pas seulement aujourd'hui, mais pour tous les jours, elle est là pour appuyer le personnel et nous aider à surmonter nos obstacles. Je l'ai dit déjà, quand on a présenté le budget de la police, ce n'est pas la meilleure façon de préparer un budget en allant piger dans le fonds de réserve. Quoiqu'il en soit, c'était un engagement que l'on avait pris pendant quatre ans de rester avec le 2% et on y est arrivé avec l'aide du personnel, bien sûr, et de la police. Et oui, on peut se dire qu'on a besoin de plus, encore. C'est vrai, on peut toujours avoir besoin de plus, mais comment équilibrer ce besoin et ce que l'on a. Quand on fait campagne sur un 2%, il faut bien respecter cette promesse. Si jamais on change d'idée, à un moment donné, ayons un vote. Ayons une discussion ouverte avec les gens pour voir combien sont prêts à payer. Il n'y a personne autour de la table ici qui n'en a plus que moi. Nous, on a 580 quelques kilomètres de route. Je suis certain qu'ensemble on peut prendre tous les budgets de tout le monde, mais on ne le fera pas. C'est un engagement qu'on a pris avec le public quand on a dit qu'on n'augmenterait pas de plus de 2% et on s'y est tenu. Ça peut représenter quoi? 1 dollars, 2 dollars par mois? Mais demandez aux gens l'qui sont à revenu fixe, ce n'est pas beaucoup. Le fédéral a donné 5%. Alors, je voulais vraiment remercier sincèrement tout le personnel, parce que sans vous on ne s'en serait jamais sorti. Ce n'était vraiment pas facile cette année. Je vous remercie.

- (voix de l'interprète) Merci. D'autres commentaires? Alors, le vote sur le budget.

- Conseiller Qadri. Oui.

- Conseiller El-Chantiry.

- Oui.

- Conseiller Chernushenko.

- Oui.

- Conseiller Tierney.
- Oui.
- Conseiller Monette.
- Oui.
- Conseiller (---) non.
- Conseiller Mitic.
- Oui.
- Conseiller Brockington.
- Oui.
- Conseiller Wilkinson.
- Oui.
- Conseiller Taylor.
- Non.
- Conseillère Deans. (---)
- Conseiller Fleury.
- Oui.
- Conseiller Darouze.
- Oui.
- Conseiller Nussbaum.
- Non.
- Conseiller Moffatt.
- Oui.
- Conseiller Leiper.
- Non.

- Conseiller Egli.

- Oui.

- Conseiller Chiarelli.

- Non.

- Conseiller Qaqish.

- Oui.

- Monsieur le Maire, Watson.

- (voix de l'interprète) 19 pour, cinq contre. C'est adopté. On prend une pause et on revient à 15 heures. Pardon, la conseillère Harder a des étudiants de Queens.

- (voix de l'interprète) Oui, merci. On a que 20 minutes, dans ces 20 minutes, si vous avez le temps de venir au Salon des échevin, il y a cet étudiant qui seront là de l'école de planification urbaine de Queen's. Il travaille avec monsieur Smith et son équipe sur notre très importants projets, Ottawa, au-delà de 2026. Merci.

- (voix de l'interprète) Nous vous demanderions de prendre place.

- (voix de l'interprète) Donc, le rapport numéro 17 du rapport de l'environnement de la protection climatique, (inaudible) phase un. On a perdu le conseiller Chernushenko. En ont, le voilà!

- (voix de l'interprète) Merci beaucoup. Deux ou trois choses que je veux faire, je vais poser deux ou trois questions, ensuite je vais résumer le rapport pour vous. S'il y a d'autres questions, j'attendrai de faire le résumé plus tard. Premièrement, monsieur Willis, comme vous le savez avant la réunion du comité, certaine délégation ont exprimé des préoccupations quant à la dotation à la ville pour mener à bien ses stratégies d'évolution énergétique. Vous et moi, nous avons parlé de cela comme étant une faiblesse, un besoin à combler. Pouvez-vous nous décrire les facteurs qui s'applique? Je sais que vous allez chercher des ressources dans d'autres départements, mais quelle est votre démarche pour faire en sorte qu'on ne se trouve pas dans une situation où on n'a pas les bonnes personnes pour faire le travail ou une situation où on dépend trop d'un petit groupe, d'une petite équipe, qui pourrait être surmenés par la charge de travail?

- (voix de l'interprète) J'aimerais revenir à la question de l'évolution énergétique. C'est une stratégie qui est inter départemental. Mon collègue, Monsieur Chénier et monsieur Wiley, vont parler de la situation dans leur département. Mais du point de vue de mon département, dans la première phase, on avait une équipe dédiée, mais lors de la mise en application, monsieur Smith a pu mettre à contribution toute l'équipe pour mettre en oeuvre les tâches. Ça nous permettra donc de mener à bien ce projet. Nous avons une série d'engagements qui ont été faits, nous avons une liste pour 2018. Suite à la motion du conseiller Brockington, nous ferons un rapport à la fin de l'année.

- (voix de l'interprète) Merci. Je ne sais pas s'il y en a d'autres qui veulent ajouter leur point de vue? D'autres informations? Monsieur Wally n'est pas des nôtres pour l'instant. Monsieur Chénier?

- (voix de l'interprète) Monsieur le Maire, je peux ajouter que le groupe d'ingénierie qui relèvent de moi dispose d'une équipe qui travaille a plein temps sur les projets énergétiques, à concurrence de 500000 dollars par an. Notre niveau de dotation nous permet d'aborder Denis, de nouveaux travaux, de nouveaux projets. On a la capacité additionnel.

- (voix de l'interprète) Il y a une question qui a été posée, c'est de savoir si on a assez de personnel pour répondre aux appels d'offres. Ce serait dommage de rater des possibilités juste parce qu'on n'a pas le personnel pour le faire. Vous avez assuré le comité du fait que nous avons cette capacité, voulez-vous peut-être étoffer cela?

- (voix de l'interprète) Comme j'ai dit au comité, quand il y a un programme de financement, le directeur général dit aux autres gestionnaire que le financement est disponible. Notre groupe est impliqué parfois parce qu'il s'agit du financement pour l'infrastructure, il a le groupe de monsieur Wiley, le groupe de Monsieur Chénier et le groupe de madame (inaudible). Tous des gens qui travaillent et nous répondons aux appels d'offres. Si on reçoit un financement d'un autre palier du gouvernement pour la réfection débordé électrique, pour le changement des voitures, on pourrait l'ajouter à la charge de travail sans ralentir la mise en application pour autant, Monsieur le Maire.

- (voix de l'interprète) Oui, le plan de travail 2018 inclus le financement d'un million de dollars de la municipalité. On s'attend à 500000 dollars supplémentaires de la province. Nous avons le personnel nécessaire, sinon nous allons aller chercher des ressources ailleurs. Je vais m'arrêter là, je pense que d'autres conseils ont des questions.

- (voix de l'interprète) Merci. Conseiller Fleury.

- Merci, Monsieur le Maire, député. (voix de l'interprète) Monsieur Willis, merci de présenter ce plan. J'aimerais remercier le président du comité qui a travaillé de près avec votre personnel pour présenter ce plan aujourd'hui. Je critique le plan un petit peu, pourquoi? Parce que nous avons des questions opérationnelles existantes qui peuvent être réglées très rapidement. Regardez toutes les lumières dans cette salle, aucune ampoules (inaudible). Dans tous les centres, dans tous les stades, dans toutes les bibliothèques, la plupart des changements nécessaires sont là. On peut les voir. C'est une source de frustration parce qu'on a fait beaucoup pour installer des lampadaires ou des réverbères Adèle par la ville, mais il y a d'autres possibilités pour nous pour faire des économies. Il faut investir pleinement dans ces changements. Alors, les locataires nous coûtent dix millions de dollars par an. On a décidé qu'on investissait dans les changements énergétique, ça enlèverait une pression financière pour la ville. Il y a des problématiques faciles, des problèmes en fait qui sont facilement réglables. De par la municipalité, nous avons donc les réverbères sur les routes, mais pas dans les parcs. C'est là où je critique le plan énergétique. Nous n'avons pas adopté une approche holistique qui serait bien pour l'environnement également bien sur le plan financier. Alors le programme n'est pas adéquat, à mon avis. Donc, je ne vais pas voter en faveur de ce plan. C'est un bon début, mais ce n'est pas assez. Vous devriez continuer à y travailler, si on arrive à nouer un partenariat avec Hydro Ottawa, il faut le faire. Moi, je pense qu'il faudrait faire plus. Je ne vous demande pas de répondre, sauf si vous le voulez, mais je pense qu'il y a des écarts, des problèmes à ce niveau-là.

- (voix de l'interprète) J'aimerais répondre très rapidement. La recommandation 31 est de créer un bureau pour l'énergie intelligente. Pour les municipalités et sur le plan conceptuel, ce sera un bureau virtuelle. Donc on va réunir toutes les équipes ensemble pour aller chercher les possibilités d'économies, les choses dont vous parlez. Parce qu'on pense qu'il y a des économies opérationnelle qui seront possibles. Ça fait partie de la stratégie. Ce que vous demandez fait déjà partie de cette stratégie.

- (voix de l'interprète) Je suis content de l'entendre. J'aimerais dire en fait qu'il faudrait revenir réexaminer ce plan en 2019. Si on peut déjà faire des économies en 2018, il faut le faire. Je ne veux pas qu'on en parle davantage, je sais qu'on fait tous les deux preuve de beaucoup de passion à cet égard, mais je demande à la ville de faire plus. C'est le message que je voulais faire passer.

- (voix de l'interprète) Alors, le conseiller Nussbaum vous avez la parole.

- (voix de l'interprète) Merci beaucoup. On a eu la possibilité de parler du plan au Comité de l'environnement il y a quelques semaines. Une des questions qui a été posée à ce moment-là, je voudrais voir s'il y a une mise à jour possible aujourd'hui, on nous a parlé de l'offre de Hydro Ottawa qui propose de jouer un rôle actif à modifier les édifices municipaux. La trésorière nous a dit à ce moment-là qu'il y avait discussion en cours. Avez-vous de nouvelles informations à savoir comment les discussions avance? Avez-vous des annonces cet après-midi à l'égard de ce partenariat?

- (voix de l'interprète) Je peux vous dire qu'on s'est réuni avec Hydro Ottawa depuis le printemps, on a eu de bonnes négociations. Au printemps, ils nous ont soumis une dernière proposition, nous sommes en train de l'analyser. On espère le revenir pour que l'on puisse aboutir à un résultat positif l'année prochaine.

- (voix de l'interprète) Ma dernière question. Anticipez-vous de transmettre cela par le biais du Comité de l'environnement?

- (voix de l'interprète) Monsieur le Maire, on n'a pas encore précisé la détails du processus d'approbation parce qu'on ne sait pas exactement pour l'instant quelle partie seront négocier, quel sera l'orientation globale? Ce sera notre intention de faire rapport sur le progrès, s'il y a des approbations nécessaires, on fera rapport.

- (voix de l'interprète) Merci beaucoup.

- (voix de l'interprète) Merci beaucoup, conseiller. Est soit au-dessus?

- (voix de l'interprète) Non, le conseiller Chernushenko (inaudible). Le conseiller Hubley était assis à côté de moi avant, il m'a dit: quand vous êtes sur le point de gagner un vote, il ne faut pas intervenir. Je ne vais pas suivre son conseil. J'aimerais remercier notre personnel, les membres de la collectivité qui ont participé à un processus qui a pris très longtemps avant d'arriver à une conclusion. Ça a commencé il y a deux ans. On a espéré présenté ce rapport plutôt. On a espéré que ce serait plus complet. C'est un pas vers l'avant qui exigent plus de financement, un plus grand niveau de détails également, les bons changements commence avec un premier pas. Moi, j'aimerais remercier tout notre personnel. Je sais que j'ai oublié quelqu'un, si je les nomme tous, vous savez qui vous êtes. Si vous avez travaillé sur l'évolution énergétique au début du processus ouvert la fin du processus, j'aimerais vous remercier de tous votre bon travail. J'aimerais vous encourager à vous remettre au travail après Noël. Merci beaucoup.

- Est-ce que c'est adopté? Le conseiller Fleury exprime un avis dissidents. (inaudible) Sur les chambres d'hôtel, l'hébergement de courte durée. Pour l'introduire, ça a été renvoyé au Conseil 101 motion. Alors il y aurait une motion présentée par le conseiller El-Chantiry, appuyé par moi-même. Cette recommandation Villa exempter les cafés Koweït. Les propriétaires de café-couette nous ont dit qu'il n'avait pas la capacité administrative pour faire ce qu'on leur demande de faire. Je remercie à notre trésorière d'avoir travaillé avec des propriétaires de café-couette pour chercher des possibilités de régler ce problème. On a obtenu un avis juridique pour qu'on ne cède pas à la possibilité d'imposer les établissements Airbnb. Il y a beaucoup d'appuis du secteur touristique pour ce genre de nouvelles taxes. Je suis content de voir qu'on soit arrivé à cette solution pour aider, on peut tenir compte des besoins des petits propriétaires. El-Chantiry, c'est une bonne introduction. Beaucoup de mes collègues à FEDCO Andy que c'était clair de la part des propriétaires de café-couette. On nous a beaucoup parlé des propriétaires de l'Alberta. J'aimerais remercier le personnel de nous avoir présenté le personnel utilisé en Alberta. La première motion, comme vous le savez, il est proposé qu'on adopte les recommandations, qu'on adopte une taxe municipale de 4% commençant le premier janvier 2018, et délégué au Mario directeur principal de conclure des ententes avec le (inaudible) envie d'appliquer la taxe municipale sur l'hébergement temporaire dans la ville d'Ottawa. Déversé le produit de cette taxe selon le montant défini au Règlement 435 17 de la Loi sur la municipalité à l'entité local du tourisme comme décrite dans le présent rapport pour financer des services et activités qui favorisent la promotion et le développement du tourisme à Ottawa. Cette motion est proposée par moi-même et appuyé par le conseiller Taylor.

- (voix de l'interprète) Merci, conseiller El-Chantiry. Madame Stephenson, avant de vous poser une question, j'aimerais vous poser la question suivante: votre bureau appuie-t-il la motion? Nous avons la deuxième motion. Je vais en faire lecture maintenant. Merci. C'est proposé par moi-même, appuyé par le conseiller Chernushenko. Je vais vous offrir lecture. C'est assez long. On recommande une taxe sur l'hébergement à partir du premier janvier 2018 qui serait assorti d'une période de transition de 60 jours pour les exploitants d'établissement de chambre au moins. Délégué au maire le pouvoir de négocier les ententes acquis. M' qu'il soit recommandée que le règlement municipal sur la taxe sur l'hébergement temporaire prévoit que les exploitants de j'ai touristique pourront être exemptés de la taxe sur l'hébergement temporaire, la portion de la facture de leurs clients qui correspond au déjeuner jusqu'à 25% de la facture totale. Le gîte touristique doit respecter la définition de zonage. Le gîte touristique doit être possédées par le propriétaire et doit être dans la catégorie de taxes résidentiel. Que les factures soient émises par le propriétaire,

propagent une entité tierce. Monsieur le Maire, suite à une discussion notre personnel, une discussion entre notre preuve personnel et les 42 propriétaires, on est arrivé à ça comme compromis. Certains de mes collègues ont entendu les mêmes préoccupations. On a entendu la collectivité aux efforts, je vous demande d'appuyer cette motion.

- (voix de l'interprète) Merci beaucoup, Monsieur le conseiller. Avant de vous permettre de poser vos questions. Madame Stephenson, vous avez la parole.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire. On est d'accord avec la motion, on l'appuie.

- (voix de l'interprète) Merci beaucoup. Conseiller Brockington, vous avez la parole.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire, à nouveau, j'aimerais remercier le conseiller El-Chantiry d'avoir proposé cette motion. Je vois les avantages qui découlerait d'une taxe obligatoire, parce que ça nous permet de commercialiser Ottawa comme une destination de choix. J'aime bien le fait que ce n'est pas payé par les contribuables, mais plutôt par les visiteurs. Qu'ils paient une taxe pour réinvestir dans notre ville. J'ai quelques préoccupations. Il y a peut-être certains risques qui découlent de cette proposition. J'aimerais poser quelques questions personnelles. Il y a-t-il des risques pour la ville si on adopte une taxe obligatoire de 4%? Est-ce que cela pourrait dissuader les groupes touristiques à venir à Ottawa? Est-ce qu'on a fait une analyse? Est-ce qu'on a regardé ce qui s'est pas seulement d'autres villes où on a déjà mis en application cette taxe? Est-ce que ça a eu une incidence sur les visite touristique où les conférences?

- (voix de l'interprète) Merci, conseiller, de votre question. Il n'y avait un frais volontaire ou facultatif qui a été mis en application à Ottawa en 2004, on a vu un investissement stratégique dans la commercialisation d'Ottawa comme une destination de choix. On a vu le nombre de touristes augmenter durant cette période. Nous sommes la première ville à mettre en vigueur cette taxe. Il y a d'autres municipalités l'qui vont emboîter le pas. Qu'est-ce que ça va faire? Ça va créer un terrain d'égalité pour l'investissement et ça va nous permettre d'avoir une bonne idée du budget dans ton va disposer pour investir à Ottawa. Toutes les autres taxes qui existe sur une base facultative, n'est-ce? Pas

- (voix de l'interprète) En Ontario, oui.

- (voix de l'interprète) Quand on parle du mot obligatoire, là, on parle de la perception obligatoire de ces taxes par le propriétaire. Est-ce que les visiteurs seront tenus de payer cette taxe?

- (voix de l'interprète) Oui, ils sont obligés.

- (voix de l'interprète) Qu'est-ce qu'il va se passer si une entité qui a un geste à Ottawa refuse de participer au programme. Quelles seront les recours?

- (voix de l'interprète) Il y a des dispositions prévues dans le règlement. Il y aura des amendes, des pénalités. J'espère qu'on ne devra pas s'en prévaloir. On a prévu, dans notre ébauches de règlement, c'est prévu.

- (voix de l'interprète) D'accord. Quel est le rôle de la municipalité suite à l'adoption de ce nouveau règlement?

- (voix de l'interprète) Si l'industrie expriment des préoccupations, si Ottawa tourisme ne peut pas régler ces problèmes, atténuer ces préoccupations, quel sera le rôle de la ville? Est-ce que notre rôle s'arrête à l'adoption de ce règlement? Pour ce qui est de la taxe, la municipalité va régir la taxe et le règlement, y compris les mécanismes de perception, les dispositions en matière de vérification. Pour ce qui est des fruits de cette taxe, on recommande que l'Association des hôtels à Gatineau Ottawa perçoivent cette taxe en notre nom. Ottawa tourisme va travailler en partenariat avec ses membres pour répartir ces fonds et décider comment dépenser ces fonds. La ville va avoir une représentation sur ces comités aura voix au chapitre.

- (voix de l'interprète) Merci d'avoir préparé ce rapport et d'avoir répondu à mes questions.

- (voix de l'interprète) Merci beaucoup. Conseiller Egli l'.

- (voix de l'interprète) Merci, Monsieur le Maire. Très rapidement, ça a été une journée assez longue, mais je voudrais remercier mes collègues qui étaient d'accord avec moi au comité la semaine dernière de renvoyer ça aux conseils pour donner au personnel la possibilité de rencontrer les exploitants de gîte touristique. Je voudrais remercier Wendy et son équipe, monsieur O'Connor et son équipe juridique également de nous avoir présenté les possibilités. Je vois certains exploitants de ju-jitsu touristique ici dans les tribunes. Merci d'avoir travaillé en collaboration avec le personnel municipal. Pendant cette semaine, nous avons pu en arriver à une résolution et un règlement qui fonctionne pour tout le monde. Il reconnaît l'importance des petites entreprises dans la collectivité, les défis auxquels font face. Merci.

- (voix de l'interprète) Merci beaucoup. Conseiller Qaqish.

- (voix de l'interprète) Merci. Beaucoup d'entre nous avons reçu un courriel de monsieur (inaudible) au sujet de l'abus de pouvoir de la municipalité à imposer cette taxe. Vous avez fait circuler une note de service expliquant les motifs et l'avis juridique. Là-dessus, vous pourriez étoffer?

- (voix de l'interprète) Merci, conseiller. La loi municipale nous permet de nommer un percepteurs. On a décidé, en fait, que ça devrait être Tourisme Ottawa qui ont l'expérience, ils le font déjà depuis dix ans, les processus sont déjà en place. Ça fait partie de notre recommandation. Ils ont écrit dans le rapport.

- (voix de l'interprète) Merci de l'éclaircissement.

- (voix de l'interprète) Merci, Conseiller Moffatt.

- (voix de l'interprète) Merci beaucoup. Ma question n'est pas pour le personnel, mais plutôt pour (inaudible) d'Ottawa Gatineau. Quand on a parlé au Comité des finances, moi, j'ai parlé à l'un des exploitants à Rideau (inaudible) ils ne font pas partie des du programme de frais facultatif, ils comprennent ce qui se passe. Ils ont fait administrer ce nouveau frais, cette taxe, à partir du premier janvier. Alors ils ont 34 lits, apparemment, il y a un seuil de 50 chambres pour devenir membre de Tourisme Ottawa. Est-ce qu'on pourrait leur donner une dérogation pour devenir membre? Ce n'est pas quelque chose qu'on peut faire ici, mais je voulais juste vous le signaler pour la gouverne de monsieur (inaudible).

- (voix de l'interprète) Sur la motion. Sur le rapport telle que modifiée. Adoptée, merci. Très bien. Prochaine chose, modifications, construire de meilleurs quartier, revitaliser, stratégie de revitalisation des quartiers (---). On peut l'adopter maintenant. Merci. C'est adopté. Maintenant, la modification au règlement de le zonage du 1040 rue Bank, il y a deux motions dont on est saisi. Les conseillers Harder et Tierney ont deux motions pour consulter le personnel. Les conseillers Chernushenko et Harder ont une motion d'amendement. Une motion qui est proposé par moi-même 20. Il s'agit du 1040, rue Bank, je propose que le Conseil approuve la recommandation du personnel tel qu'approuver par le Comité de l'urbanisme. En ce qui concerne à règlement, le Règlement 2008 - 250 pour le 1040, rue Bank tel qu'énoncé dans les documents deux et trois. Conseiller Chernushenko?

- (voix de l'interprète) Je vais commencer par lire la motion. Ensuite je répondrai aux questions. Nous allons voir si d'autres membres ont des questions. Concernant la

deuxième motion, Règlement de zonage, 1040, rue Bank, attendu que le rapport recommande un amendement, c'est pour accommoder un aménagement du côté de l'église sur la rue Bank. Attendu qu'on a demandé de réduire l'aménagement, de la hauteur de l'aménagement et attendu que le demandeur a revu sa demande pour que ce soit à 0,1 mètre sous le parapet de l'Église existantes devant la façade du canal Rideau. Deux (inaudible) au projet qui a été entendue, que cet endroit se trouve juste à côté du canal Rideau, un site patrimonial désigné par l'UNESCO. Attendu que le projet proposé est situé de manière à faire en sorte que la proéminents de l'Église soit conservée sur la rue Bank. Attendu que le design (inaudible) au-dessus de Le troisième métrage sur la rue Gallant réduit la vision de 45 degrés. Qu'il soit résolu que le document dans deux, détails du zonage recommandé soit résumer comme suit ... est-ce que j'ai vraiment besoin de lire les aspects techniques? Qu'il soit résolu que le document trois, rapports, soit remplacé par une nouvelle annexe, (inaudible) annexes à cette motion qu'il n'est pas d'autres avis aux termes de l'article 34,17 - sur l'aménagement du territoire.

- (voix de l'interprète) Merci beaucoup. Les deux motions ont été déposés. Conseiller Tierney.

- (voix de l'interprète) Merci. Ceci a été renvoyé par le comité d'urbanisme. Lorsque nous avons reçu le document hier, on avait baissé la hauteur de 50 centimètres seulement, n'est-ce pas?

- (voix de l'interprète) C'est exact.

- (voix de l'interprète) Mais ensuite, ce retrait du côté ouest sur la rue (---) avaient été réduits aussi. C'est un peu comme si on l'avait repoussé vers le bas. C'est juste?

- (voix de l'interprète) Oui, c'est exact. Donc on l'a ramené à ce qui était dans le rapport initial du personnel. Donc la réduction de hauteur dépasse un mètre ou 1,5 mètres. C'est à peu près 1,6. Je voulais souligner aussi que maintenant le toit se trouve sous le parapet. C'était la difficulté principale qui posaient des problèmes. Mais c'est seulement 10 centimètres sous le parapet, n'est-ce pas?

- (voix de l'interprète) C'est exact.

- (voix de l'interprète) Est-ce que le personnel avait des réserves? Parce que ce lieu est couvert par une zone R-3 où les limites de hauteur sont beaucoup plus basse.

- (voix de l'interprète) Lorsque nous avons fait l'argumentation au comité ou au conseil, initialement, ça aurait été une des principales considération, surtout de l'autre côté de

la rue Galt, où vous avez le zonage R-3 et près de la rue Aylmer. Donc, il y avait des marges de retrait qui avait été établie pour cette zone. De l'autre côté de Aylmer, vous avez des maison de ville dans la zone G. Donc, c'était un facteur important pour le personnel parce que nous voulions qu'il soit compatible avec cette zone. Pensez-vous que les questions qui ont été soulevés par (---) et Parcs Canada en ce qui concerne la vue du canal ... on a dit que l'aménagement naturel aussi était quelque chose qui définissait ce site. Est-ce que nous avons pris cela en considération? Si la CCN et Parcs Canada étaient représentés ici aujourd'hui, pas certaine qu'il serait d'accord avec nous.

- (voix de l'interprète) Je ne sais pas quelle est la différence entre votre opinion et Lawler.

- (voix de l'interprète) Nous avons eu des conversations avec la CCN et ce sera inclus dans la discussion qui aura lieu sous peu. Nous avons été très ouvert. Notre urbaniste à eu des conversations avec la CCN est où le monde a tenu compte des problèmes soulevés. Mais nous n'avons pas eu d'instruction qui nous empêcheraient de construire quelque chose à cet endroit, surtout en ce qui concerne la hauteur des arbres. Donc Allison va collaborer avec (---) au cours de l'établissement du plan de localisation.

- (voix de l'interprète) Merci. Conseiller Nussbaum.

- (voix de l'interprète) Merci. Une question personnelle. Vous conseiller Chernushenko ... ce n'est pas clair dans la motion. Hier, dans le tableau qui a été distribué,, il y avait un nouveau retrait dans la zone E du côté de (---), une réduction de 1 mètres. Est-ce que ce sera maintenue dans la motion?

- (voix de l'interprète) Oui.

- (voix de l'interprète) Il s'agit d'un retrait le long du canal. C'est dans le zonage dans le nouveau tableau.

- (voix de l'interprète) D'accord, merci.

- (voix de l'interprète) J'avais proposé la première motion au comité d'urbanisme parce que je pensais qu'il valait la peine de revoir ceci pour voir si on pouvait abaisser le bâtiment en dessous du parapet pour tenir compte des commentaires des résidents et des organismes fédéraux. Je dirais que ce n'est pas aussi ambitieux que j'aurais aimé comme résultat et j'aurais aimé qu'il y ait possibilité de abaissé de moins de 6 centimètres, on a un bâtiment de cette hauteur. Ceci étant dit, dans la motion qui a été

présenté au comité, nous avons confié ce rôle au personnel. C'est le résultat. Le promoteur a fait savoir qu'il serait possible de peaufiner davantage. Je pense que cela est important. Bien que le Conseil soit ouvert à accepter ceci, ça ne veut pas dire qu'on ne peut pas peaufiner davantage. Je vous encourage à continuer de travailler avec le promoteur pour voir s'il n'y a pas une façon de trouver une solution. On a aussi parlé des installations mécaniques sur le toit. J'encourage le personnel à contribuer, ça continuait réveillé en ce sens.

- (voix de l'interprète) Merci. Conseiller Chernushenko.

- (voix de l'interprète) Je suis dans une position assez inusitée et c'est ma faute. J'ai proposé une motion qui recommande que mes collègues adoptent cet amendement et ultérieurement le projet. C'est assez unicity parce que pour un projet où la communauté est assez divisée, il y a des gens qui sont passionnément contre. La seule chose que je peux faire, c'est voter contre. Et mes collègues pourront voter de façon favorable s'ils le veulent. Mais ce n'est pas ce que je vais faire, parce qu'il s'agit vraiment d'un dossier controversé. J'ai vu des courriels arriver par vagues ces derniers mois et j'étais des courriels contre qui me disait pourquoi ce n'est pas compatible avec le quartier, les rues contiguës, les préoccupations concernant la vue du canal. Sur la rue Bank, il y aura aussi des vagues et des vagues de courriels qui disent que c'est la meilleure façon de faire de l'aménagement intercalaire. Selon ce que prévoit le canal et aussi l'église South Monster qui offrent des services sociaux et des services de loisirs pour les scouts et ce sont donc deux objectifs qui ne sont pas compatibles. Nous voudrions qu'il y ait un avenir viable pour cette institution importante et une bonne planification dans ce quartier. J'essaie de concilier ces choses-là. Ce n'est pas mon projet. Je n'ai pas demandé de construire ceci je ne vais pas non plus leur demander d'arrêter le projet à tout prix parce que nous essayons de réaliser quelque chose contre beaucoup de facteurs qui l'entrave. C'est difficile pour le promoteur, le requérant. Je pense qu'il n'est pas possible de satisfaire tout le monde ici. Je n'ai pas l'intention de voter contre, pour la simple raison que je pense que c'est le meilleur résultat qu'on peut obtenir. À la lumière des règles établies, je sais très bien que je suis critiqué pour ne pas avoir obtenu assez de résultats pour les deux côtés. Je pense que ça permet quand même d'avoir un projet imparfait, mais quand même complémentaire et je sais qu'il y a bien des gens qui aimeraient que ce soit, que ce soit plus bas. C'est mon cas aussi, mais avec les impératifs économiques, je pense qu'on ne pourra jamais voter entièrement contre ou pour. (inaudible) Je ne peux pas utiliser d'autres instruments, alors je pense que c'est le meilleur résultat que je peux obtenir. Je vais voter en faveur de cette motion.

- (voix de l'interprète) Merci. Ça a été un dossier très difficile. Merci pour votre diligence. Est-ce que la motion est adoptée? Des accords de la conseillère McKenney. Le rapport dans sa main n'est pas la version modifiée, adoptée? Le prochain point. Motion d'adoption des rapports. Conseiller Blais. Les rapports, à l'exception de ceux qui sont étudiés dans le budget, le rapport 30, le rapport 14 de la vérification, le rapport 28 des services policiers, rapport 30 des finances et du développement économique, rapport 55 ainsi que rapport 29, rapport du Bureau de l'avocat général et (inaudible), rapport d'étape et des motions et des demandes de renseignements, rapport de l'avocat général résumé et des questions reliées au projet de loi 73. Je pense qu'il y a une autre page. Que les règlements sous introduction des règlements soient lus. Je m'excuse, je n'ai pas lu toute la motion. Il y a deux points qui manquent. Ça va de 11 à 14. Que le rapport 16 sur le transport en commun et le rapport 29 du transport et tout désaccord soit marqué durant la session du Conseil.

- (voix de l'interprète) Merci, adopté. Avis de motion? Conseillère Harder. Non? Il s'agit de l'établissement d'un groupe de part et pour une étude d'une zone R-4. Ce groupe serait formé des conseillers des quartiers les plus touchés par les enjeux abordés par la révision de la zone R-4. Qu'il soit résolu que le Conseil impose la création d'un groupe de parrains pour la résolution de la zone R-4, conseiller par les conseillers Brockington, Fleury, (---) et Chernushenko. C'est adopté. Motion exigeant d'une suspension du règlement. Aucune. Motion pour étude à une réunion subséquente. Motion d'introduction des règlements. Conseiller Blais?

- (voix de l'interprète) Merci, que les règlements énumérés à l'ordre du jour sur la rubrique motion présentation de règlements soient lus et adoptés.

- (voix de l'interprète) Adopté. Confirmation. Que le règlement suivant soit lu et adopté. Que les règlements ratifiant les délibérations du Conseil du 13 décembre 2017 soient adoptés. Demande de renseignements. Il y en a. Pas ajournement. Que les délibérations du Conseil du 13 décembre soient ajournées. Adopté. Sur ce, c'est la dernière réunion de l'année, joyeuses fêtes et joyeux Noël. La séance est levée!

[Sous-titrage: www.sovo-tech.com]